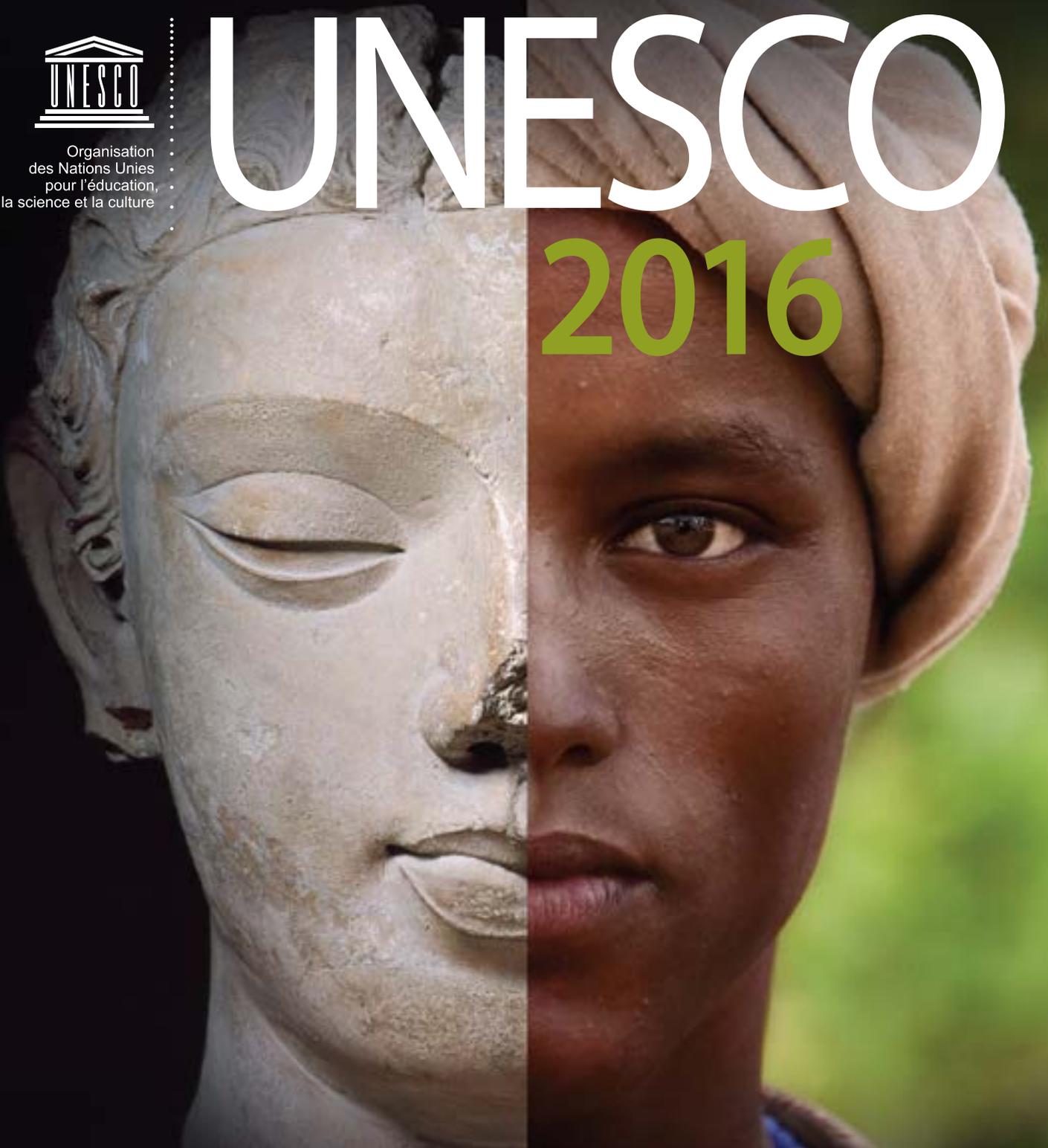




Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

UNESCO

2016



Couverture

Tout au long de l'année 2016, la destruction systématique et à grande échelle, ainsi que le pillage du patrimoine culturel, a été un sujet dominant à l'UNESCO. Une des réponses de l'Organisation à ces attaques du patrimoine et du pluralisme culturels est la campagne #Unite4Heritage, mouvement mondial qui appelle chacun à célébrer les lieux, les objets et les traditions des cultures qui font du monde un univers riche et plein de vie. Cette image créée pour la campagne combine le passé et le présent, en associant la tête du bouddha Shakyamuni avec le visage d'un guerrier tribal Erbore d'Éthiopie.

© Domaine public LACMA – Los Angeles County Museum of Art/Rod Waddington

Publié en 2017

par le secteur des Relations extérieures et de l'information du public
de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2017



Cette publication est disponible en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/deed.fr>).

La présente licence s'applique exclusivement aux textes de cette publication et aux images dont le droit d'auteur appartient à l'UNESCO.

En utilisant le contenu de la présente publication, les utilisateurs acceptent les conditions d'utilisation de l'Archive en libre accès de l'UNESCO (<http://fr.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr>).

Les désignations employées et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles de l'auteur ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Imprimé par l'UNESCO

L'imprimeur est certifié Imprim'Vert®, initiative environnementale de l'industrie de l'imprimerie française.

ERI-2017/WS/1



2016

Étude pour peigne du vent VI,
d'Eduardo Chillida (1924-2002),
siège de l'UNESCO.

© ART for PEACE, Austrian FMEIA
et Lois Lammerhuber



Sommaire

Chapitre 1		
	L'Éducation pour le XXI ^e siècle	7
Chapitre 2		
	Favoriser la liberté d'expression	25
Chapitre 3		
	Protéger notre patrimoine et favoriser la créativité	39
Chapitre 4		
	Apprendre à vivre ensemble	59
Chapitre 5		
	Construire des sociétés du savoir	75
Chapitre 6		
	Une planète, un océan	87
Chapitre 7		
	La science au service d'un avenir durable	103
	Extraits du concours de photos 2016 organisé par UNESCOMMUNITY	119
	Annexes	127



शिक्षा दिवस तथा अन्तराष्ट्रीय मातृभाषा दिवसको

Préface

d'Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO

La puissance douce de l'UNESCO en période de changement

2016 a été une année de renouvellement pour le mandat et les valeurs fondatrices de l'UNESCO. À travers le monde, nous avons constaté l'actualité immuable de la puissance douce dans l'éducation, la culture, les sciences et la communication, appliquée au renforcement de la résilience des sociétés, à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Accord de Paris sur le climat.

Ce rapport annuel souligne la contribution de l'UNESCO au renforcement des capacités et des compétences des individus pour répondre aux défis du développement et pour équiper les sociétés des connaissances et du socle culturel nécessaire pour répondre à la violence et à la haine.

L'UNESCO a agi systématiquement pour faire face à ces défis émergents, en s'appuyant sur son leadership mondial dans le soutien à l'éducation, en particulier lors des crises syrienne et iraquienne, et a contribué au premier Sommet mondial sur l'action humanitaire. L'UNESCO a accentué son plaidoyer pour dépasser le clivage humanitaire/développement afin d'éviter la perte d'une génération d'enfants déscolarisés – en associant l'aide d'urgence et l'aide à long terme. Dans le même esprit, le Rapport mondial de l'UNESCO de suivi de l'éducation a démontré le pouvoir de l'éducation comme facteur de progrès vers les 16 objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable, en particulier pour promouvoir l'égalité des genres.

En 2016, l'UNESCO a mené une stratégie à plusieurs volets pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent. En septembre, la première conférence internationale Prévenir l'extrémisme violent par l'éducation a été organisée conjointement avec l'Institut Mahatma Gandhi d'éducation pour la paix et le développement durable à New Delhi (Inde). En novembre, l'UNESCO a réuni au Québec (Canada) une conférence internationale sur l'Internet et la radicalisation de la jeunesse, qui a été l'occasion d'un engagement renouvelé envers la liberté d'expression en ligne et la promotion de textes qui condamnent la violence et le discours de haine, afin de prévenir la radicalisation.

L'UNESCO a également renforcé son leadership mondial dans la réponse au « nettoyage culturel » – la destruction délibérée du patrimoine culturel, le trafic illicite et les attaques contre les personnes fondées sur des motifs culturels ou religieux. Nous avons sonné l'alarme pour la protection du patrimoine en péril en Libye, au Yémen, en Syrie et en Iraq, évalué les dégâts subis par les sites du patrimoine mondial dans les zones de conflit, et réuni des experts pour élaborer des mesures d'urgence en vue de sauvegarder le patrimoine syrien lors d'une réunion internationale à Berlin (Allemagne).

Et, parallèlement, l'UNESCO a continué à multiplier les initiatives pour renforcer la sécurité des journalistes, en travaillant avec de nombreux pays, en concluant de nouveaux partenariats visant à mettre un terme à l'impunité, par exemple avec l'Uruguay.

Dans le contexte de l'Agenda 2030, l'UNESCO a lancé deux rapports pionniers. Le Rapport mondial sur les sciences sociales nous avertit que les inégalités pourraient bien compromettre les efforts pour la réalisation des objectifs de développement durable. Le Rapport mondial sur la Culture pour le développement urbain durable, lancé à Quito lors d'Habitat III, apporte des recommandations pour renforcer le rôle de la culture dans le développement durable. L'UNESCO a amplifié ses programmes d'alerte et de réponse aux catastrophes naturelles, en mettant l'accent sur la science de l'océan et la durabilité côtière, présentes pour la première fois dans les discussions sur le climat lors de la COP21 en 2015.

Le rythme de la réforme n'a pas fléchi, dans l'ensemble de l'Organisation – pour rationaliser les processus, renforcer la transparence et la reddition de comptes, étayer systématiquement l'évaluation et les prestations. L'UNESCO a lancé une nouvelle politique d'évaluation, l'initiative Investir pour une prestation efficace, ainsi qu'un nouveau portail de la transparence, conduisant ainsi à une révision en profondeur des processus et des outils dans le but de rendre l'Organisation mieux adaptée à sa finalité.

Ce rapport annuel montre l'étendue et la profondeur de l'action de l'UNESCO dans la conduite de l'Agenda 2030 et dans le soutien aux sociétés et aux gouvernements par la réponse aux défis de cette période de turbulence, dans un parti de renforcement de l'unité de l'humanité dans toute sa diversité.

En avril 2016, la Directrice générale, Irina Bokova, a rencontré des enseignants et des élèves du Centre d'apprentissage communautaire de la région de Lumbini (Népal), dans lequel des cours d'alphabétisation en langue Awadhi sont prodigués avec le soutien du programme CapEFA de l'UNESCO. L'alphabétisation dans leur langue maternelle rompt l'isolement et crée de nouvelles perspectives pour les populations marginalisées de cette région historique où l'on a récemment découvert un grand ensemble archéologique qui remonte aux jeunes années de Bouddha.

Irina Bokova



Les enfants sont ravis de retourner à l'école Sibaya, dans le district de Huará, entre les hauts plateaux andins et la côte Pacifique au nord du Chili. Les infrastructures de cette école et celles des communautés voisines avaient été gravement affaiblies par le tremblement de terre d'avril 2014 qui a touché le Chili et le Pérou. Face aux besoins manifestes de la population, le gouvernement municipal de Huará, le ministère chilien de l'Éducation et l'UNESCO ont conçu un plan d'action pour 2015 et 2016, comportant l'entretien, l'agrandissement et l'amélioration des 12 écoles publiques du district, qui accueillent 450 élèves.

A young boy in a blue tracksuit with white stripes on the sleeves is running on a stone path. He is smiling and looking towards the camera. The background is a bright yellow wall with shadows of leaves cast on it. The ground is made of large, irregular stone tiles.

CHAPITRE 1

L'Éducation pour le XXI^e siècle

L'Éducation pour le XXI^e siècle

En tant qu'agence des Nations Unies spécialisée dans l'éducation, l'UNESCO dirige et coordonne l'Agenda mondial pour l'éducation (Éducation 2030) visant à atteindre l'Objectif de développement durable 4, « Assurer une éducation inclusive et équitable de qualité et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous ». Au cours de l'année 2016, l'UNESCO s'est efforcée de remplir son mandat, en soulignant que l'éducation ne remplira son potentiel de moteur du progrès qu'avec une plus grande participation et un meilleur financement ; que si l'apprentissage se poursuit véritablement tout au long de la vie ; et que si les systèmes éducatifs intègrent pleinement les filles et les femmes, et ramènent à l'école les enfants et les adolescents déplacés et réfugiés.

■ Chef de file de l'Agenda mondial éducation 2030

Dans le cadre d'action éducation 2030, adopté en novembre 2015 pour atteindre les dix cibles de l'Objectif de développement durable 4, les gouvernements se sont engagés à offrir un parcours complet d'éducation primaire et secondaire libre, équitable et de haute qualité. Cependant, sans l'ajout annuel de 39 milliards de dollars des États-Unis de financement

pour l'éducation, l'ordre du jour mondial dans son ensemble sera en danger.

Le coût de l'éducation est l'une des nombreuses raisons pour lesquelles quelque 263 millions d'enfants et de jeunes sont déscolarisés. Dans ce contexte, l'UNESCO a inscrit la Semaine mondiale pour l'éducation de 2016 – GAWÉ, du 24 au 30 avril – sous la bannière « Investir pour l'avenir ». GAWÉ est un événement mondial annuel organisé par la Campagne mondiale pour l'éducation (GCE) et

visé à faire prendre conscience de l'importance de l'éducation pour tous.

Pendant la semaine, une table ronde intitulée « Financer l'ODD 4 - éducation 2030. Ne laisser personne de côté : comment réduire les inégalités ? » a été organisée par la GCE au siège de l'UNESCO. Elle a exploré les opportunités et les défis du financement du nouvel agenda, plus particulièrement en ce qui concerne les populations marginalisées. En conclusion, et compte tenu des lacunes de financement, les gouvernements sont encouragés à consacrer 4 à 6 % de leur PIB à l'éducation et les donateurs sont invités à accroître leur soutien qui a faibli depuis 2010.

La rareté des données relatives au financement de l'éducation et la multiplicité des sources de financement font qu'il est difficile de voir l'intégralité du tableau. C'est pour cette raison que l'Institut de statistiques de l'UNESCO (ISU) élabore avec l'Institut international de planification de l'éducation (IIEP) un ensemble d'outils méthodologiques dans le cadre de l'Initiative des comptes nationaux de l'éducation, afin d'aider les pays à améliorer la qualité de leurs données ainsi que leurs politiques et plans cibles.

Dans cette ligne, début décembre, les membres du Comité directeur Éducation 2030 ont défini une feuille de route pour traduire les engagements de l'agenda Éducation 2030 en actions pour 2017-2019.

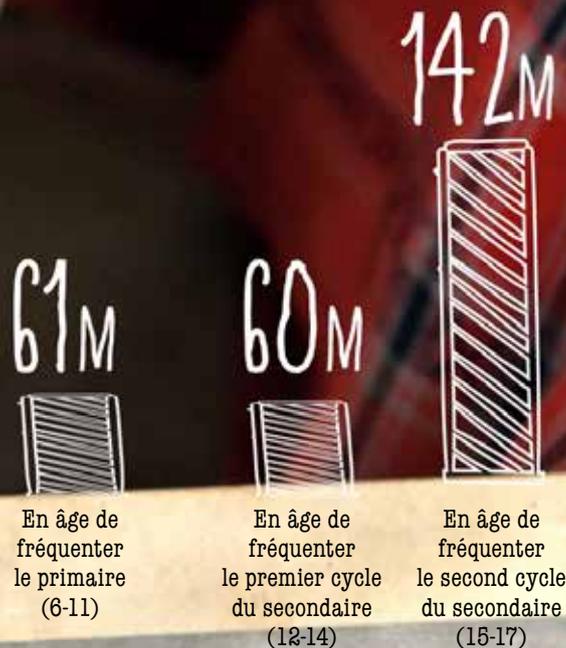
SE Mme Dessima Williams, Conseillère spéciale pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies, et M. Qian Tang, Sous-directeur général pour l'Éducation, lors de la réunion du Comité de pilotage d'Éducation 2030 au cours de laquelle une feuille de route de deux ans a été élaborée pour traduire en actions les engagements de l'agenda Éducation 2030.





263 millions

d'enfants et de jeunes
ne sont pas scolarisés



263 millions d'enfants et de jeunes sont déscolarisés du primaire au second cycle du secondaire

D'après un article publié conjointement cette année par l'ISU et l'équipe du GEM, quelque 263 millions d'enfants et de jeunes ne sont pas scolarisés.

L'article estime que des disparités persistantes dans la participation à l'éducation, liées au genre, à la localisation et au niveau de vie, sont les obstacles essentiels à la réalisation de l'ODD 4. De toutes les régions, l'Afrique subsaharienne compte les plus forts taux d'exclusion. Les conflits armés mettent un autre obstacle à l'éducation : dans le monde, 35 % de tous les enfants déscolarisés d'âge primaire, 25 % de tous les adolescents du premier cycle du secondaire et 18 % de tous les jeunes déscolarisés du second cycle du secondaire vivent dans des régions affectées par des conflits.

En général, les jeunes âgés de 15 à 17 ans sont quatre fois plus susceptibles d'être déscolarisés que les enfants entre 6 et 11 ans. La raison en est que l'éducation primaire et le premier cycle du secondaire sont obligatoires dans presque tous les pays, mais que l'éducation dans le second cycle du secondaire ne l'est pas. Et la plupart de ces jeunes n'ont pas d'autre choix que de travailler.

Les filles sont plus susceptibles que les garçons de ne jamais connaître l'école, malgré les efforts fournis et les progrès atteints ces deux dernières décennies. La pauvreté met une barrière supplémentaire aux filles. Ces écarts sont extrêmement grands en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest.

Schéma utilisé sur les réseaux sociaux de l'UNESCO pour souligner le nombre important d'enfants et de jeunes non scolarisés selon les chiffres de l'équipe du rapport GEM de l'ISU.

L'ISU lance un eAtlas innovant pour les données sur l'Éducation 2030



The go-to-source of data for SDG 4
UNESCO Institute for Statistics



Le 18 juillet, l'ISU a lancé son eAtlas pour l'Éducation 2030, rassemblant toutes les données disponibles pour évaluer l'ODD 4.

Cet eAtlas est conçu pour servir de guichet unique pour les données relatives à l'éducation. Il est mis à jour en permanence avec de nouvelles données et comprend des cartes interactives qui présentent les principales constatations liées à l'apprentissage, à l'équité et à la qualité de l'éducation, par exemple en illustrant les taux de maîtrise des compétences de base en lecture et en mathématiques, les taux d'achèvement de l'éducation primaire jusqu'à l'enseignement supérieur, le pourcentage d'enfants non scolarisés, les montants investis dans l'éducation de chaque élève et la disponibilité d'enseignants qualifiés. Il va également plus loin en explorant les disparités entre les genres, la pertinence de l'éducation, la sécurité de l'environnement scolaire et le nombre d'adultes qui suivent des programmes d'éducation primaire.

Le nouvel eAtlas pour l'Éducation 2030 lancé cette année par l'ISU présente les indicateurs mondiaux et thématiques identifiés par la communauté internationale pour suivre chacune des cibles de l'ODD 4.

■ Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2016 : un appel urgent à donner la priorité à l'éducation pour atteindre les ODD

Le rapport GEM 2016 réaffirme que le sous-financement chronique de l'éducation freine les progrès : selon les tendances actuelles, l'enseignement primaire universel ne sera atteint qu'en 2042 ; l'enseignement secondaire du premier cycle universel en 2059 ; et l'enseignement secondaire du second cycle universel en 2084. Ces dates marquent un retard important par rapport à l'échéance de 2030 fixée par les ODD.

Selon le rapport GEM 2016, les pays les plus pauvres du monde devraient atteindre l'enseignement primaire universel plus de cent ans après les pays les plus riches. Même si le rythme des progrès est le plus rapide jamais connu dans la région, 1 pays sur 10 en Europe et en Amérique du Nord n'atteindra pas l'enseignement secondaire du second cycle universel d'ici 2030. Dans les pays à faible revenu, l'achèvement de l'enseignement secondaire du second cycle universel d'ici 2030 augmenterait le revenu par habitant de 75 % d'ici 2050 et tirerait 60 millions de personnes de la pauvreté. L'achèvement de l'enseignement secondaire du second cycle universel d'ici 2030 empêcherait 200 000 décès liés à des catastrophes dans les 20 années suivantes.

Telles sont quelques-unes des conclusions principales du Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2016 (GEM), lancé le 6 septembre par l'UNESCO à Londres (Royaume-Uni). Intitulé *L'Éducation pour les peuples et la planète : créer des avenir durables pour tous*, le GEM 2016 est le premier d'une nouvelle série de rapports qui s'étendra sur 15 ans, et le premier rapport de suivi officiel de l'ODD 4. Il montre que l'éducation ne pourra exploiter sa capacité à stimuler les

La feuille de route a été élaborée à l'issue d'une réunion de deux jours, au siège de l'UNESCO, des 38 membres du Comité directeur.

Le comité directeur a approuvé les indicateurs élaborés par un groupe de travail conjoint afin de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des dix cibles de l'ODD 4.

Il a été convenu que l'idée d'élaborer un nouveau Pacte de financement de l'éducation pour créer une « génération d'apprenants » pourrait être réalisée au mieux en assurant des liens actifs entre le Comité directeur et les 25 hauts-commissaires de la Commission de l'éducation.

En outre, le comité a reconnu le rôle important que jouent les « pays champions »

dans la sensibilisation, par le biais de l'Initiative mondiale du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation avant tout (2012-2016) qui a inscrit l'éducation à la citoyenneté mondiale et l'éducation dans les situations d'urgence à l'agenda politique. Compte tenu du caractère universel de l'agenda Éducation 2030, ils ont décidé de mettre en place des plates-formes afin de partager les expériences entre les pays sur les questions émergentes dans le domaine de l'éducation et d'approfondir la coopération au niveau régional. Des réunions sur le nouvel agenda éducation se sont tenues dans toutes les régions en 2016.



progrès que si l'ensemble des secteurs y participe davantage, si l'apprentissage a réellement lieu tout au long de la vie et si les systèmes d'éducation tiennent pleinement compte du développement durable. L'éducation elle-même doit en outre évoluer pour apporter une solution holistique aux défis mondiaux, parmi lesquels l'expansion de l'urbanisation et le nombre croissant des populations réfugiées. L'éducation doit s'étendre au-delà de l'enceinte de l'école

et tout au long de la vie, et mettre l'accent sur les compétences pertinentes pour l'emploi.

Malgré ses messages sévères, le Rapport GEM 2016 met en évidence le potentiel inexploité de l'éducation pour accomplir des progrès plus importants dans la réalisation des objectifs de l'éducation, et avec des avancées même modestes les 15 prochaines années apporteront des avantages considérables en termes de développement.

Ces jeunes Maliens seront en meilleure position pour trouver du travail après avoir bénéficié cette année d'un atelier de charpenterie métallique conduit par le Bureau de l'UNESCO à Bamako et l'ONG TEMEDT. L'atelier fait partie du programme associant l'UNESCO et le Club de football de la Juventus, visant à soutenir la réinsertion des enfants affectés par la crise malienne depuis 2012.

Selon le Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2016, sur la base des tendances actuelles, seulement 70 % des enfants des pays à bas revenus achèveront l'école primaire en 2030, cible qui aurait dû être atteinte en 2015. Volonté politique, mesures politiques, innovation et ressources seront nécessaires pour faire évoluer ces chiffres.



RAPPORT MONDIAL DE SUIVI SUR L'ÉDUCATION

2016

L'Éducation pour les peuples et la planète :

CRÉER DES AVENIRS DURABLES POUR TOUS



L'avenir des emplois et des compétences au cœur d'une conférence mondiale organisée par l'UNESCO et le Cedefop

Alors que les jeunes et les adultes ont besoin de renforcer leurs compétences pour participer pleinement à la vie de leur société et à l'économie, les gouvernements considèrent de plus en plus l'éducation et la formation technique et professionnelle (EFTP) comme un instrument politique clé pour promouvoir l'emploi, l'inclusion et l'apprentissage tout au long de la vie à la lumière des nouveaux ODD.

Les tendances mondiales et les défis locaux de la mise en adéquation des compétences avec les évolutions du marché du travail ont été au cœur d'une conférence organisée par l'UNESCO et le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop) au siège de l'Organisation.

Avec plus de 120 décideurs politiques, parties prenantes et experts du monde entier, l'événement a insisté sur la nécessité d'augmenter la synergie entre l'éducation et la formation dans différentes régions du monde, ainsi que de créer une plate-forme d'échange des meilleures pratiques afin d'anticiper et de mettre en adéquation les compétences recherchées par un marché du travail en mutation.



L'apprentissage et l'éducation des adultes peuvent améliorer la santé et le bien-être, favoriser les opportunités d'emplois et le développement des communautés locales, d'après le troisième Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (GRALE III), lancé par l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie.

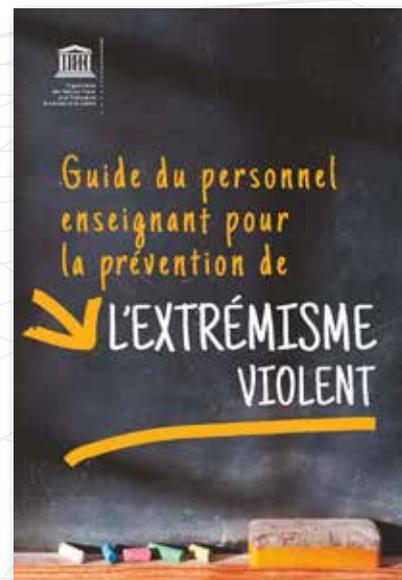
■ Encourager l'éducation à la citoyenneté mondiale

L'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) vise à construire un sentiment d'appartenance à une humanité commune et à aider les apprenants à assumer des rôles actifs pour traiter et résoudre des problèmes mondiaux interdépendants et pour s'orienter vers un monde plus pacifique, tolérant, inclusif et sûr. L'ECM est l'un des domaines stratégiques de l'UNESCO guidé par l'Agenda éducation 2030 (et par sa cible 4.7 en particulier). Ses thèmes incluent l'éducation à la culture de la paix et aux droits humains et la prévention contre l'extrémisme violent par l'éducation.

L'ECM travaille dans le même sens que l'éducation pour le développement durable (EDD) pour garantir que l'éducation participe à la construction d'un monde pacifique et durable. L'UNESCO cherche à promouvoir l'intégration de l'ECM dans les systèmes éducatifs — dont les programmes, les politiques et les pédagogies — de façon à permettre aux apprenants de se transformer et de transformer la société.

En 2016, l'UNESCO a fait un grand pas dans le soutien au suivi mondial de la réalisation de la cible 4.7. L'Organisation a entrepris la 6^e consultation sur la mise en œuvre de la Recommandation concernant l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales en relation avec les droits humains et les libertés fondamentales (Recommandation de 1974) qui sert d'outil de suivi pour mesurer les progrès vers la cible 4.7. L'UNESCO a également lancé une page Internet sur la cible 4.7 — « Apprendre à vivre ensemble de manière durable (ODD 4.7) : tendances et progrès accomplis » qui publie régulièrement des rapports produits par l'UNESCO et ses partenaires.

En ce qui concerne la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation,



Le Guide du personnel enseignant pour la prévention de l'extrémisme violent représente la première contribution de l'UNESCO à la mise en œuvre du Plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies pour prévenir l'extrémisme violent, annoncé en janvier 2016.

L'UNESCO aide les pays à renforcer leurs capacités à offrir des programmes pédagogiques améliorant la résistance des jeunes aux messages de l'extrémisme violent et à encourager un sentiment positif d'identité et d'appartenance. En septembre 2016, la première Conférence internationale sur la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation a été organisée par l'UNESCO et l'Institut de l'UNESCO Mahatma Gandhi pour l'éducation à la paix et au développement durable, à New Delhi (Inde). Elle a réuni plus de 150 participants venant d'environ 70 pays, dont des délégués de la jeunesse. L'événement a offert l'occasion à l'UNESCO de présenter son *Guide de prévention de l'extrémisme violent à l'intention des enseignants et éducateurs*. L'UNESCO a également finalisé son premier *Guide pour les décideurs politiques sur la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation*.

■ Intensifier les efforts en faveur de l'Éducation pour le développement durable

L'intensification a été le thème d'une réunion de plus de 80 membres des réseaux de partenaires du Programme d'action global (GAP) pour l'éducation en vue du développement durable (EDD). Le GAP a été lancé lors de la Conférence mondiale sur l'EDD en novembre 2014, au Japon, en tant que programme de suivi de la Décennie des Nations Unies pour l'EDD (2005-2014).

Le groupe, qui s'est réuni au siège de l'UNESCO, à Paris, les 5 et 6 juillet, sert de communauté mondiale de pratiques et

se compose de cinq réseaux spécialisés chacun dans un domaine prioritaire : les politiques, la transformation de l'apprentissage, le renforcement des capacités, la mobilisation des jeunes et l'accélération de la recherche de solutions locales. Le GAP a pour but de susciter un effort mondial en faveur de l'EDD, élément crucial pour la réalisation du nouvel Agenda Éducation 2030.

Les cinq réseaux de partenaires se sont réunis pour passer en revue les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement durable qui contiennent trois cibles relatives à l'EDD. Les réalisations ont été présentées dans un Rapport de suivi préliminaire et incluent l'information de plus de 1 million

de parties prenantes, la collaboration avec près de 100 000 individus en face-à-face et en ligne, l'organisation de près de 500 formations en personne et en ligne, qui ont bénéficié à 30 000 parties prenantes ainsi que l'accueil de 1 600 nouveaux membres au sein des réseaux.

Le Centre de régénération et de développement communautaire (CCREAD, Cameroun) est l'un des trois lauréats du Prix 2016 UNESCO-Japon d'éducation en vue du développement durable (EDD) remis le 11 octobre. Financé par le Gouvernement japonais, le prix récompense des projets et des programmes exceptionnels dans le domaine de l'EDD. Le CCREAD-Cameroun conduit des programmes stratégiques pour ouvrir aux communautés marginalisées un accès à des opportunités d'autonomisation sociale et économique, et pour favoriser la durabilité environnementale.



© CCREAD

■ L'éducation dans les conflits – l'accent sur l'Iraq et la Syrie

Après la Syrie, l'Iraq compte le troisième plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays : 4,4 millions (chiffres tirés du rapport de l'UNHCR sur les *Tendances mondiales 2015*) – et la majorité des individus déplacés en âge d'aller à l'école n'ont pas accès à l'éducation. Le pays accueille également près d'un quart de million de Syriens, dont 75 000 enfants et jeunes de moins de 18 ans, dont la plus grande partie n'a pas accès à l'éducation. Avec les opérations militaires de 2016, on estime que jusqu'à un million de personnes supplémentaires pourraient être déplacées de force en raison de la violence et du conflit.

Avec le financement du Gouvernement du Japon, l'UNESCO a soutenu l'accès des personnes déplacées à l'éducation et a amélioré la qualité de cette dernière, en mettant l'accent sur la rescolarisation dans le secondaire des adolescents filles et garçons. Dans le cadre de ces efforts, elle a lancé deux projets d'urgence visant à fournir un soutien éducatif aux filles et aux garçons adolescents des communautés de personnes déplacées et réfugiées syriennes résidant actuellement dans la région du Kurdistan d'Iraq, afin de s'assurer que les progrès déjà accomplis ne sont pas perdus.

Alors que l'Iraq fait face à une nouvelle urgence humanitaire, il est essentiel de combler les écarts d'apprentissage pour apporter une certaine stabilité et un sentiment de normalité et d'espoir en l'avenir à des milliers d'enfants et de jeunes déplacés et réfugiés. S'appuyant sur ses réalisations passées, l'UNESCO va intensifier son aide à l'éducation en 2017 pour répondre aux besoins des centaines de milliers d'enfants et d'adolescents déplacés dans le pays.



© UNICEF Iraq/2016/Nilies



À travers sa stratégie régionale de réponse « Comblant les lacunes d'apprentissage pour la jeunesse », l'UNESCO a également continué à amplifier ses interventions pour aider à améliorer l'accès à une éducation secondaire et un EFTP de qualité en Jordanie, au Liban et en Syrie. L'éducation peut contribuer à protéger les enfants et les jeunes de la mort, des blessures et de l'exploitation ; elle peut atténuer l'impact psychologique des conflits armés en leur offrant vie régulière et stabilité, et en jetant des ponts avec d'autres services essentiels. Cependant, la poursuite des attaques contre les écoles, les élèves et les enseignants met en péril la possibilité d'une « éducation de qualité pour tous », selon la définition du Cadre d'action Éducation 2030.

Le 25 mai, L'Envoyé spécial de l'UNESCO pour la paix et la réconciliation, Forest Whitaker, et la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, ont renouvelé leur appel aux États afin qu'ils redoublent d'efforts pour garantir un engagement politique en faveur de la protection des écoles et des universités. Ils ont appelé les États à signer la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, à l'occasion d'un événement organisé par le Gouvernement norvégien au Sommet humanitaire mondial, et organisé conjointement par l'UNESCO et ses organisations partenaires. Lancée il y a deux ans par la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques, la Déclaration a recueilli l'adhésion de 63 signataires. L'UNESCO a été parmi les premiers à mettre ce problème en évidence avec la publication des deux premiers rapports *Attaques contre l'éducation* en 2007 et 2010, et le Rapport mondial 2011 de suivi sur l'EPT, intitulé *La crise cachée : les conflits armés et l'éducation*.

Jeunes jouant d'instruments de musique traditionnels syriens au camp de réfugiés de Basirma, au Kurdistan iraquien, dans lequel une nouvelle école secondaire construite par l'UNESCO a été inaugurée en avril.

Palestine

Une approche nouvelle et créative de l'apprentissage réussit à plus de 30 000 élèves palestiniens

« Placer les enfants au cœur de leur propre apprentissage » a été une expérience marquante dans 119 écoles pilotes de Cisjordanie et de Gaza. Plus de 30 000 enfants et leurs enseignants ont bénéficié du programme mis en place de 2013 à 2016 dans le cadre du projet d'Éducation pour tous pour la Palestine, et conduit par le bureau de l'UNESCO à Ramallah en partenariat avec le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le proche Orient (UNRWA). Le programme a formé les enseignants à la façon de préparer et de présenter leurs leçons de manière dynamique en faisant participer activement les élèves dans l'apprentissage, par la collecte d'informations, les activités, la communication, la pensée critique, la résolution de problèmes et la planification. L'apprentissage a été multidisciplinaire, intégrant la langue arabe, l'art, les sciences, la religion, les mathématiques, l'histoire et la géographie, et il était fondé sur des thèmes choisis par les enfants ; cela est allé de l'environnement aux droits des enfants, aux animaux, à la musique, à la nature, à la paix, au genre et à la culture.

Les enfants ont immédiatement remarqué le changement chez leurs enseignants, dans leur école et même dans leur communauté. Khalil, 10 ans, élève handicapé de naissance à l'école Hafeth Abdul Nabi d'Hébron, a déclaré : « Notre maître s'est mis à enseigner différemment, me donnant à moi et à mes



© Bureau de l'UNESCO à Ramallah/Sarah El Attar

camarades de l'inspiration et des idées pour un projet. » Avec ses condisciples, il a eu l'idée de rendre l'école plus verte en plantant des graines dans le jardin scolaire avec l'aide des parents. Son amie Nadia et les autres l'ont aidé pour le travail de groupe. « Je suis heureux de pouvoir semer des graines et de faire pousser des plantes alors que je suis en fauteuil. Je suis encore plus heureux que rien ne m'empêche de participer et de coopérer avec mes camarades » a-t-il ajouté.

Dans cette école, les élèves de quatrième année ont appris à reconnaître les saisons et les fruits à partir de chansons, puis en écrivant des rédactions, en réalisant ensemble

On s'amuse en apprenant ! Deux élèves de quatrième année de l'école Hafeth Abdul Nabi à Hébron racontent à leurs camarades leur expérience de l'automne. Cet exercice est l'un des nombreux éléments du projet d'Éducation pour tous pour la Palestine, organisé conjointement par le Bureau de l'UNESCO à Ramallah et visant à impliquer les enfants dans leur propre apprentissage.

des colliers et des bracelets en pois chiches ou en dessinant des plantes saisonnières.

Quand on a demandé aux élèves de l'école primaire Ateel de Tulkarem s'ils voulaient revenir à une méthode d'enseignement traditionnelle, leur réponse a été un « non ! » retentissant.

■ Une forte impulsion pour l'éducation des filles et des femmes

Avec l'adoption des ODD 4 et 5, les gouvernements se sont engagés à éliminer les disparités de genre et à garantir que chaque enfant soit à l'école en train d'apprendre d'ici 2030. Cependant les filles sont toujours les premières à se voir refuser une éducation de base et les données suggèrent que le nombre de celles-ci qui sont déscolarisées est en augmentation.

Tout au long de l'année 2016, l'UNESCO a mené des actions sur ce front en offrant de meilleures données ventilées par genre, en tenant des discussions sur le rôle de l'éducation pour les filles et les femmes dans un contexte d'extrémisme violent, en lançant une initiative mondiale majeure et en récompensant des projets exceptionnels pour l'éducation des filles et des femmes.

Le 8 mars, l'ISU a lancé *l'eAtlas de l'UNESCO sur l'inégalité entre les sexes dans l'éducation* qui présente une vaste gamme de données ventilées par genre pour tous les niveaux de l'éducation. Régulièrement mis à jour avec les

dernières données disponibles, l'eAtlas montre les parcours éducatifs des filles et des garçons dans plus de 200 pays et territoires. Les cartes et les tableaux de classement qui peuvent être intégrés facilement dans des blogs et des sites Internet peuvent également être utilisés pour évaluer la façon dont les disparités entre les genres dans l'éducation évoluent dans le temps.

Le rôle de l'éducation pour combattre l'extrémisme violent et ses conséquences sur les filles et les femmes a été mis en avant le 9 mars lors de la table ronde « L'extrémisme violent et la radicalisation : les femmes comme victimes, complices et moteur du changement », organisée au siège de l'UNESCO dans le cadre de la Journée internationale de la femme. Elle a été ouverte par la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, le Président du Conseil exécutif, Michael Worbs et la Grande-Duchesse María Teresa de Luxembourg, Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO pour l'éducation des filles et des femmes.

Lors de la réunion, une jeune Nigériane a raconté comment elle avait pu échapper à sa séquestration par les extrémistes. « Je m'appelle Assiatou, j'ai 15 ans. Je suis là pour vous parler de mon histoire, parce que j'ai été enlevée par la secte



Boko Haram. Quand la secte est venue, ils nous ont emmenés dans une maison close. Nous étions quarante. Les hommes ont sélectionné les filles et nous ont enfermées. C'est dans cette maison que quelqu'un m'a choisie comme épouse. Ils ont insulté nos parents et nous ont maltraitées. . . Un mois après, j'étais mariée de force. C'est le pire souvenir de ma vie. (. . .) Pour combattre l'ignorance, il faut absolument retourner à l'école, c'est pourquoi j'ai décidé de reprendre mes études. Je voudrais devenir médecin ». La réunion avait pour objectif de développer l'idée des femmes architectes de la paix, capables de façonner un nouveau discours, et également de célébrer les efforts des nombreuses femmes qui ont dit « non » à l'extrémisme. Sur le même thème, la Conférence internationale de New Delhi sur la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation s'est réunie les 19 et 20 septembre.

(À partir de la gauche) La Première dame du Costa Rica, Mercedes Peñas Domingo, l'épouse de l'ancien vice-Président des États-Unis, Jill Biden, et la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, lancent le 14 juin l'initiative TeachHer pour aider à réduire l'inégalité entre les hommes et les femmes dans l'éducation, avec un accent particulier sur les sciences, la technologie, l'ingénierie, l'art et les mathématiques (STEAM).



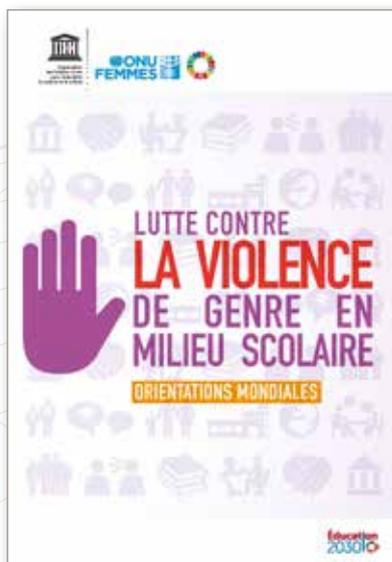
Toutes les formes de discrimination et de violence à l'école sont un obstacle au droit fondamental à une éducation de qualité. Dans le cadre de son travail sur la violence fondée sur l'orientation sexuelle dans le milieu scolaire, l'UNESCO a lancé cette année la publication Out in the Open: Education sector responses to violence based on sexual orientation and gender identity/expression (En pleine vue : Réponses du secteur de l'éducation à la violence fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité/expression de genre).

Le 14 juin, Jill Biden, épouse de l'ancien vice-Président des États-Unis, et la Directrice générale Irina Bokova ont lancé l'initiative TeachHer sur l'éducation des filles, au siège de l'UNESCO. TeachHer est un partenariat public-privé qui contribue à réduire l'inégalité entre les hommes et les femmes dans l'éducation, avec un accent particulier sur les sciences, la technologie, l'ingénierie, l'art et les mathématiques (STEAM). Le Costa Rica sera le pays d'Amérique centrale pilote pour cette initiative.

Le lancement a présenté de jeunes étudiants travaillant sur des projets STEAM et certaines de leurs innovations technologiques. Ce programme, conduit par les États-Unis, fait suite à une décision du Conseil exécutif de l'UNESCO et s'appuiera sur le travail qu'effectue l'UNESCO pour promouvoir l'éducation aux sciences et reconnaître les femmes scientifiques exceptionnelles, notamment avec la Fondation L'Oréal, afin d'éliminer les obstacles qui dissuadent les filles de faire carrière dans les STEAM.

Également en juin, lors d'un séminaire international sur l'éducation des filles et des femmes à Beijing (République populaire de Chine), deux organisations d'Indonésie et du Zimbabwe ont reçu les premiers Prix UNESCO pour l'éducation des filles et des femmes, des mains de l'Envoyée spéciale de l'UNESCO pour la promotion de l'éducation des filles et des femmes, la Première dame et professeur Peng Liyuan, et la Directrice générale de l'UNESCO. Créé par le Conseil exécutif de l'UNESCO en 2015, le prix récompense les efforts exceptionnels d'individus ou d'institutions engagés dans la promotion et l'avancement de l'éducation des filles et des femmes. Il est financé par la République populaire de Chine.

Comment exploiter au mieux le pouvoir, la croissance et la disponibilité des technologies mobiles pour permettre à tous les élèves de recevoir une éducation de qualité ? Telle était la question au centre de l'événement phare de l'UNESCO sur les TIC, la Semaine de l'apprentissage mobile 2016.



Chaque année, environ 246 millions d'enfants font l'objet de violences fondées sur le genre telles que des mauvais traitements, l'intimidation, des sévices psychologiques et du harcèlement sexuel. Pour contribuer à faire cesser ce phénomène mondial, l'UNESCO et ONU Femmes ont publié en décembre un guide mondial sur la violence fondée sur le genre en milieu scolaire intitulé Lutte contre la violence de genre en milieu scolaire - Orientations mondiales.

■ Les technologies mobiles au service de l'innovation pour une éducation de qualité

Le cadre d'action adopté par les États, Éducation 2030, appelle les pays à « exploiter » les technologies de l'information et de la communication (TIC) afin d'encourager l'efficacité et la qualité de l'apprentissage ». Mais comment tirer le meilleur parti du pouvoir, de la croissance et de l'accessibilité des technologies mobiles à cette fin ? Telle est la question centrale de la manifestation phare de l'UNESCO dans le domaine des TIC, la Semaine de l'apprentissage mobile 2016, qui s'est tenue au siège de l'Organisation du 7 au 11 mars.

La semaine a exploré les moyens d'exploiter ces technologies pour atteindre de nouveaux apprenants, pour assurer le lien entre l'éducation et le monde du travail, encourager l'apprentissage tout au long de la vie et donner des chances égales aux femmes et aux filles. Elle a également examiné la façon dont les technologies peuvent contribuer à relever les défis de l'éducation tels que le manque de



LITERACY IS A FOUNDATION TO BUILD A MORE SUSTAINABLE FUTURE FOR ALL

Irina Bokova
UNESCO Director-General



contenus d'apprentissage, les cours mal conçus, les programmes scolaires inadaptés, le manque de formation des enseignants et les limites de la supervision – sujets valables aussi bien pour les pays en développement que pour les pays industrialisés. L'événement a également mis en lumière les enseignements tirés de précédents déploiements de technologies éducatives afin de garantir que les nouveaux investissements dans le domaine des TIC amélioreront de manière significative l'apprentissage des élèves.

La semaine a réuni des experts mondiaux en technologies, des représentants gouvernementaux, des experts en éducation, des responsables de projets, des chercheurs et des partenaires de l'industrie. Les discussions se sont déroulées dans un webinaire, douze ateliers,

un symposium de deux jours et un forum politique organisé conjointement avec l'Union internationale des télécommunications (UIT).

Message d'Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO à l'occasion du 50^e anniversaire de la Journée internationale de l'alphabétisation, en 2016.

Le 50^e anniversaire de la Journée internationale de l'alphabétisation

La Journée internationale de l'alphabétisation a été proclamée par la Conférence générale de l'UNESCO en 1966, sur la recommandation du Congrès mondial des ministres de l'Éducation sur l'élimination de l'analphabétisme qui s'est tenu en 1965 à Téhéran (République islamique d'Iran). À l'occasion du 50^e anniversaire de la Journée internationale de l'alphabétisation, la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, a remis les Prix internationaux d'alphabétisation 2016 – le Prix UNESCO Roi Sejong d'alphabétisation et le Prix UNESCO-Confucius d'alphabétisation – à cinq projets ambitieux et innovants

en faveur de l'alphabétisation en Inde, au Sénégal, en Afrique du Sud, en Thaïlande et au Viet Nam. Les célébrations de la Journée ont inclus en outre le lancement du *Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes* (GRALE III) qui met en lumière la contribution de l'apprentissage des adultes à l'Agenda mondial 2030, ainsi que le lancement de l'Alliance mondiale pour l'alphabétisation, partenariat transversal visant à aider les États membres de l'UNESCO à accélérer les progrès en faveur de la réalisation des cibles de l'ODD 4.

L'ODD 4 exige un bouleversement sismique dans le nombre et la qualité des enseignants. Les besoins sont urgents : selon un nouveau document publié par l'ISU, les pays devront recruter 69 millions d'enseignants pour fournir à tous les enfants un enseignement primaire et secondaire pour les 14 années à venir.



■ Valoriser les enseignants, améliorer leur statut professionnel

La cible concernant les enseignants dans l'ODD 4 est : « d'ici à 2030, accroître considérablement le nombre d'enseignants qualifiés, notamment au moyen de la coopération internationale pour la formation d'enseignants dans les pays en développement, surtout dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement ».

Pour réaliser ces ambitions, nous aurons besoin de 69 millions d'enseignants qualifiés, 24,4 millions pour le primaire et 44,4 pour le secondaire. Ces enseignants devront être qualifiés, motivés, et travailler au sein de systèmes éducatifs correctement financés.

Ces idées étaient au centre de la Déclaration Enseignants pour l'Éducation 2030, adoptée au 8^e Forum international de dialogue politique - Équipe spéciale internationale sur les enseignants (TTF) qui s'est tenu en mars à Mexico (Mexique) sur le thème « Mise en œuvre de la cible Enseignants des Objectifs de développement durable et d'Éducation 2030 ».

Le forum avait pour objectif le partage des politiques, des pratiques et des outils pertinents entre les différentes parties prenantes, dans l'intention de faciliter la compréhension, la mise en œuvre et le suivi de la cible concernant les enseignants. Plus de 300 responsables politiques, chercheurs, représentants d'organisations intergouvernementales, non gouvernementales (ONG) et d'enseignants étaient présents.

La déclaration a réaffirmé l'importance du développement et du soutien professionnel ainsi que de l'utilisation des TIC en tant qu'outils essentiels pour combler les lacunes en termes de nombre et de qualité des enseignants.

Elle demande à la TTF de renforcer sa position en tant qu'alliance mondiale et d'élaborer son plan stratégique post-2016 pour répondre aux exigences concernant les enseignants dans l'agenda des ODD, de continuer la diffusion des connaissances et des indicateurs utiles à la politique enseignante, de soutenir les pays dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques fondées sur des données probantes, d'exhorter tous les membres et tous les partenaires à poursuivre énergétiquement leurs efforts pour

atteindre la cible Enseignants, d'appeler à investir davantage sur les enseignants et de contribuer au suivi des progrès effectués vers la réalisation de la cible Enseignants.

Le 5 octobre, l'UNESCO a célébré une Journée mondiale des enseignants assez particulière puisqu'elle s'accompagnait d'un regard rétrospectif sur 50 années de valorisation de leur travail essentiel et d'un regard prospectif sur tout ce qui reste à faire pour honorer le programme mondial Éducation 2030. L'événement de cette année, célébré sous la bannière « Valorisons les enseignant(e)s, améliorons leur statut professionnel », a marqué le 50^e anniversaire de la Recommandation OIT/UNESCO de 1966 concernant la condition du personnel enseignant et était le premier événement du nouveau Programme pour le développement durable.

Un point fort de la journée a été la remise des prix aux deux lauréats du Prix UNESCO-Hamdan Bin Rashid Al-Maktoum récompensant les pratiques et les résultats exceptionnels dans l'amélioration de l'efficacité des enseignants à deux programmes de Malaisie et du Cambodge. Le Prix Hamdan vise à améliorer la qualité des systèmes éducatifs et encourage les initiatives, les innovations et l'excellence dans tous les domaines littéraires et scientifiques. Les prix ont été remis conjointement par la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, et par le ministre de la Santé des Émirats arabes unis, M. Abdul Rahman bin Mohammed Al Owais.

La cérémonie a été suivie d'une table ronde de haut niveau réunissant la ministre française de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Madame Najat Vallaud-Belkacem, l'Honorable Dr Mahali Phamotse, ministre de l'Éducation et de la Formation du Lesotho, M. Gilbert Hougbo, Directeur général adjoint pour les opérations de terrain et les partenariats à l'OIT (Organisation internationale du travail),

Myanmar

La nouvelle année scolaire au Myanmar a vu le démarrage d'un projet UNESCO inédit, l'introduction de la technologie mobile dans les classes

La nouvelle année scolaire au Myanmar a vu le démarrage d'un projet UNESCO inédit, l'introduction de la technologie mobile dans les classes

En 2016, les enseignants de 31 écoles du projet situées dans des zones rurales ou semi-urbaines ont été initiés à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour l'apprentissage mobile, suite à leur participation à une série de formations de l'UNESCO à l'intégration pédagogique des TIC.

Le Programme de TIC pour l'éducation de l'UNESCO-Yangon a adopté une approche durable de transfert de pédagogies TIC à une équipe spécialisée du Département de l'éducation de base du Myanmar qui, à son tour, forme les enseignants dans les écoles rurales ou semi-urbaines.

Daw Nwe Ni Win, une enseignante en compétences pratiques au collège de la région Bago, fait partie des nombreux enseignants à avoir surmonté leur peur d'utiliser les nouvelles technologies en appui à l'enseignement. Comme la plupart des enseignants, lors de la première formation de base, elle avait du mal à taper et à contrôler la souris.

« Je me suis sentie frustrée car je n'étais pas capable de suivre de près ce que les formateurs nous apprenaient. Nous avons eu des devoirs à faire tous les soirs. J'ai essayé de les faire de mon mieux et le jour suivant, j'ai réalisé

que je n'avais pas sauvegardé mon travail. Avec les conseils des formateurs, j'ai réussi à refaire les devoirs et j'ai rattrapé mon retard plus rapidement », a-t-elle déclaré. Après seulement six mois, les enseignants étaient capables de créer des dossiers de présentation avec des graphiques et des vidéos pour faire leurs cours. « Désormais, je me sens plus à l'aise pour enseigner à l'aide des TIC. J'ai adapté un certain nombre de dossiers de présentation comme supports d'enseignement afin d'éveiller l'intérêt des élèves pour l'apprentissage des compétences pour la vie courante », a-t-elle ajouté.

Le projet fait partie de l'initiative « Connect To Learn » lancée au Myanmar par l'UNESCO, Ericsson, le ministère britannique du Développement international et d'autres partenaires, avec le soutien des ministères

de l'Éducation et de la Communication et des Technologies de l'information au Myanmar. À ce jour, il a fourni 3 100 tablettes, 186 ordinateurs portables pour les enseignants et plus de 270 heures de formation pratique directement à 22 membres de l'équipe du Département de l'éducation de base, 31 directeurs d'établissements et 155 enseignants dans les régions de Mandalay et de Bago, et dans l'État de Mon. Les enseignants formés transfèrent leurs connaissances à d'autres enseignants dans les 31 collèges d'éducation de base au Myanmar.

Ces enseignants d'écoles rurales du Myanmar ne craignent plus d'utiliser les technologies dans leurs classes après avoir suivi, cette année, une série de sessions pédagogiques de l'UNESCO pour l'intégration des TIC.



© UNESCO/Kar Hung Anthony Lam

UNESCO
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Rapport mondial de suivi sur l'éducation

Journée DE LA LANGUE MATERNELLE

21 FÉVRIER 2016

LANGUES D'ENSEIGNEMENT

ACQUIS DE L'APPRENTISSAGE

BIENFAITS SOCIAUX

LE RAPPORT MONDIAL DE SUIVI SUR L'ÉDUCATION DE L'UNESCO SOULIGNE L'IMPORTANCE DE L'ENSEIGNEMENT DANS LA LANGUE MATERNELLE POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ:

ON ESTIME QUE POUR **40%** DE LA POPULATION MONDIALE, L'ENSEIGNEMENT N'EST PAS DISPENSÉ DANS UNE LANGUE PARLÉE OU COMPRISÉ PAR L'APPRENANT

CELA PEUT REPRÉSENTER UN FRETIN À L'APPRENTISSAGE DE L'ENFANT, EN PARTICULIER S'IL VIT DANS LA PAUVRETÉ

LES ENFANTS DOIVENT RECEVOIR UN ENSEIGNEMENT DANS UNE LANGUE QU'ILS COMPRENNENT

DANS LES SOCIÉTÉS MULTIETHNIQUES, IMPOSER UNE LANGUE DOMINANTE AU SEIN DES SYSTÈMES SCOLAIRES EST SOUVENT À L'ORIGINE D'UN SENTIMENT D'INJUSTICE LIÉ À DES ENJEUX PLUS VASTES D'INÉGALITÉS SOCIALES ET CULTURELLES

L'édition 2016 de la Journée internationale de la langue maternelle (21 février) avait pour thème « Éducation de qualité, langue(s) d'enseignement et résultats de l'apprentissage ». Ce thème souligne le rôle important des langues maternelles dans l'éducation de qualité et dans la diversité linguistique, en particulier pour les filles et les femmes ainsi que pour les minorités, en vue de la réalisation du nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030.

et M. Fred van Leeuwen, Secrétaire général d'Éducation Internationale. La journée a inclus une exposition et des débats thématiques sur 50 ans de développement des enseignants dans les pays BRICS (Brésil, Russie, Chine et Afrique du Sud), sur la motivation des enseignants à tous les niveaux de l'éducation et dans les situations de crise et d'urgence.

■ Recherche des racines des discours de haine lors de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste

« Des mots au génocide : propagande antisémite et Holocauste » était le thème choisi cette année pour commémorer la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste (27 janvier) et examiner les racines et les conséquences des discours de haine ainsi que la nécessité de promouvoir une éducation fondée sur les droits humains.

L'UNESCO avait organisé deux tables rondes en son siège : « Une histoire de génocide et de discours de haine » et « À la lumière du passé : lutter contre l'antisémitisme et le discours de haine au temps présent ». Les débats ont réuni des universitaires, des représentants des Nations Unies, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et des représentants d'organisations non gouvernementales et de la société civile.

Deux expositions accompagnaient cette commémoration : « L'État manipulateur : le pouvoir de la propagande nazie », produite par le Musée mémorial de l'Holocauste des États-Unis et « A comme Adolf : enseigner les valeurs nazies aux enfants allemands » présentées par la Bibliothèque Wiener du Royaume-Uni, visible sur les grilles du Siège de l'UNESCO.

L'UNESCO et la Commission européenne, en partenariat avec l'Institut Georg Eckert de recherche internationale sur les manuels scolaires (Allemagne), a choisi ce moment pour lancer *The Holocaust and Genocide in Contemporary Education: Curricula, Textbooks and Pupils' Perceptions in Comparison*, (Holocauste et génocide dans l'éducation contemporaine : comparaison

des programmes, des manuels scolaires et de la perception des élèves), étude comparative pour dresser un état des lieux de l'enseignement de l'histoire de l'Holocauste dans l'Union européenne. Les conclusions de cette analyse devraient contribuer à aider les éducateurs à développer de bonnes méthodes pédagogiques et à tirer parti des bonnes pratiques en matière d'enseignement sur l'Holocauste.

Avant cette journée, le 6 décembre, la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, et le Président de l'Alliance internationale du souvenir de l'Holocauste, M. Mihnea Constantinescu, avaient inauguré une table ronde au siège de l'UNESCO, intitulée « Comment prévenir l'antisémitisme par l'éducation, la culture et la communication ? » et introduite par M. Robert Badinter, ancien ministre français de la Justice et ancien Président du Conseil constitutionnel français.

© UNESCO/P. Chiang-foo



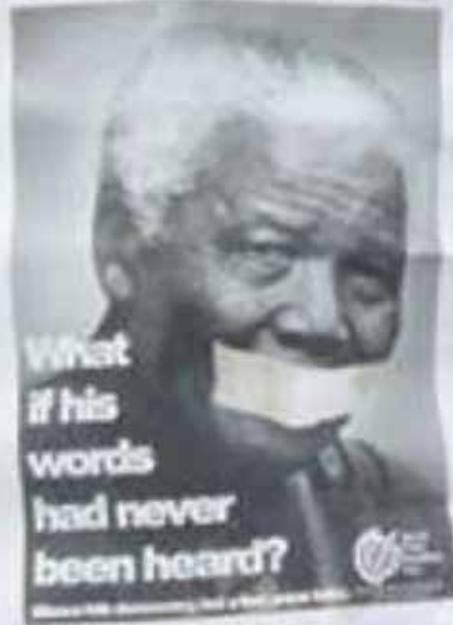
M. Roman Kent, Président du Comité international d'Auschwitz, Président de l'American Gathering of Jewish Holocaust Survivors et Président de la Jewish Foundation for the Righteous, prononce un discours lors de la cérémonie de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, au siège de l'UNESCO.



© UNESCO/P. Chiang-foo

Des lycéens visitent l'exposition « L'État manipulateur : le pouvoir de la propagande nazie », produite par le Musée Mémorial de l'Holocauste des États-Unis. L'exposition était visible au siège de l'UNESCO pour la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste.

WORLD PRESS
FREEDOM DAY 2016



Pour célébrer la Journée mondiale de la liberté de la presse 2016 et marquer le 25^e anniversaire de la Déclaration de Windhoek qui est à son origine, le Bureau de l'UNESCO à Windhoek et la branche namibienne de l'Institut des médias d'Afrique australe (MISA) ont accueilli une cérémonie au parc zoologique de la capitale namibienne, qui a réuni des représentants des diverses branches pertinentes du gouvernement, du corps diplomatique, des organisations humanitaires, des ONG et des médias. Au cours de la cérémonie, la figure marquante de la jeunesse Josephat Vijanda Tjiho, le disc-jockey radiophonique Nesindano Namises et le groupe culturel Ondunga ont organisé un flash mob pour attirer l'attention sur la liberté des médias.

CHAPITRE 2

A woman in a striped tank top and a colorful headwrap is shouting into a red and white megaphone. She is surrounded by other people at an outdoor event. In the background, there are buildings, a Coca-Cola umbrella, and a man playing a drum.

**Favoriser la liberté
d'expression**

Favoriser la liberté d'expression

La liberté d'expression et le droit à l'information sont des principes fondamentaux et jouent un rôle central dans la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable, en particulier dans l'Objectif de développement durable (ODD) 16. Cette année, l'UNESCO n'a reculé devant aucun effort pour protéger ces droits en renforçant les normes internationales et la coopération pour la sécurité des journalistes, en soutenant les acteurs judiciaires et en renforçant le rôle des médias dans le contexte de la longue crise humanitaire des réfugiés.

■ La liberté mondiale de la presse et l'Agenda 2030 pour le développement durable

Le lien entre la liberté de la presse et le développement durable a été mondialement reconnu pour la première fois avec l'adoption en 2015 de l'Agenda 2030 pour le développement durable qui a souligné le besoin de « Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux » (ODD 16, cible 10).

Dans ce nouveau contexte, la célébration phare de l'UNESCO de la Journée mondiale de la liberté de la presse (3 mai) s'est tenue en 2016 sur le thème général « Accès à l'information et aux libertés fondamentales », avec un accent marqué sur la liberté d'information et le développement durable.

Les principaux événements se sont déroulés à Helsinki (Finlande) du 2 au 4 mai, et ont rassemblé quelque 1 100 participants. La Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, le Premier ministre finlandais Juha Sipilä, et le maire d'Helsinki, Jussi Pajunen, ont

ouvert les célébrations. Les participants ont commémoré le 250^e anniversaire de la première législation au monde sur la liberté d'expression et la liberté d'information, promulguée en 1766 par la Finlande et la Suède d'aujourd'hui, ainsi que le 25^e anniversaire de la Déclaration UNESCO de Windhoek, à l'origine de la Journée mondiale de la liberté de la presse.

Au cours de neuf sessions parallèles, les participants ont fait le point sur une vaste gamme de questions politiques, sociétales et techniques, comme l'impact de la crise actuelle des réfugiés sur les valeurs des médias de service public, la liberté artistique et le développement, les lanceurs d'alerte et la protection des sources des journalistes et la lutte contre les discours de haine dans les médias. Dans l'ordre du jour on trouvait également des discussions sur l'accès à l'information à propos des indicateurs des ODD, sujet particulièrement important pour l'UNESCO.

En ligne avec la série des nouveaux ODD établis par les Nations Unies pour les quinze prochaines années, les participants ont adopté la Déclaration de Finlandia qui insiste sur l'importance de l'accès à l'information, sur la responsabilité des États de rendre l'information disponible en ligne et hors ligne, et sur la promotion d'un accès universel à l'Internet. La déclaration appelle également les États à garantir la sécurité des journalistes et reconnaître la pertinence de la Convention de l'UNESCO de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.



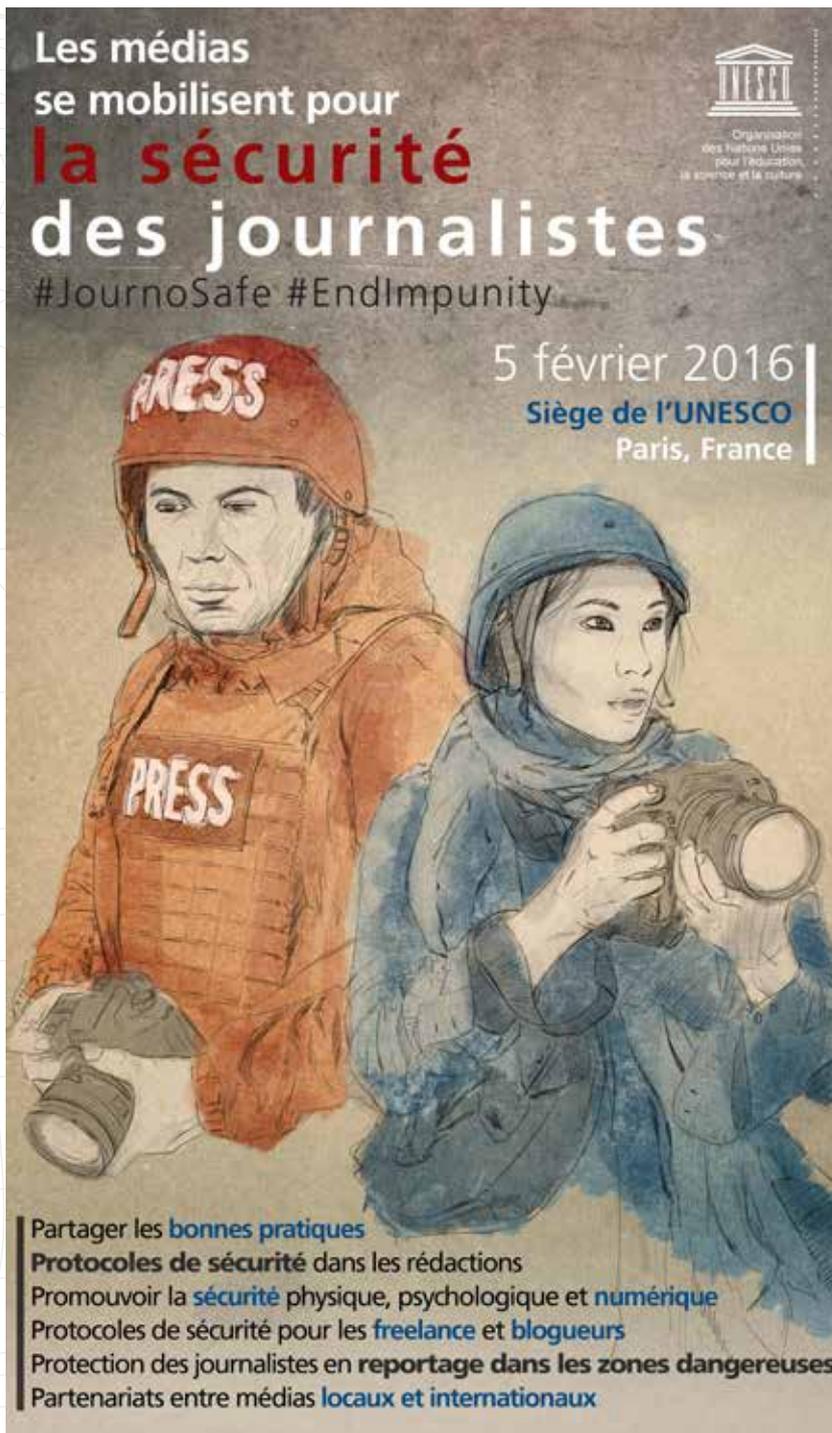
© Khadija Ismayilova

Le Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano 2016 a été remis à Mme Khadija Ismayilova, journaliste indépendante et correspondante du service azerbaïdjanais de Radio Free Europe. Elle a été détenue en 2014 et condamnée en 2015 à sept ans et demi d'emprisonnement mais a été relâchée peu après le prix.

■ Renforcer la sécurité des journalistes et engager les Nations Unies

En 2016, L'UNESCO a organisé, le 5 février, une réunion inédite entre des responsables de médias issus de toutes les régions du monde pour envisager les moyens concrets d'améliorer la sécurité des journalistes et de lutter contre l'impunité des crimes visant des professionnels des médias. Tenue au siège de l'Organisation, cette conférence internationale intitulée « Les médias se mobilisent pour la sécurité des journalistes » a encouragé le dialogue sur les questions de sécurité et a permis le partage de bonnes pratiques sur une vaste gamme de thèmes tels que les protocoles de sécurité dans les rédactions, la formation pour améliorer la sécurité physique, psychologique, et numérique, les nouvelles mesures de protection pour les reporters se trouvant dans des zones dangereuses ainsi que les partenariats avec les médias locaux et internationaux. La conférence s'est également penchée sur la question de la sécurité des journalistes citoyens et indépendants, particulièrement vulnérables compte tenu de l'absence de structure pour les soutenir. Des sessions de haut niveau ont été modérées par Christiane Amampour, Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes, correspondante internationale en chef pour CNN et par l'animatrice de la BBC Zeinab Badawi.

L'événement a réuni près de 200 diplomates, représentants de la presse issus de médias publics, privés et communautaires. La variété des médias représentés était sans équivalent et a permis à la conférence d'attirer l'attention sur ce sujet ainsi que d'améliorer la capacité à faire face à une série de dangers auxquels sont confrontés les médias dans le monde.



Les médias
se mobilisent pour
la sécurité
des journalistes
#JournoSafe #EndImpunity

5 février 2016
Siège de l'UNESCO
Paris, France

Partager les **bonnes pratiques**
Protocoles de sécurité dans les rédactions
Promouvoir la **sécurité** physique, psychologique et **numérique**
Protocoles de sécurité pour les **freelance** et **blogueurs**
Protection des journalistes en **reportage dans les zones dangereuses**
Partenariats entre médias **locaux et internationaux**

UNESCO
Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

En 2016, l'UNESCO a organisé une réunion inédite entre des responsables et des directeurs de médias pour envisager les moyens concrets d'améliorer la sécurité des journalistes. Des sessions de haut niveau ont été modérées par Christiane Amampour, Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes, correspondante internationale en chef pour CNN, et par l'animatrice de la BBC Zeinab Badawi.



« Pas d'impunité au Yémen » était le message clé d'une campagne lancée avec le soutien de l'UNESCO lors de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes 2016, dans le but de sensibiliser le public sur le nombre croissant de dangers et d'attaques qui menacent les journalistes couvrant le conflit en cours dans ce pays.

Des groupes luttant pour la liberté de la presse lancent une campagne vidéo appelant à la fin des attaques contre les journalistes au Yémen

« Pas d'impunité » était le message clé que plusieurs journalistes yéménites et des groupes pour la liberté de la presse dans le monde et le développement des médias ont partagé via une campagne vidéo sur le 2 novembre (Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes). Il a été diffusé avec le soutien de l'UNESCO et de plusieurs réseaux d'organisations pour la liberté de la presse et le développement des médias qui ont coordonné des actions ces deux dernières années pour protéger les médias yéménites. La campagne visait à sensibiliser le public national et international sur la question de la sécurité des journalistes au Yémen, où les atteintes aux droits humains et les violations de la liberté d'expression et à la liberté de la presse ont augmenté depuis l'escalade de la violence.

La vidéo montre des témoignages d'une douzaine de journalistes yéménites qui travaillent encore dans le pays ou l'ont fui pour des raisons de sécurité, et qui ont été victimes de détention, d'enlèvement, de menaces de mort et d'attaques physiques ou digitales. L'initiative a été lancée en réponse au manque de couverture médiatique internationale de la situation au Yémen, et aux menaces et attaques de plus en plus fréquentes contre les journalistes qui couvrent le conflit en cours.

Cet événement était organisé par l'UNESCO, avec le soutien du Programme international pour le développement de la communication (PIDC) et en partenariat avec l'Association internationale des journaux et des éditeurs de médias d'information, la Fédération internationale des journalistes et la Fondation

internationale des femmes dans les médias, parmi d'autres soutiens, dont l'Open Society Foundation (OSF) et le réseau Al Jazeera.

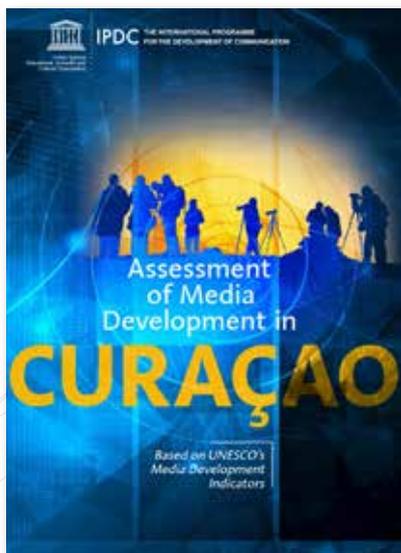
En mars, après la 60^e réunion de son bureau, le PIDC a renforcé son système de suivi et de rapports sur la sécurité des journalistes. Il s'agit d'un mécanisme unique qui permet à

l'UNESCO de suivre des cas tels que l'assassinat de journalistes, dans l'objectif ultime de mettre fin à l'impunité pour ces crimes. Depuis 2008, la Directrice générale de l'UNESCO doit faire rapport au Conseil du PIDC sur l'état de la sécurité et de l'impunité. Pour cela, il est demandé à chaque État membre concerné par l'assassinat d'un journaliste d'informer volontairement l'UNESCO sur le statut de l'enquête en cours, l'Organisation en garde la trace jusqu'à ce que le cas soit résolu. On a déjà observé une augmentation significative dans les réponses des États membres aux demandes d'information de l'UNESCO – de 16 pays sur 59 en 2014 (27 %) à 27 pays sur 57 en 2015 (47 %) et à 40 pays sur 62 (65 %) en 2016 – indication d'une plus grande attention portée par les États membres au mécanisme de suivi du PIDC.

Afin de renforcer cette procédure, le Bureau du PIDC a décidé cette année de plusieurs allocations spéciales de fonds destinés : à la publication et la diffusion d'une brochure présentant le mécanisme de suivi de présentation de rapports ; au recueil et au partage des bonnes pratiques ; à l'application des Indicateurs de l'UNESCO sur la sécurité des journalistes ; et enfin au renforcement des capacités des États membres dans le but d'améliorer les systèmes de suivi à l'échelle nationale. Le Bureau a également demandé au Secrétariat du PIDC de préparer un plan d'action pour renforcer le rôle du PIDC dans la lutte contre l'impunité, qui sera remis à la prochaine session du Conseil du PIDC en novembre.

En préparation de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes (2 novembre), l'UNESCO et la Délégation permanente de la Grèce aux Nations Unies ont organisé une table ronde interactive sur « La sécurité des journalistes et la fin de l'impunité dans les situations de conflit » au siège des Nations Unies à New York le 27 octobre. Selon les conclusions essentielles

L'UNESCO a publié en mai le tout premier rapport complet sur le développement des médias à Curaçao, résultat d'une étude fondée sur les Indicateurs de développement de l'UNESCO et du PIDC reconnus mondialement. L'UNESCO a également soutenu cette année une série de master class afin d'aider le développement de la capacité de recherche des médias dans ce nouveau pays.



Mes assassins sont toujours libres : histoire d'une campagne

Une campagne de sensibilisation de l'UNESCO en 2016 sur la sécurité des journalistes a atteint des millions de personnes dans le monde entier. Le but de cette initiative de plaidoyer, intitulée « Mes assassins sont toujours libres », était d'attirer l'attention sur les chiffres élevés d'assassinats de journalistes et sur l'impunité qui prévaut pour ces crimes, à l'occasion de la Journée du 2 novembre.

Avec une série de cas représentatifs des attaques contre les journalistes, Mes assassins sont toujours libres a mis en lumière les statistiques d'une décennie de violence contre les journalistes, les personnels des médias et les acteurs des médias sociaux. La campagne présentait également des témoignages puissants et émouvants des proches, des collègues et des avocats des journalistes tués dans le monde, afin de faire réfléchir sur la détresse causée par l'impunité au niveau personnel, et sur les dégâts pour la société en général.

Les efforts de l'UNESCO ont rejoint ceux de nombreux autres acteurs appelant à la fin de l'impunité pour les crimes contre les journalistes avec le hashtag Twitter #EndImpunity.

La Journée et la campagne ont obtenu une couverture média d'au moins 250 titres de presse à travers le monde. Un article de l'UNESCO renforçant le message a été publié par plus de 40 médias. La campagne elle-même a été largement diffusée dans les médias sociaux par les agences des Nations Unies, les organisations de développement des médias et les leaders médiatiques à travers le monde, elle a atteint environ 300 000 personnes sur Facebook et a connu 650 000 vues potentielles sur Twitter et 70 000 sur Instagram.

La Directrice générale de l'UNESCO a reçu des informations provenant de 59 États membres concernant 408 des 827 journalistes tués au cours de la dernière décennie. Cependant, seuls 63 de ces 408 crimes ont été déclarés élucidés. Pour les 345 autres, soit une enquête est apparemment en cours, soit les cas ont été classés ou sont déclarés non résolus.



■ Les migrations et les réfugiés – les médias font-ils bien leur travail ?

Les mouvements de populations ont causé l'une des crises humanitaires les plus urgentes du début du siècle, avec des populations cherchant des refuges sûrs et des opportunités économiques dans des pays développés en Europe et ailleurs.

Dans le contexte de l'estimation du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de plus de 4 millions de réfugiés enregistrés, la question du rôle des médias dans l'amélioration de cette crise a été examinée avec une grande attention avec l'organisation par le PIDC d'un débat thématique inspirant sur « Les médias et la migration », le 18 mars au siège de l'UNESCO.

Les experts sont tombés d'accord sur le fait que les salles de rédaction n'étaient pas préparées à faire face à cette situation sans précédent et qu'elles avaient besoin de plus de moyens pour informer convenablement sur le sujet. Alors que de nombreux médias abordent la question d'un point de vue humanitaire et rapportent l'histoire de ces réfugiés, peu de journalistes sont formés pour couvrir ce sujet, ce qui est lourd de conséquences.

Les journalistes non formés ont du mal, par exemple, à faire la différence entre les termes « migrants », « demandeurs d'asile » et « réfugiés ».

Selon les orateurs, une autre conséquence de ce manque de préparation des journalistes, est que les médias donnent souvent une image réductrice des réfugiés qui sont considérés soit comme une menace (les hommes) soit comme un groupe de victimes. Ces approches créent une mentalité « nous et les autres » qui insiste sur les différences au mépris de la couverture des questions humaines qu'ont en commun



© Shutterstock/Eugenio Marangiu

les résidents et les nouveaux arrivants. Certains experts pensent également que, dans tous les pays, les médias ont été manipulés par les dirigeants politiques et acceptent trop souvent leurs déclarations scandaleuses et inexactes.

Les participants ont conclu que le besoin de formation était devenu critique pour pouvoir lutter contre l'intolérance dans la rhétorique politique et médiatique, pour donner la parole aux femmes et pour soutenir les médias et les réseaux de journalistes réfugiés. L'UNESCO a fait un effort important dans ce sens en créant cette année un programme de cours pour les institutions de formation de journalistes et de médias, intitulé « Traitement de la migration axé sur les réfugiés » (voir Encadré p. 33).

Pour répondre plus en profondeur aux défis actuels liés à l'augmentation des flux de réfugiés dans le monde entier et au besoin d'action concrète, l'UNESCO et le Centre

fédéral de recherche et de méthodologie pour la psychologie de la tolérance et l'éducation (le centre Tolérance) de la Fédération de Russie ont organisé une conférence nationale « Migration pour le développement durable : les transformations sociales, les récits médiatiques et l'éducation » au siège de l'Organisation le 6 juillet. Des experts de différents domaines se sont réunis pour discuter de la manière dont la société civile et les médias peuvent contribuer à une meilleure connaissance et à une plus grande tolérance dans les sociétés confrontées à des défis liés à la migration. L'événement était organisé par les secteurs des Sciences humaines et sociales et de la Communication de l'UNESCO.

Le premier panel de la conférence était consacré à l'amélioration des perceptions des réfugiés, grâce à des narrations journalistiques plus nuancées, à la formation et à l'éducation.

Les médias contribuent-ils à améliorer la situation des plus de 4 millions de réfugiés officiels ? Telle était la principale question soulevée lors du débat sur « Les médias et la migration » organisé par le PIDC en mars au siège de l'UNESCO.

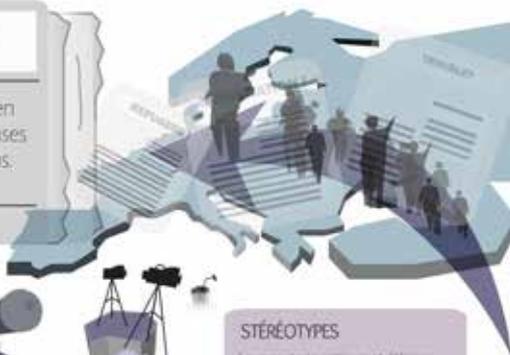


CONSÉQUENCES DE LA CRISE DES RÉFUGIÉS

sur les valeurs des médias de service public

LA MIGRATION à la une

L'arrivée des réfugiés en Europe a suscité d'intenses débats dans les médias.



STÉRÉOTYPES

Le reportage critique et éthique sur la question de la migration ne laisse pas de place au discours de haine et aux stéréotypes.

UNE DIVERSITÉ DANS LES SALLES DE RÉDACTION?

Les professionnels d'origine immigrée ont bien trop souvent des difficultés à trouver des emplois solides dans les organisations de médias.

L'accès à la formation au journalisme



Préoccupations linguistiques



Des politiques de recrutement inégales



Discrimination



© UNESCO

L'impact de la crise actuelle des réfugiés sur les valeurs des médias de service public fut l'une des questions essentielles débattues lors des principales célébrations de la Journée mondiale de la liberté de la presse à Helsinki (Finlande).

Étant donné que les narrations dominantes échouent à capturer la complexité du phénomène migratoire, engendrant souvent des amalgames, des préjugés et des idées reçues qui ignorent les besoins des groupes concernés, les participants ont travaillé à identifier les principales failles dans la couverture médiatique des réfugiés et des migrants et à mettre en évidence des mesures concrètes. La situation empire du fait de la tendance à focaliser sur les difficultés réelles ou perçues que les réfugiés provoquent dans les pays de destination, et

à passer sous silence les multiples impacts positifs de leurs contributions.

L'inversion des flux de communication est l'un des éléments essentiels dans la déconstruction de l'histoire complexe des réfugiés. Les experts ont souligné qu'on trouvait de nombreux travailleurs qualifiés dans la communauté des réfugiés. Ceux-ci doivent être identifiés, recevoir une formation complémentaire et être mis en relation avec des offres d'emploi. Les médias traditionnels en particulier devraient identifier les réfugiés

disposant d'une expérience journalistique et leur donner une voix, afin d'améliorer les narrations dominantes avec des informations plus précises, et d'augmenter les multiples bénéfices pour les pays qui accueillent des personnes qui désirent travailler, construire une nouvelle vie et contribuer de façon positive à leur nouvelle société.

Le second panel traitait de « Migration et transformation sociale », orientation thématique prioritaire dans la stratégie globale récemment adoptée par le programme scientifique intergouvernemental pour la gestion des transformations sociales de l'UNESCO (MOST). L'atelier a réuni des experts académiques de différentes régions, des représentants de l'Organisation internationale de la migration, des représentants du Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, du Conseil de l'Europe et d'autres institutions internationales.

Les participants ont souligné qu'il existait beaucoup de recherches sur les multiples facteurs de la migration, mais que ses implications se retrouvaient bien peu dans les ordres du jour politiques. La migration peut être causée par des événements naturels soudains – des inondations et des maladies – ou par la lente détérioration des conditions politiques, sociales et économiques, tout comme par des facteurs d'attraction et de répulsion, dont les persécutions, l'insécurité, la contrebande opportuniste, le travail et de meilleures opportunités. On peut rencontrer la combinaison d'un certain nombre de ces facteurs. Les participants ont conclu qu'une compréhension pointue des différentes dynamiques migratoires, fondée sur des recherches, est essentielle au développement de mesures politiques. Il est également tout à fait nécessaire d'avoir accès aux histoires des migrants pour comprendre leur situation.

Corriger les mythes des médias sur les réfugiés et les migrants

Les mythes et la désinformation au sujet des réfugiés règnent dans les médias. Voici quelques-uns des mythes médiatiques les plus répandus et pernicieux que l'UNESCO a commencé à contrer par la création, en 2016, du programme de cours pour les journalistes intitulé « Traitement de la migration axé sur les réfugiés » autour de la question des réfugiés :

MYTHE : les réfugiés sont un problème européen

En réalité, l'Europe n'accueille que 6 % des réfugiés du monde, contre 39 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et 29 % dans le reste de l'Afrique. S'agissant des réfugiés syriens, la grande majorité se trouve dans les pays voisins : Turquie, Liban, Jordanie et Iraq. Alors qu'un million de réfugiés sont arrivés en Europe par la mer en 2015, ce chiffre représente seulement 0,3 % de la population totale du continent.

MYTHE : Les réfugiés ne sont pas désespérés, ils choisissent de migrer

Par définition, les réfugiés fuient à l'étranger pour échapper à un conflit violent ou à des persécutions. Ils utilisent leur droit d'asile, comme le stipule la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Les risques énormes que prennent les réfugiés témoignent de la gravité de la situation dans laquelle ils se trouvent. Les migrants sont une catégorie plus large qui inclut les personnes qui migrent pour des raisons économiques, mais également pour fuir des catastrophes environnementales et la famine.

MYTHE : La plupart des réfugiés sont des hommes jeunes et valides

En fait, d'après l'UNHCR, plus de 75 % des réfugiés syriens sont des femmes et des enfants. Parmi les réfugiés qui arrivent en Europe, plus de la moitié est constituée de femmes et d'enfants.

MYTHE : Les réfugiés volent le travail dans les pays d'accueil

Les réfugiés créent de l'emploi. Selon les recherches de l'OCDE, les réfugiés développent le marché intérieur et créent un emploi par emploi occupé. Dans certains pays, on leur doit près d'un tiers de la croissance économique entre 2007 et 2013.

Les défis que posent aujourd'hui les grandes quantités de réfugiés et de déplacés dans le monde sont encore aggravés par le manque d'informations précises disponibles dans les médias où les mythes et la désinformation prévalent. Dans ce contexte, l'UNESCO a tenu une conférence emblématique en juillet pour discuter des façons dont la société civile et les médias pouvaient contribuer à une meilleure compréhension et à une plus grande tolérance.

MYTHE : Les réfugiés fraudent le système social

La plupart des réfugiés versent plus d'argent qu'ils n'en touchent. Des recherches menées au Royaume-Uni, au Canada, en Allemagne, en Grèce, au Portugal et en Espagne montrent que les réfugiés sont moins dépendants des fonds publics ou aussi dépendants que la population locale.

MYTHE : Les réfugiés et les migrants engendrent le terrorisme

La majorité des grandes attaques terroristes perpétrées ces dernières années l'ont été par des citoyens nés dans le pays concerné.

MYTHE : Les pays développés sont surpeuplés et ne peuvent accueillir plus de monde

La croissance de la population est en déclin dans la plupart des pays développés, un problème que la migration peut contribuer à résoudre. Les réfugiés et les migrants peuvent maintenir les niveaux de population et fournir une base de population active permettant de soutenir le nombre croissant de retraités.

LA MIGRATION: REVOIR LES MYTHES

3 sur 4

RÉFUGIÉS SYRIENS
sont des
DES FEMMES & DES ENFANTS.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Image: Cham/Reuters / Shutterstock

Le Sous-directeur général pour la communication et l'information de l'UNESCO, Frank La Rue, aux côtés de la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, lors de la signature du Protocole d'accord avec la Cour suprême de justice de l'Uruguay visant à coopérer sur des questions relatives à la liberté d'expression, la transparence et l'accès à l'information publique.

■ Liberté d'expression et droit à l'information – le monde ibéro-américain

Le système judiciaire est un acteur central dans la promotion et la protection de la liberté d'expression. Partant de ce principe, l'UNESCO a participé en 2014-2015 à une série d'activités visant à renforcer les capacités des juges, dont un cours en ligne ouvert et massif (MOOC) pour plus de 2 500 juges et autres personnels judiciaires, visant à offrir un cadre légal international sur la liberté d'expression, l'accès à l'information et la sécurité des journalistes. Il traite spécifiquement du rôle du judiciaire dans l'enquête et les poursuites dans les cas de crimes contre des journalistes, et de la difficulté de faire appliquer le droit pénal.

En avril 2016, plus de 600 membres des personnels du système judiciaire de 21 pays ibéro-américains ont entamé le troisième cycle du cours en ligne qui a accueilli pour la première fois des participants d'Andorre et de Cuba. Ce MOOC a été conçu selon une méthodologie de l'université du Texas au Centre Knight d'Austin pour le journalisme dans les Amériques, a été adapté et coordonné par l'UNESCO et le Bureau du Rapporteur spécial pour la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH), et administré par l'université du Texas.

Ces dernières années, un certain nombre de pays de la région ont pu voir comment certains droits, comme l'accès à l'information publique, la liberté de la presse et la liberté

d'expression sur Internet, s'invitaient avec force au premier plan des débats politiques et légaux. En réponse à cette tendance, un vaste cadre légal est en cours de développement, fondé sur le concept UNESCO de l'universalité d'Internet. Ce concept propose que les décisions concernant la gouvernance de l'Internet prennent en compte l'impact sur les droits humains, l'ouverture, l'accessibilité et une participation multi parties prenantes.

En tant que contribution au développement des cadres légaux, l'UNESCO et le Réseau ibéro-américain des écoles de la magistrature ont tenu cette année un atelier sur la promotion de la liberté d'expression, l'accès à l'information publique, la transparence et la sécurité des journalistes, suivi par un séminaire sur les normes judiciaires interaméricaines. Les deux activités ont été mises en œuvre dans le cadre de la dernière assemblée plénière du Sommet judiciaire ibéro-américain (avril 2016) à laquelle ont assisté des juges et des présidents des Cours suprêmes des 23 pays ibéro-américains et où l'UNESCO était un observateur international. Cette initiative va apporter son soutien au secrétariat permanent du Sommet judiciaire ibéro-américain pour mettre en œuvre un programme de formation des formateurs pour les fonctionnaires des systèmes judiciaires latino-américains afin d'améliorer leur connaissance des normes internationales en matière de liberté d'expression, d'accès à l'information et de sécurité des journalistes. Cela devrait encourager les États membres du Sommet judiciaire ibéro-américain à intégrer la liberté d'expression et les droits connexes dans les programmes de leurs écoles de la magistrature.

Le 27 juin, la Directrice générale de l'UNESCO a signé un Protocole d'entente avec la Cour suprême de justice d'Uruguay pour



© UNESCO



© Anonyme/Droits réservés

À la fin de juin également, la Cour suprême du Paraguay a annoncé qu'elle avait pris l'initiative d'établir un mécanisme permanent de sécurité pour les journalistes dans le pays et demandé le soutien de l'UNESCO dans cette procédure.

Le 17 novembre, un autre protocole d'entente a été signé visant à renforcer la coopération sur les questions de liberté d'expression, d'accès à l'information, de transparence et de sécurité des journalistes, entre la Directrice générale de l'UNESCO et le Président de la Cour suprême uruguayenne, Ricardo C. Pérez Manrique, au nom du Sommet judiciaire ibéro-américain. L'accord renforce les positions de l'UNESCO et du Sommet dans leur objectif commun. Il met plus particulièrement en avant le rôle du système judiciaire dans la garantie et la protection des droits humains fondamentaux.

■ La radio en situation d'urgence et de catastrophe

La radio a démontré son utilité dans les situations suivant immédiatement une catastrophe, mais aussi dans les situations précédant ces catastrophes et lors de la reprise. La radio a diffusé des alertes aux tsunamis au Japon et au Chili, des messages sur la façon d'éviter la transmission du virus Ebola au Libéria ou la contagion de Zika au Brésil. Ce média – accessible, disponible, offrant une couverture et un rapport en temps réel, avec la possibilité de faire participer son audience – joue un rôle central dans la prévention et l'atténuation des catastrophes et des coûts humains associés.

Parmi les multiples événements mondiaux organisés pour célébrer la Journée mondiale de la radio 2016, une « caravane musicale » a été constituée par l'Union européenne de radiotélévision (UER), la plus grande alliance de médias de service public dans le monde. La caravane a diffusé une compilation de chansons représentant le patrimoine musical de 34 pays.

« La radio en situation d'urgence et de catastrophe » était le thème de la 5^e Journée mondiale de la radio, célébrée le 13 février, au cours de laquelle des centaines d'événements locaux ont été organisés par les bureaux hors siège de l'UNESCO et leurs partenaires. Pour célébrer la Journée, un programme exclusif de 19 heures, produit par RFI (en français), MCD (en arabe) et Cadena SER (en espagnol) a été diffusé sur worldradioday.org. D'autres programmes de RFI ont été diffusés en russe, en anglais et en chinois.

Soudan du Sud

Le Réseau radio pour la paix promeut le journalisme pour la paix au Soudan du Sud

La radio est le moyen le plus fiable pour la plate-forme de communication communautaire au Soudan du Sud, pays dans lequel 81 % des femmes sont analphabètes.

Le 25 février, 12 stations de radio communautaires du pays ont tenu une réunion consultative qui s'est conclue par la création du Réseau radio pour la paix (RaPNet), dont le but est de promouvoir et de défendre le rôle de la radio dans la construction de la paix, la réconciliation et la non-violence au Soudan du Sud. Les directeurs des stations se sont réunis

à Juba sous les auspices de l'activité de l'UNESCO pour un journalisme sensible au conflit et dans le cadre de « J'aime mon pays – communications stratégiques pour la consolidation de la paix au Soudan du Sud », projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Recherche de points communs, l'UNESCO, le Réseau de radios catholiques et Ihub Kenya.

RaPNet entend amplifier le plaidoyer des stations en faveur d'une culture de paix en augmentant leur capacité à saisir l'information provenant de leurs communautés ; en améliorant la qualité et la quantité des messages de paix ; en identifiant les journalistes citoyens ; et en offrant des avantages comme des formations ou de l'équipement de reportage, et en encourageant l'implication du métier

grâce à des prix de journalisme de paix. Dans sa première phase, RaPNet a choisi 45 journalistes citoyens pour une formation par les partenaires de l'UNESCO dans le pays, le Groupe de travail du secteur des médias et la Deutsche Welle Akademie.

Le réseau est ouvert à toutes les stations de radio qui promeuvent la culture de paix, la réconciliation et la non-violence dans le pays.

En septembre, une session de formation sur la Radio pour la paix a été organisée à Juba (Soudan du Sud) par l'UNESCO et le PNUD, en partenariat avec le réseau Radio pour la paix (RaPNet). L'objectif était de doter les directeurs de stations de radio des compétences et des stratégies permettant d'impliquer les autorités nationales, les décideurs politiques et les autres parties prenantes de la réconciliation dans des questions en relation avec la paix et la bonne entente.



© PNUD



Le 14 décembre, Sami AL-Khoja, Responsable de gestion et de liaison avec l'UNESCO et Louise Haxthausen, Directrice du Bureau de l'UNESCO pour l'Iraq (à sa droite), inspectent les ruines et la désolation du site antique de Nimrud (Iraq) pour la première fois depuis sa destruction par des extrémistes violents. La ville de Nimrud a été fondée il y a plus de 3 300 ans et était l'une des capitales de l'Empire assyrien.

© AP Photo/Maya Alleruzzo

CHAPITRE 3



**Protéger notre
patrimoine et
favoriser la créativité**

Protéger notre patrimoine et favoriser la créativité

Face à des conflits incessants caractérisés par de nouvelles stratégies de nettoyage culturel et des niveaux de destruction, de pillage et par des ravages sans précédent, l'UNESCO a réuni tous ses partenaires pour évaluer les dégâts, mettre en œuvre des mesures de protection urgentes et améliorer la coopération internationale sur des questions pressantes de patrimoine et de sécurité. S'appuyant sur l'Objectif de développement durable 11, l'UNESCO a continué à encourager les industries créatives et a lancé un rapport essentiel sur le rôle de la culture dans le développement des villes durables.



La protection de la diversité culturelle peut contribuer à restaurer la cohésion sociale et à ouvrir des perspectives permettant de résoudre des crises, tout particulièrement dans des situations de conflit prolongé. Afin de discuter des moyens de renforcer les politiques de prévention des conflits et de gestion des crises dans ce contexte, l'UNESCO a organisé en juin une réunion de haut niveau et une conférence technique, en partenariat avec l'Union européenne et avec le soutien du gouvernement des Flandres.

■ Protection du patrimoine dans les situations d'urgence

En réponse à la destruction et au pillage systématiques du patrimoine culturel, la 38^e Conférence générale de l'UNESCO a adopté une stratégie de renforcement des actions de l'Organisation pour la protection de la culture et la promotion du pluralisme culturel, en novembre 2015. La stratégie demande aux États membres de contribuer, via certains mécanismes, au déploiement rapide d'experts nationaux dans les situations d'urgence, sous la supervision générale de l'UNESCO.

Dans le cadre de cette stratégie, la Directrice générale et le ministre italien des Affaires étrangères ont signé un accord créant une équipe d'experts du patrimoine culturel le 16 février. En vertu de cet accord, le Gouvernement italien se tient prêt à déployer des experts et les forces des Carabinieri spécialisées dans la lutte contre le trafic illicite des biens culturels pour la conservation du patrimoine culturel affecté par les crises, sous l'égide de l'UNESCO. L'accord est une étape majeure dans le développement de la coalition mondiale de l'UNESCO #Unite4Heritage (Unis pour le patrimoine) lancée en juin 2014.

Dans l'esprit de l'appel de la Stratégie à intégrer la protection de la culture dans l'action humanitaire, les stratégies de sécurité et les processus de réconciliation,

la Directrice générale et le Président du Comité international de la Croix rouge (CICR) ont signé un accord de partenariat permettant aux deux organisations d'entreprendre des projets conjoints afin d'augmenter la protection du patrimoine culturel en cas de conflit armé. Défenseur impartial et indépendant du droit humanitaire international, le CICR est un partenaire essentiel pour l'UNESCO dans les situations d'urgence. Cet accord va augmenter les capacités de l'UNESCO à collecter des informations sur le terrain, particulièrement dans des zones difficiles d'accès, tout en aidant à la mise en œuvre de la Convention de La Haye de 1954 sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé et de ses deux Protocoles auprès des acteurs officiels et humanitaires.

Le 9 juin, l'UNESCO a invité la communauté internationale à utiliser le patrimoine comme outil de réconciliation lors d'une conférence d'experts de haut niveau intitulée « #Unis pour le patrimoine : La diversité culturelle prise pour cible : Protéger le patrimoine pour la paix » qui s'est tenue à Bruxelles (Belgique) avec le soutien du gouvernement des Flandres. En réponse à l'augmentation des attaques dirigées contre le patrimoine culturel et le pluralisme culturel, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique, l'événement a insisté sur l'aspect humain de la préservation culturelle, mettant en valeur l'importance vitale



© UNESCO

du patrimoine et de la diversité dans la réponse aux défis humanitaires, aux défis de droits humains et de sécurité. Les participants ont pu prendre connaissance d'importants exemples de préservation du patrimoine dans des conditions difficiles en Iraq, en Bosnie-Herzégovine et au Mali. Lors de l'événement d'ouverture, l'Union européenne s'est engagée à soutenir la protection du patrimoine culturel en cas de conflit armé et à augmenter la coopération avec l'UNESCO dans ce domaine.

Plan d'action d'urgence pour le patrimoine libyen

Les principaux partenaires libyens et internationaux ont rejoint l'UNESCO pour approuver un nouveau plan d'action afin de faire face à l'urgence et de mener des interventions à court terme pour sauvegarder le patrimoine culturel de Libye, lors d'une réunion internationale d'experts de trois jours « Sauvegarde du patrimoine culturel libyen » qui s'est tenue en mai à Tunis, avec le soutien de l'Ambassade des États-Unis en Libye et en coopération avec le Département des antiquités de Libye et le Centre international pour la conservation et la restauration des monuments (ICCROM). Les participants ont défini ensemble les actions conjointes à moyen et à long terme, avec des domaines de préoccupation, dont la préservation des sites archéologiques, des musées et du patrimoine urbain. Le rôle crucial de la société civile, et en particulier des jeunes, dans la réalisation de ces objectifs a été souligné.

Le site archéologique de Cyrène contient les ruines d'une des principales cités du monde hellénique. C'est l'un des cinq sites du patrimoine mondial en Libye. Cyrène et tous les autres sites libyens ont été inscrits cette année sur la Liste du patrimoine mondial en péril.



© UNESCO

En avril, des experts de l'UNESCO, en compagnie du Directeur général des antiquités et des musées de Syrie, le professeur Mamoun Abdoukarim, ont entrepris l'évaluation technique des dommages subis par le site du patrimoine mondial de Palmyre. L'image montre la destruction complète de l'arc de triomphe et du temple de Baal Shamin sur le site archéologique, constatée par les experts de la mission.

La Directrice générale a demandé un engagement renforcé envers la protection du patrimoine menacé lors de la Conférence internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit, organisée à l'initiative de Sheikh Mohammed bin Zayed Al Nahyan, Prince héritier d'Abu Dhabi, et du Président français François Hollande, le 3 décembre. Cette conférence, organisée sous le patronage de l'UNESCO a réuni des chefs d'États et des ministres de plus de 40 pays, et des représentants d'organisations internationales et de musées. La Déclaration d'Abou Dhabi sur le patrimoine en péril a été adoptée à la fin de la conférence qui a décidé la création d'un nouveau Fonds international pour la protection du patrimoine, avec une contribution initiale de la France à hauteur de

30 millions de dollars et l'objectif de collecter 100 millions de dollars. Ce fonds apportera les ressources nécessaires à la protection du patrimoine menacé et sera géré en étroite coordination avec l'UNESCO

Une table ronde de haut niveau sur le thème « Cibler le patrimoine : à la recherche de nouveaux paradigmes - sauver le patrimoine par le dialogue » s'est tenue le 5 décembre au siège de l'UNESCO pour explorer comment la protection du patrimoine culturel pouvait être renforcée grâce aux échanges et à la sensibilisation. L'événement était organisé par l'UNESCO et la Délégation permanente de la République d'Azerbaïdjan.

Les participants ont discuté de la façon de faire de la protection du patrimoine une partie intégrante des stratégies durables visant

à favoriser le développement, la paix et la sécurité, évoquant la campagne Unite4Heritage de l'UNESCO destinée aux jeunes à travers le monde avec un message positif sur la protection du patrimoine culturel et la diversité culturelle. L'événement a également souligné l'implication cruciale des forces militaires et de sécurité dans la protection des biens culturels en temps de conflit. L'UNESCO a, à cette occasion, lancé un manuel militaire sur la protection des biens culturels, outil de formation très novateur publié avec le soutien de l'Institut international de droit humanitaire (San Remo, Italie). Il contient des bonnes pratiques, des mesures préparatoires à l'identification, au déplacement et à la préservation des biens culturels pendant les opérations militaires ainsi que des ressources juridiques pour la protection des biens culturels.

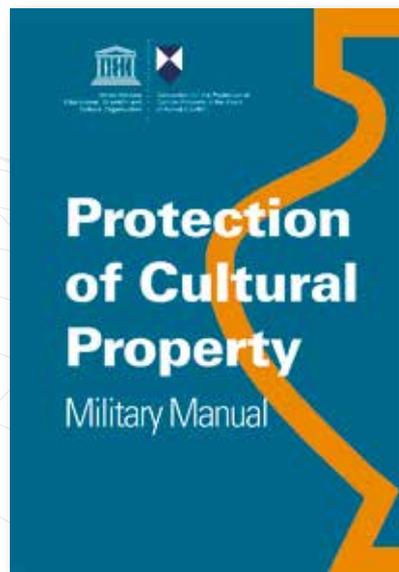
Lors de sa 11^e réunion, le Comité intergouvernemental de l'UNESCO pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé a pris plusieurs décisions dont l'octroi de la protection renforcée au Tombeau des Askia au Mali et aux Monuments historiques de Mtskheta en Géorgie, tous deux sites du patrimoine mondial. Le comité a octroyé 35 000 dollars des États-Unis au Mali et 50 000 dollars des États-Unis à la Libye dans le cadre de l'aide internationale concernant les mesures d'urgence du Fonds pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

Durant leur mission d'évaluation technique sur le site du patrimoine mondial de Palmyre, les experts de l'UNESCO ont pu mesurer les dommages considérables subis par le musée, dont l'essentiel des sarcophages ont été détruits, et les statues de trop grande taille pour être mises à l'abri ont été défigurées, pilonnées. Le travail de correspondance des fragments des sculptures et leur documentation a déjà commencé.

■ Un regard spécial sur la République arabe syrienne

Depuis le début du conflit en République arabe syrienne, le patrimoine culturel a souffert de destructions sans précédent. Les 6 sites du patrimoine mondial du pays, les 11 sites inscrits sur la liste indicative du patrimoine mondial et bien d'autres sites d'importance culturelle ont été endommagés ou détruits. Un grand nombre des sites archéologiques du pays a subi des fouilles illégales et a été pillé.

En 2016, ces attaques ont continué. Le 9 mai, la Directrice générale a condamné la destruction du Musée Maarrat al Numan dans la province de Idlib et a demandé encore une fois à toutes les parties de ne pas endommager le patrimoine culturel et d'écarter les opérations militaires des sites du patrimoine.



L'implication des forces militaires et de sécurité dans la protection des biens culturels dans les périodes de conflit est cruciale. Afin de former le personnel militaire sur les spécificités des biens culturels et de faire référence aux nouvelles réglementations, aux comportements et aux programmes dans ce domaine, l'UNESCO a publié un outil de formation novateur intitulé Protection of Cultural Property: Military Manual (Protection des biens culturels : manuel militaire)

Des experts de l'UNESCO ont présenté leurs conclusions préliminaires sur les dommages subis par le site du patrimoine mondial de Palmyre, au retour d'une mission d'évaluation technique à la fin du mois d'avril. La mission, qui était accompagnée par des forces de sécurité des Nations Unies, a couvert le musée et le site archéologique de Palmyre et faisait suite aux décisions prises par le Comité du patrimoine mondial en 2015 et par la 199^e session du Conseil exécutif de l'UNESCO.

Les experts, en compagnie du professeur Mamoun Abdoukarim, Directeur général des antiquités et des musées de Syrie, ont pu mesurer les dommages considérables subis par le musée de Palmyre, dont l'essentiel des sarcophages, des statues de grande taille, et des sculptures qui n'avaient pas pu être mises à l'abri ont été défigurées, pilonnées et décapitées – les morceaux jonchant encore le sol. Les experts ont identifié les mesures de consolidation et de sécurisation d'urgence du bâtiment, ainsi que le travail très important qui doit être entrepris pour documenter, évacuer, sauvegarder et restaurer ce qui reste. Ce travail de sélection et de documentation des fragments des sculptures a déjà commencé.



Tweet de l'UNESCO pour promouvoir #MuseumWeek (la semaine des musées), initiative conduite par le Bureau de l'UNESCO à Doha en coopération avec 11 musées majeurs du monde entier, afin d'offrir au grand public la chance d'explorer et de comprendre le patrimoine culturel du Yémen, encore assez méconnu.

Les musées unis pour le Yémen

En coopération avec 11 des plus grands musées du monde, le Bureau de l'UNESCO à Doha a organisé la « Semaine du patrimoine yéménite – Les Musées unis pour le Yémen » du 24 au 30 avril, afin de sensibiliser le public international à la grande richesse du patrimoine culturel du Yémen et aux menaces qui pèsent sur lui. Cette initiative se place dans le cadre de la campagne mondiale de l'UNESCO #Unite4Heritage.

À cette occasion, l'Ashmolean Museum, le British Museum, le Freer|Sackler (musées d'art asiatique du Smithsonian), le Louvre, le Metropolitan Museum, le Museo Nazionale d'Arte Orientale Giuseppe Tucci, le musée Pierre le Grand d'anthropologie et d'ethnographie (Kunstkamera), l'Académie des sciences russe, l'Hermitage, le Musée d'État d'art oriental et le Walters Art Museum ont organisé des expositions temporaires mettant en avant les collections sur le Yémen, permettant au public de découvrir, explorer et comprendre le patrimoine culturel du Yémen, encore peu connu à travers le monde.

Sur le site archéologique, les experts de l'UNESCO ont mesuré la destruction complète de l'arc de triomphe et du temple de Baal Shamin. La mission n'a pu constater qu'à distance les dommages causés au Temple de Bel, encore inaccessible car les opérations de déminage ne sont pas terminées. La Citadelle mamelouk qui surplombe la ville et qui a subi de graves dommages est également inaccessible. La mission a estimé qu'en dépit de la destruction de plusieurs structures emblématiques, le site archéologique de Palmyre conserve en grande partie son intégrité et son authenticité. Les experts ont également rendu hommage au courage de tous ceux qui aident aujourd'hui à documenter et à sauvegarder le patrimoine syrien, et en particulier aux équipes de la Direction générale des antiquités et des monuments de Syrie.

Début juin, une série de mesures d'urgence pour sauvegarder le patrimoine de Syrie a été annoncée à une réunion internationale qui s'est tenue à Berlin (Allemagne), coorganisée par l'UNESCO. Quelque 230 experts syriens et internationaux se sont réunis afin d'évaluer les dommages causés aux sites du patrimoine culturel du pays, de développer des méthodologies



et d'établir des priorités dans les mesures de sauvegarde d'urgence. Cette conférence de Berlin, qui s'est tenue deux ans après la première réunion d'urgence d'experts sur la Syrie, a inclus plusieurs tables rondes de professionnels du patrimoine culturel sur l'évaluation des dommages et sur les mesures actuelles.

Des mesures concrètes ont été identifiées pour les villes historiques, les sites archéologiques, les musées, les objets meubles et le patrimoine immatériel. Les participants ont demandé la création d'une liste d'objets pillés issus de Syrie pour compléter la Liste rouge du Conseil international des musées (ICOM). Ils ont exhorté tous les gouvernements à mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies interdisant le trafic de biens culturels issus du pays. Les experts ont aussi appelé les agences internationales de développement et de financement à inclure le patrimoine culturel dans les programmes de financement et de rétablissement post-conflit. Cette réunion permettra à l'UNESCO de mettre à jour et de développer le Plan d'action pour la sauvegarde d'urgence du patrimoine culturel syrien, adopté au cours de la première réunion d'experts sur la Syrie en 2014.



© Bureau de l'UNESCO à Doha



Représentation traditionnelle pour le lancement de la campagne #Unite4Heritage au Qatar, en mars sur le site de la tour Barzan dans la ville d'Umm Salal Mohamed.

■ Un regard spécial sur l'Iraq

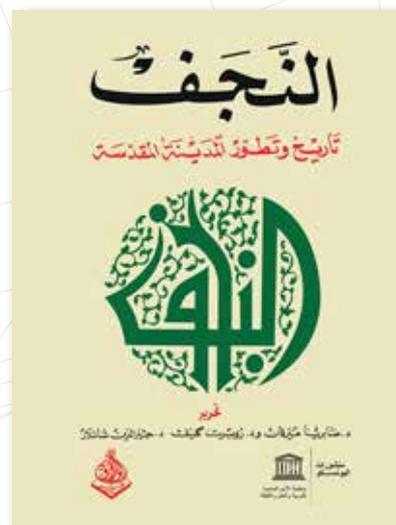
Le 3 juin, des images satellites ont confirmé les lourds dommages infligés au Temple Nabû à Nimroud (Iraq). Ces nouveaux dégâts font suite à la destruction complète du palais Nord-Ouest d'Assurnazirpal II et des sculptures de pierre de l'ère néoassyrienne, en mars 2015, ainsi qu'aux ravages que les bulldozers et les explosifs ont infligés au site le 11 avril de la même année. La ville de Nimroud a été fondée il y a plus de 3 300 ans et fut l'une des capitales de l'Empire assyrien. Elle a été inscrite par l'Iraq en 2000 sur sa Liste indicative nationale du patrimoine mondial de l'UNESCO, en témoignage de la profondeur de l'histoire ancienne de l'Iraq. La Directrice générale de l'UNESCO a condamné cette nouvelle attaque contre le peuple iraquien et réaffirmé la détermination de l'UNESCO à faire tout ce qui sera nécessaire pour apporter de l'aide aux autorités nationales, aux experts et

La comparaison d'une image satellite enregistrée le 3 juin (à droite) avec une autre enregistrée le 12 février (à gauche) a confirmé les immenses dégâts subis par le temple Nabû de Nimrud, témoin de l'ancienne histoire mésopotamienne de l'Iraq. La Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, a condamné cette destruction comme « une nouvelle attaque délibérée contre le peuple iraquien et contre les valeurs partagées de l'humanité ».

© US Department of State, Humanitarian Information Unit, NextView License (2016 DigitalGlobe). Satellite Imagery Analysis by UNITAR-UNOSAT.

aux communautés locales dans leur effort pour protéger leur patrimoine.

En outre, le 14 décembre, le Bureau de l'UNESCO en Iraq a mené une mission d'évaluation rapide à Nimroud. La mission a constaté que les structures construites et les reliefs sculptés de la ziggourat avaient subi des dommages considérables à la suite d'explosions et d'attaques aux bulldozers. Des mesures d'urgence doivent permettre la protection physique immédiate du site afin d'assurer la documentation détaillée et prévenir le pillage des fragments restants.



L'UNESCO et les Éditions Al Warrak (Liban) ont publié l'édition en arabe de la copublication Najaf: History and Development of a Sacred City (Najaf : Histoire et développement d'une ville sainte). L'édition anglaise sera publiée par Ithaca Press et l'UNESCO en 2017.

Népal

Les musées du Népal rouvrent leurs portes après le séisme

Le 25 avril 2015, le Népal était dévasté par un tremblement de terre de magnitude de 7,8 et par ses répliques. Cette catastrophe naturelle a fortement endommagé le patrimoine culturel et naturel du Népal, y compris les 691 bâtiments historiques dans 16 provinces, dont 131 se sont totalement effondrés. Les monuments, institutions et sites situés à l'intérieur du site du patrimoine mondial de la vallée de Katmandou ont été sérieusement touchés.

Aujourd'hui, Les progrès accomplis grâce à l'aide des partenariats en cours peuvent être célébrés. Durant les mois qui ont suivi la catastrophe, l'UNESCO et le Département d'archéologie du Népal (DoA) ont joint leurs efforts pour sauvegarder, inventorier les artefacts durant leur stockage, ainsi que pour les éléments architecturaux caractéristiques dans plusieurs institutions et sites touchés, tels que Hanumandhoka, Swayambhu et le Musée National de Chhauni. Des ateliers ont été organisés pour former le personnel des musées locaux sur le redressement après un séisme, sur le stockage et l'accessibilité des collections des musées. Une infrastructure de stockage, financée par l'UNESCO, a également été installée dans le cadre de ces ateliers, afin de protéger les quelque 300 objets déplacés. 2 955 objets supplémentaires sont en cours d'évaluation, d'emballage et d'étiquetage aux fins d'un stockage sûr.

En juillet 2016, l'UNESCO a collaboré avec le Musée national du Népal et le DoA pour commencer à travailler sur la numérisation de la collection du musée pour un inventaire

© Bureau de l'UNESCO à Katmandou



systématique. L'équipe multidisciplinaire de l'UNESCO, comprenant des historiens d'art, des archéologues et des experts en bases de données, travaille en étroite collaboration avec le personnel et les techniciens des musées afin d'évaluer les conditions, d'identifier les besoins en matière de logiciels et de mettre en œuvre la formation.

Au début août 2016, le Musée national, le Musée Patan, le Musée Panauti, et le National Art Gallery étaient à nouveau ouverts et les visiteurs y revenaient pour admirer leurs riches collections. Il reste cependant encore beaucoup à faire et d'autres musées restent fermés. Le futur programme de reconstruction a grandement besoin de soutien, et l'UNESCO tente de trouver des moyens pour que les visiteurs voient le patrimoine, le comprennent et contribuent au processus de sa restauration. En outre,

Inventaire de petites sculptures en argile dans les débris du stupa Tashi Gomang, un des sites de la zone monumentale de Swayambhu dans la vallée de Katmandou (Népal), gravement endommagé par le tremblement de terre de 2015. Une équipe d'archéologues envoyée par l'UNESCO a extrait des centaines de sculptures et d'objets votifs des décombres.

la reconstruction et le travail de conservation doivent faire partie d'une stratégie plus large de développement durable. Le projet d'évaluation des besoins après la catastrophe pour le Népal demande la restauration intégrale des sites du patrimoine endommagés sur une période de 6 ans. Avec tant de travaux essentiels encore à mettre en œuvre, l'UNESCO continue de chercher un soutien pour faire avancer des initiatives qui assureront aux musées et monuments du Népal de retrouver leur splendeur d'avant le séisme.

■ Combattre le trafic illicite

D'après l'UNODC (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime), le trafic illicite représente une valeur annuelle estimée de 3,4 à 6,3 milliards de dollars des États-Unis. La situation est particulièrement difficile dans les pays affectés par des crises. Tout au long de 2016, l'élan politique dans le but de refréner le trafic illicite a continué à marquer des points avec 47 États membres au total partageant avec l'UNESCO leurs informations sur les mesures prises dans le cadre de la résolution historique du Conseil de sécurité 2199 adoptée en 2015.

Le 30 mars, l'UNESCO et le Conseil des ventes volontaires, l'autorité française de régulation des opérateurs de ventes aux enchères publiques, ont organisé une table ronde sur la coopération internationale dans la lutte contre le trafic illicite des biens culturels, prenant la mesure des pillages des sites culturels et des musées au Moyen-Orient. Cet événement inédit a réuni les principaux acteurs du marché de l'art dont des représentants des maisons de ventes et de plates-formes Internet, des représentants des musées, des experts du patrimoine culturel, des représentants d'organisations non gouvernementales spécialisées, et des États membres. Une série de recommandations a été adoptée à l'issue de l'événement qui appelle à renforcer la coopération entre tous les acteurs concernés, à sensibiliser le public, à adopter de bonnes pratiques éthiques et à harmoniser les réglementations nationales et internationales.

Le 27 mai, des experts internationaux sur la destruction et le trafic illicite d'objets culturels se sont réunis au siège des Nations Unies à New York pour une réunion

organisée par l'UNESCO conjointement avec les missions permanentes de Jordanie et d'Italie, INTERPOL et UNODC. Organisée dans le cadre de l'initiative en partenariat « La protection du patrimoine culturel - un impératif pour l'humanité : agir ensemble contre la destruction et le trafic des biens culturels par les groupes terroristes et le crime organisé », la réunion a rassemblé une large gamme de parties prenantes pour discuter des menaces grandissantes envers le patrimoine culturel. Les participants ont identifié les lacunes dans la réponse internationale, en particulier le manque de documentation et d'inventaires des biens culturels détruits, la planification inefficace pour la réponse à l'urgence et le manque de coordination aux niveaux international et national. Les liens entre le trafic illégal de biens culturels et le financement des organisations terroristes ont également été discutés. Les travaux ont conduit à une réunion de haut niveau pendant le débat général annuel de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre.

Fin septembre, deux réunions au siège de l'UNESCO se sont penchées sur les questions concernant le trafic illicite des biens culturels et la question de leur retour dans leur pays d'origine. La quatrième session du Comité subsidiaire de la Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété des biens culturels a discuté des questions comme la vente en ligne, le blanchiment d'argent et un nouveau mécanisme international de rapatriement d'objets cérémoniels et de restes humains. Un plan d'action sur le retour de biens culturels mis en vente illégalement sur le marché a fait aussi

l'objet de discussions. La 20^e session du Comité intergouvernemental pour la promotion du retour des biens culturels à leur pays d'origine ou leur restitution en cas d'appropriation illégale a compris des discussions sur les chasseurs de trésors, la réglementation des détecteurs de métaux et des scanners souterrains, les ports francs et le trafic illicite.

Affiche lauréate du concours de sensibilisation contre le trafic illicite des biens culturels lancé cette année par le Bureau multipays de l'UNESCO à Montevideo pour l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay. L'affiche a été réalisée par les artistes uruguayens Alejandro Rodríguez Juele et Nicolás Peruzzo.



© Alejandro Rodríguez Juele & Nicolás Peruzzo

Le tourisme peut participer utilement à la sécurité des nombreux sites du patrimoine mondial, selon le nouveau rapport intitulé World Heritage and Tourism in a Changing Climate (Patrimoine mondial et tourisme dans le contexte du changement climatique) publié cette année par l'UNESCO, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Union of Concerned Scientists.

■ Une année de patrimoine mondial

Les événements de 2016 matérialisent un grand pas en avant dans la sauvegarde du patrimoine mondial africain et le développement durable, en particulier avec l'adoption de la Déclaration de Ngorongoro. La déclaration a été adoptée le dernier jour de la conférence internationale « Sauvegarder le patrimoine mondial africain, moteur de développement durable », organisée conjointement par l'UNESCO, la République-Unie de Tanzanie et la République populaire de Chine du 31 mai au 3 juin à Arusha (République-Unie de Tanzanie).

Reconnaissant la nécessité de solutions durables face aux nombreux défis auxquels

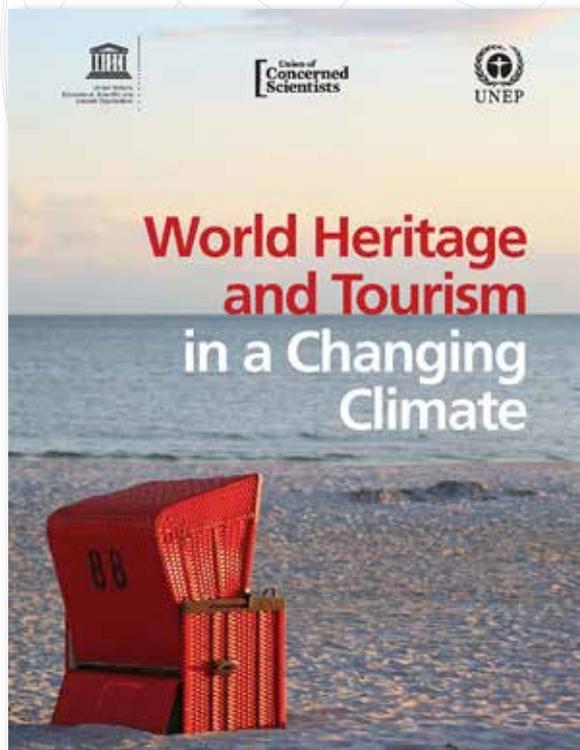
l'Afrique est confrontée, comprenant notamment les changements climatiques, les catastrophes d'origines naturelles et humaines, la croissance démographique, l'urbanisation rapide, la destruction du patrimoine et la dégradation de l'environnement, la déclaration appelle les nations africaines à élaborer et à mettre en œuvre des politiques permettant de promouvoir le patrimoine, de prévenir les conflits et de rétablir la paix et la sécurité, d'œuvrer en faveur de la cohésion sociale ainsi que d'impliquer les communautés locales, en particulier les femmes et la jeunesse. La déclaration fait de surcroît appel aux institutions financières internationales, à l'industrie, au secteur privé et aux partenaires multilatéraux et bilatéraux pour entreprendre des projets de développement avec des solutions innovantes, et sollicite le soutien du Comité du patrimoine mondial, des États parties et de la société civile. La déclaration fait également explicitement référence à la Déclaration de 2014 concernant la responsabilité sociale des entreprises chinoises en Afrique, invitant les entreprises chinoises présentes sur place à respecter la culture et les coutumes ainsi qu'à protéger l'environnement local et les ressources naturelles.

Le 10 juillet, la 40^e session du Comité du patrimoine mondial s'est ouverte à Istanbul (Turquie). La cérémonie d'ouverture a été l'occasion de rappeler que le patrimoine mondial, qui fait aujourd'hui l'objet de nombreuses menaces, devait plus que jamais demeurer un vecteur de cohésion et de dialogue au niveau international. Au cours de cette session, le Comité a inscrit 21 nouveaux sites – 12 culturels, 6 naturels et 3 mixtes – sur la Liste du patrimoine mondial qui comprend désormais 1 052 sites dans 165 pays. Les 5 sites libyens du patrimoine mondial ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril, ainsi que des sites d'Ouzbékistan et du Mali.



Le site de Nan Madol : centre cérémoniel de la Micronésie orientale (États fédérés de Micronésie) a été inscrit à la fois sur la Liste du patrimoine mondial et sur la Liste du patrimoine mondial en péril. La 41^e session du comité se déroulera à Cracovie (Pologne) en juillet 2017.

Début novembre, une conférence internationale de l'UNESCO, en son siège, a exploré les défis auxquels sont confrontés les quelque 8 000 musées situés dans des sites du patrimoine mondial dont certains, comme les musées de Mossoul (Iraq) ou de Palmyre





Le Chantier naval d'Antigua et sites archéologiques associés (Antigua-et-Barbuda) est l'une des 21 nouvelles inscriptions de 2016 sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Le site consiste en un ensemble de bâtiments et d'installations portuaires de l'époque géorgienne, bordé d'une enceinte fortifiée. L'environnement naturel de cette partie de l'île d'Antigua, avec ses baies profondes et étroites entourées de hautes terres, offre un abri contre les ouragans et est propice à la réparation des navires.

© Nicola & Reg Murphy

(Syrie) ont été endommagés ou pillés dans les situations de conflit. La conférence faisait suite à l'adoption par l'UNESCO en novembre 2015 de la Recommandation concernant la protection et la promotion des musées et des collections, de leur diversité et de leur rôle dans la société. Organisée conjointement par l'UNESCO et le Centre régional arabe pour le patrimoine mondial, cette conférence s'est intéressée au rôle des musées comme vecteurs de l'histoire commune et garants des obligations des sites du patrimoine mondial en matière de conservation.

Réunion inaugurale du Forum de haut niveau sur les musées

Le Forum de haut niveau sur les musées a été créé pour rassembler les décideurs politiques et la communauté mondiale des musées, afin de promouvoir le rôle des musées dans la création de bénéfices sociaux, culturels, pédagogiques et économiques, thèmes au cœur de la Recommandation de l'UNESCO de 2015.

Il s'est tenu à Shenzhen (République populaire de Chine) en novembre et a adopté la Déclaration de Shenzhen qui appelle toutes les parties prenantes à renforcer le rôle et les capacités des musées en protégeant le patrimoine culturel, en adoptant des standards éthiques et technologiques, et en augmentant la coopération au niveau international. Le Forum a également demandé la mise en œuvre intégrale de la Déclaration de l'UNESCO de 2015 et exploré la possibilité d'un rapport mondial sur les musées.

Mali

Une cérémonie de sacralisation des mausolées de Tombouctou pour la première fois depuis 900 ans

Une cérémonie de sacralisation des mausolées de Tombouctou, organisée pour la première fois depuis le XI^e siècle, a eu lieu le 4 février à l'initiative des communautés locales. Il s'agit de la dernière étape de la renaissance culturelle de 14 des mausolées de la ville Tombouctou après les destructions par les groupes armés qui occupaient la ville en 2012.

La cérémonie, organisée à la mosquée de Djingareyber, a débuté aux premières heures

de la matinée avec le sacrifice d'animaux et la lecture de versets coraniques ainsi que de prières par l'imam de la mosquée. Ces rites sont destinés à invoquer la miséricorde divine pour asseoir la paix et symbolisent le rejet de l'intolérance, de l'extrémisme violent et du fondamentalisme religieux qui ont contribué à détruire une grande partie du riche patrimoine culturel de la ville.

La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs chefs religieux ainsi que de représentants de la MINUSMA (Mission multidimensionnelle des Nations Unies au Mali), de l'Union Européenne, de la Coopération suisse pour le développement et la coopération et de l'UNESCO.

Dans son message, la Directrice générale a déclaré : « C'était notre promesse, et nous l'avons tenue ensemble. Ces mausolées, debout, sont la preuve irréfutable que l'unité est possible, que la paix est plus forte ; que nous y sommes arrivés et que nous pouvons le refaire ».

S'exprimant au nom du ministre de la Culture, de l'artisanat et du tourisme du Mali, Almamy Koureissi a remercié les populations de Tombouctou et exprimé sa gratitude à l'égard de l'UNESCO et des partenaires techniques et financiers : « Il nous faut nous réparer moralement, pour demeurer debout, ouvert au monde, accueillant, conformément à nos légendaires traditions hospitalières ».



Assistance de la cérémonie de consécration des mausolées reconstruits de Tombouctou (Mali) qui s'est déroulée en février, nouveau départ pour la vie culturelle de la ville.

© Bureau de l'UNESCO à Bamako



© Kjell Magnus Øiland

■ Sauvegarder le patrimoine culturel immatériel

Le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel a tenu sa 11^e session cette année à Addis Abeba (Éthiopie). Le Comité a également abordé la question du patrimoine culturel immatériel dans les situations d'urgence, qu'elles soient liées à des conflits ou à des catastrophes naturelles. Tout en reconnaissant le rôle que peut jouer ce patrimoine pour la réconciliation, le Comité a appelé les États parties à la Convention « à garantir aux communautés, groupes et individus, en portant une attention spécifique

aux personnes déplacées [...] l'accès aux instruments, objets, artefacts, espaces culturels et naturels et lieux de mémoire dont l'existence est nécessaire pour l'expression du patrimoine culturel immatériel ».

En outre, le Comité a inscrit quatre éléments sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente, qui aide les États parties, en parallèle avec les communautés concernées, à mobiliser la coopération et l'assistance internationales nécessaires pour assurer la transmission des pratiques culturelles inscrites. Il a aussi inscrit 33 éléments sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité

Auparavant le moyen de transport principal norvégien, le bateau en bois Oselvar est devenu obsolète dans les années 1940. Afin de sauvegarder cette tradition, la guilde des constructeurs de bateaux Os Båtbyggerlag a créé la fondation à but non lucratif Oselvarverkstaden, dédiée à la construction de bateaux. Il s'agit de l'un des cinq programmes inclus dans le Registre de bonnes pratiques de sauvegarde du patrimoine immatériel en 2016.

qui compte désormais 366 éléments. Le Comité a également approuvé une demande d'assistance financière de 230 000 dollars pour un plan de sauvegarde urgente de Chapei Dang Veng, une tradition musicale pratiquée avec un luth (chapei) accompagné de chants.



Kalbela folk songs and dances of Rajasthan



3 047 716 vues

Une vidéo présentant des chants et des danses populaires de Rajasthan (Inde) inscrits sur la Liste du patrimoine culturel immatériel depuis 2010, a été la séquence la plus visionnée en 2016 sur la chaîne YouTube de l'UNESCO.

Il n'existe plus que deux grands maîtres survivants de ce grand art. Le plan de sauvegarde proposé par le Cambodge comprend un inventaire des lieux et moments où cette musique est pratiquée, la formation de professeurs de chapei, des bourses pour des plus jeunes maîtres ainsi qu'un festival.

Le comité a également sélectionné cinq programmes – d'Autriche, de Bulgarie, de Croatie, de Hongrie et de Norvège – qui intégreront le Registre de bonnes pratiques de sauvegarde. À travers ce Registre, le Comité met en avant les programmes, projets et activités qui reflètent le mieux les principes et objectifs de la Convention.

■ État des lieux de la mise en œuvre de la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (2001)

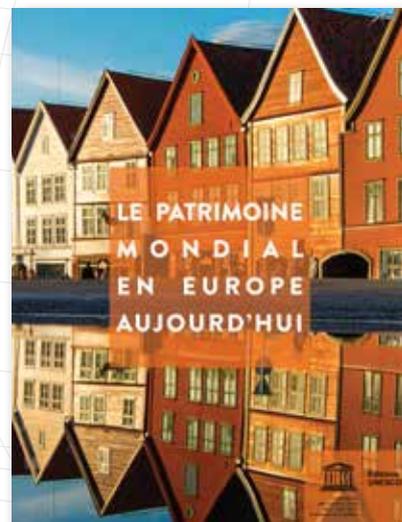
En 2001, la Conférence générale de l'UNESCO a répondu au besoin urgent de préserver toutes les traces de l'histoire humaine qui reposent sous les eaux en adoptant la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique. Cette convention est le seul instrument international dédié à la protection du patrimoine culturel subaquatique. Ratifiée par 55 États parties, la convention est devenue un point de référence mondial pour la préservation de ce patrimoine.

Une réunion d'information s'est tenue au siège de l'UNESCO le 9 mai, à l'occasion du 15^e anniversaire de la convention, qui a permis d'évaluer sa mise en œuvre. Reconnaisant que beaucoup de travail avait été réalisé, la réunion a dressé un état des lieux de l'impact de la convention, en particulier pour ce qui est de l'instance consultative scientifique et technique de la convention (STAB) dont les 12 experts de

renommée mondiale aident les pays à protéger leur patrimoine subaquatique.

La contribution de la convention à la paix et à la réconciliation a été également soulignée, en particulier lors du lancement d'une initiative pédagogique de l'UNESCO pour sensibiliser les jeunes à la protection des quelque 10 000 épaves de la Première guerre mondiale. Une série de documents à destination des enseignants et des élèves de l'enseignement secondaire présente l'histoire de quelques batailles navales de la Première guerre mondiale ainsi que le patrimoine subaquatique issu de ces événements avec des témoignages, des extraits de livres de bord, de correspondances, des cartes et des études

La nouvelle publication de l'UNESCO, Le patrimoine mondial en Europe aujourd'hui, fait découvrir en profondeur les expériences et les pratiques des milliers de personnes qui sont directement impliquées dans la gestion et la conservation des biens du patrimoine mondial en Europe, région qui représente à elle seule près de la moitié de la Liste du patrimoine mondial.



de cas qui peuvent être utilisés pour préparer des projets, des excursions ou des expositions scolaires. Ces matériels sont à l'heure actuelle diffusés à travers le Réseau des écoles associées de l'UNESCO.

La réunion a également insisté sur l'impact du changement climatique sur le patrimoine subaquatique, en particulier dans la perspective du relèvement du niveau de la mer et de l'accélération de l'érosion, ce qui exige des mesures préventives ciblées. Pour préparer l'avenir, une réunion de travail pour les États parties à la convention s'est déroulée juste après la session d'information et a examiné une stratégie révisée de ratification et de mise en œuvre.

Des îles coralliennes englouties, des forêts tropicales flottantes, des volcans sous-marins géants ne peuvent aujourd'hui prétendre figurer sur la Liste du patrimoine mondial parce qu'ils sont situés en haute mer, en dehors de toute juridiction nationale.

Cette nouvelle publication explore les différentes manières qui permettront d'appliquer un jour la Convention pour la protection du patrimoine mondial à ces prodiges de la haute mer.

À l'occasion du lancement de la publication

Le patrimoine mondial en haute mer, la responsable de programme sénior Fanny Douvère (à gauche) a plongé dans la mer des Sargasses (océan Atlantique). La mer abrite un écosystème unique organisé autour d'une concentration d'algues flottantes, exemple de valeur universelle exceptionnelle potentielle en dehors des juridictions nationales, qui pourrait être protégé par la Convention du patrimoine mondial.

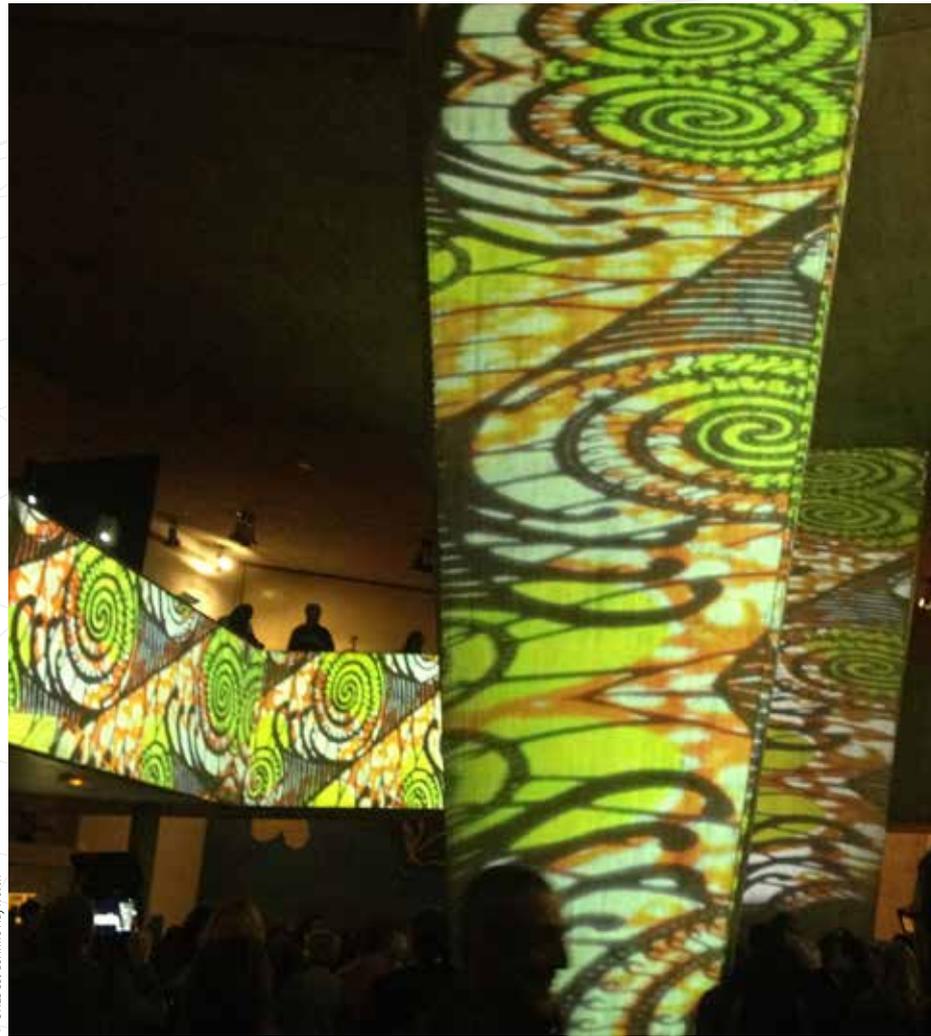


■ Promouvoir la liberté artistique et la créativité

Quel est l'impact du nouvel environnement numérique sur la diversité des expressions culturelles, de la création à la distribution ? Comment favoriser la créativité et la participation du public dans l'environnement numérique ? Et comment améliorer les législations afin de protéger et de promouvoir la liberté artistique, notamment pour les femmes en tant que créatrices et productrices de biens et services culturels ?

Telles étaient certaines des questions soulevées au cours de deux événements parallèles en l'honneur de la Journée mondiale de la liberté de la presse, organisés début mai 2016 par l'UNESCO, avec la coopération du ministère finlandais de l'Éducation et de la Culture et du Centre culturel Hanasaari par la Suède et la Finlande. Le premier événement, qui s'est déroulé au Musée national de Finlande le 2 mai, a rassemblé un groupe comprenant la Directrice générale, les ministres de la Culture des pays nordiques et des artistes qui ont débattu de l'impact de la numérisation sur les modèles de distribution, de la rémunération équitable des artistes, de l'accès aux biens culturels et des nouvelles formes de participation culturelle – thèmes exposés dans le rapport mondial *Repenser les politiques culturelles*, publié par l'UNESCO en 2015.

La nécessité de traiter de la liberté artistique comme un défi de développement a été soulignée lors d'un second événement, le 3 mai, qui réunissait le ministre finlandais de l'Éducation et de la Culture ainsi que des auteurs du rapport *Repenser les politiques culturelles*. Les intervenants ont examiné l'état de la liberté artistique et de la mobilité des artistes, et souligné la façon dont la législation, les politiques et les pratiques pouvaient augmenter les principes fondamentaux et



© UNESCO/Corinne Hayward

les libertés définies dans la Convention de 2005 de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

Le 13 décembre, plusieurs ministres de la Culture ont examiné l'utilisation des technologies numériques et du commerce électronique dans les industries culturelles d'aujourd'hui dans le cadre du panel « Formuler des politiques numériques pour le développement » au siège de l'UNESCO. Le débat était organisé dans le cadre de la réunion du 10^e Comité intergouvernemental

La dixième session ordinaire du Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles a été inaugurée le 13 décembre avec une installation multimédia exceptionnelle au siège de l'UNESCO, conçue par les artistes sénégalais Djiby Ba, Seydou Keita, Lamine Dieme et Essi Atiase, avec DJ Ibaaku.

de la Convention de 2005 qui explorait les moyens de favoriser un meilleur accès aux technologies numériques et d'adopter un projet de directives opérationnelles sur l'application de la convention dans l'environnement numérique.



■ Un plus grand rôle pour la culture dans les villes du futur

L'Agenda 2030 pour le développement durable identifie le rôle essentiel de la culture dans la réalisation d'un développement urbain durable, en particulier grâce à des efforts soutenus pour protéger et sauvegarder le patrimoine culturel et naturel du monde (ODD 11). Selon ONU-Habitat, plus de la moitié de la population mondiale – 3,9 milliards de personnes – vit à présent dans des villes. L'urbanisation est une tendance

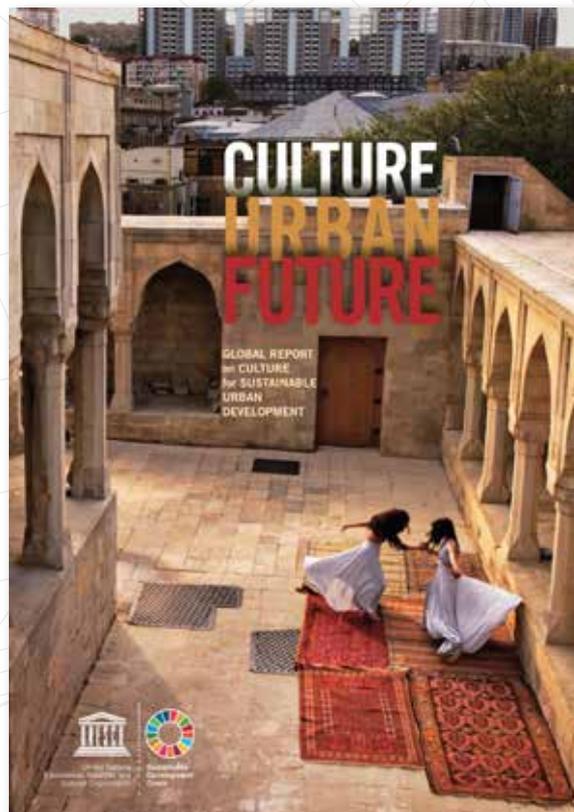
continue et on estime que les deux tiers de l'humanité vivront dans des villes d'ici 2050. Les établissements urbains génèrent en outre 70 % du produit intérieur brut (PIB) mondial et sont des catalyseurs du développement économique, social et culturel.

Cette année, l'UNESCO a participé à la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) à Quito (Équateur). L'UNESCO a plaidé pour le rôle essentiel de la culture dans le développement de villes durables, comme l'exprime l'ODD 11, et a lancé *Culture: Urban Future* (Culture : Futur urbain), le rapport mondial de l'UNESCO sur la culture pour le développement urbain durable, rapport novateur contenant des analyses et des recommandations pour soutenir le rôle de la culture dans le développement durable. En s'appuyant sur une étude conduite à l'échelle mondiale en lien avec neuf partenaires, ainsi qu'avec l'intervention de chercheurs, penseurs de l'urbain, le rapport dresse l'état des lieux de la sauvegarde, de la conservation et de la gestion du patrimoine urbain à l'échelle mondiale, ainsi que de la promotion des industries culturelles et créatives, en soulignant leur rôle dans le développement urbain durable. Le rapport examine également des thèmes voisins, dont les défis de conservation et de gestion du tourisme pour les zones urbaines inscrites sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

D'après les prévisions, la croissance exponentielle de la population et de l'urbanisation mondiale aura pour effet que deux tiers de l'humanité vivront dans les villes d'ici trente ans. Ce nouveau rapport de l'UNESCO décrit les politiques et les pratiques en cours de régénération urbaine et de développement durable qui ont placé la culture en leur centre.

Nouveau partenariat pour la culture et les industries culturelles en Afghanistan

Le Ministre des finances de la République islamique d'Afghanistan et la Directrice générale ont signé un accord de partenariat pour développer les industries culturelles et créatives en Afghanistan grâce à un fonds fiduciaire nouvellement créé, lors d'une cérémonie présidée par M. Ashraf Ghani, Président de l'Afghanistan, au palais présidentiel de Kaboul, le 27 mai.



■ Un réseau dynamique de villes créatives

Le Réseau des villes créatives de l'UNESCO comprend actuellement 116 membres dans 54 pays et couvre les domaines suivants : l'artisanat et les arts populaires, le design, le cinéma, la gastronomie, la littérature, la musique et les arts numériques.

En juin, le second Sommet du Réseau des villes créatives a rassemblé des maires et des experts venus de différentes régions du monde pour qu'ils s'interrogent sur les manières dont le Réseau pourrait contribuer au développement durable en milieu urbain, plus particulièrement à la lumière de l'Initiative pour la culture et le développement urbain durable et de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Cet événement a servi de plate-forme de discussion



M. Yuan Guiren, ministre de l'Éducation de la République populaire de Chine, la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, Mme Liu Yandong, vice-Premier ministre de la République populaire de Chine et M. Wang Anshun, maire de Beijing, lors de la cérémonie d'ouverture du second Sommet du Réseau des villes créatives à Beijing.



pour explorer les moyens innovants et efficaces qui peuvent permettre d'intégrer la culture et la créativité dans les plans et les stratégies de développement local. Ce fut également l'occasion de lancer le Centre international pour la créativité et le développement durable, placé sous l'égide de l'UNESCO à Beijing (République populaire de Chine).

En septembre, la dixième Réunion annuelle du réseau s'est tenue à Östersund (Suède),



© Anucha Daevisatit/Phuket/Réseau des villes créatives de l'UNESCO dans le domaine de la gastronomie

membre du Réseau des villes créatives de l'UNESCO dans le domaine de la gastronomie. L'événement a réuni plus de 250 représentants du réseau. La réunion annuelle du réseau a pour vocation de définir ses actions, de soutenir les politiques urbaines dans le domaine de la culture et de la créativité, et de favoriser le développement de partenariats entre les membres. La réunion a été aussi l'occasion d'affirmer le rôle de facilitateur du réseau en

matière de développement durable en milieu urbain. Au cours de cette réunion ont été présentées les principales réalisations du Réseau des villes créatives, lors de sessions et d'ateliers thématiques. Un atelier dédié aux entreprises créatives a réuni des entreprises locales et régionales, ainsi que des invités venus de différentes régions du monde pour développer leurs réseaux et échanger leurs points de vue sur la création de futures entreprises.

Phuket (Thaïlande) fait partie du Réseau des villes créatives dans la catégorie gastronomie depuis 2015. Le secteur de la gastronomie apporte chaque année une importante contribution de 3,6 milliards de dollars à l'économie locale et des efforts conséquents ont été déployés pour mettre en œuvre un plan de production et d'exploitation des ressources alimentaires locales plus équilibré et plus respectueux de l'environnement.

L'UNESCO et la Commission européenne s'unissent pour promouvoir les routes culturelles du développement durable

L'UNESCO et la Commission européenne ont lancé un projet pour développer les routes culturelles qui bénéficieront du prestige des sites du patrimoine mondial. Le projet permettra aux visiteurs des sites d'avoir accès à des plates-formes en ligne et des applications pour téléphones portables qui leur permettront de consulter des cartes et des informations sur les sites culturels et, lorsque cela s'avérera pertinent, sur les manifestations du patrimoine culturel immatériel, comme des festivals, qui pourraient être intégrés dans leur voyage.

Le projet est entré dans sa première phase préparatoire le 1^{er} février avec un budget prévisionnel de 1,5 million d'euros. Financé par la Direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises, le projet des Routes du patrimoine sera disponible au public d'ici la fin 2017. Le projet impliquera les autorités locales, les gestionnaires de sites du patrimoine, des institutions culturelles, les acteurs du patrimoine culturel immatériel et de l'industrie du voyage. Ses sites Internet et ses applications ont vocation à promouvoir les Routes européennes du patrimoine auprès du public, notamment venant de République populaire de Chine, d'Amérique du Nord et d'Europe.

En introduction au riche programme de conférences et de débats de la Journée mondiale de la philosophie 2016, Nuria Sanz, Directrice du Bureau de l'UNESCO à Mexico, et Alberto Vital, coordinateur des humanités à la Universidad Nacional autónoma de Mexico, UNAM (quatrième et cinquième en partant de la gauche, premier rang), sourient à la caméra avec des professeurs et des étudiants de philosophie devant la bibliothèque emblématique de l'UNAM.

© Bureau de l'UNESCO à Mexico



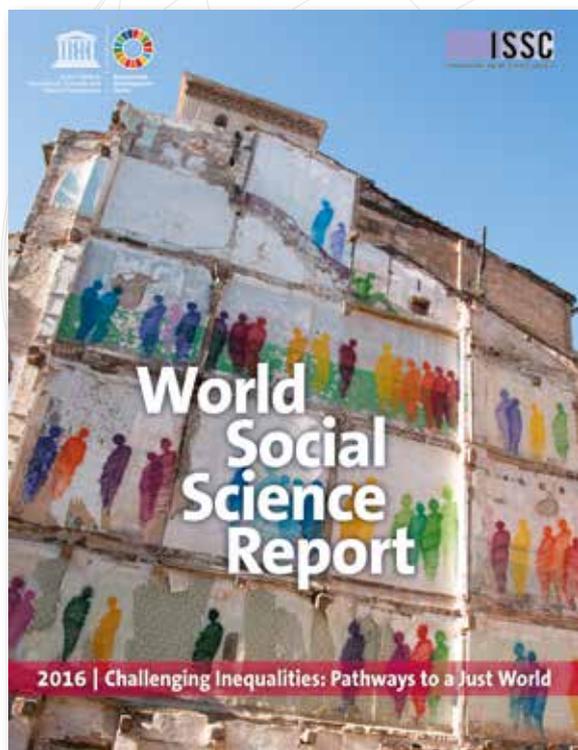
CHAPITRE 4

Apprendre à vivre ensemble



Apprendre à vivre ensemble

Dans notre monde constitué de sociétés extrêmement diverses, l'UNESCO continue de remplir sa mission fondamentale de soutien aux êtres humains pour qu'ils se comprennent entre eux et travaillent ensemble à la construction de sociétés justes et inclusives. Cette année, l'Organisation a lancé un rapport mondial sur la recherche en sciences sociales sur le thème des inégalités, dont la réduction est vitale pour atteindre les Objectifs de développement durable des Nations Unies, elle a promu le rôle essentiel des villes dans l'intégration des migrants et des réfugiés, a aidé à autonomiser les jeunes pour qu'ils participent aux décisions politiques qui les affectent directement et a encouragé le dialogue interculturel pour éradiquer les injustices sociales et la discrimination.



Le Rapport mondial UNESCO sur les sciences sociales 2016, Lutter contre les inégalités : pistes vers un monde juste (en anglais) appelle à une augmentation de la coopération entre les disciplines, au-delà des frontières géographiques et des domaines de recherche, afin d'aider les gouvernements à développer des politiques plus efficaces pour des sociétés inclusives.

■ Le creusement des inégalités pourrait menacer les Objectifs de développement durable

Une étude récente sur l'augmentation des inégalités a montré que près de la moitié de la richesse des ménages dans le monde était détenue par 1 % de la population et que les 62 personnes les plus riches de la planète possédaient autant de richesses que la moitié de l'humanité. En 2015, les Nations Unies ont adopté les 17 Objectifs de développement durable (ODD) pour mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités et faire face au changement climatique au cours des 15 prochaines années. Un nouveau rapport co-publié par l'UNESCO en 2016 avertit que le creusement des inégalités pourrait menacer la durabilité des économies, des sociétés et des communautés, et ainsi saper les efforts pour atteindre les ODD.

Lancé le 22 septembre à Stockholm, le Rapport mondial des sciences sociales 2016, Lutter contre les inégalités – Pistes vers un monde juste, présente les contributions de plus de cents experts. Il a été supervisé par un comité scientifique consultatif d'universitaires de renom issus de toutes les régions du monde, comprenant notamment le lauréat du Prix Nobel

d'économie, Joseph Stiglitz. Le rapport a été élaboré par le Conseil International des Sciences Sociales (CISS), en coopération avec l'Institut des études du développement (Royaume-Uni).

Le rapport explique que bien que le nombre des études sur les inégalités et la justice sociale dans les publications universitaires ait été multiplié par cinq entre 1992 et 2013, celles-ci accordent encore souvent trop peu d'attention aux inégalités autres que le salaire et la richesse, inégalités telles que la santé, l'éducation ou le genre. Il identifie sept dimensions de l'inégalité : économique, politique, sociale, culturelle, environnementale, spatiale et fondée sur le savoir. Étroitement liées, elles génèrent des cercles vicieux d'inégalité qui se transmettent d'une génération à l'autre.

Le rapport appelle à une plus grande coopération par-delà les disciplines, les frontières géographiques et les domaines de recherche afin d'aider les gouvernements à élaborer des politiques plus efficaces pour des sociétés plus inclusives. Les réseaux internationaux, les sources de données accessibles, le libre accès aux publications et aux logiciels sont essentiels pour atteindre cet objectif.

La plupart des recherches en sciences sociales sur les inégalités ont tendance à



être menées dans les pays industrialisés, pays dans lesquels des données fiables existent, alors que les pays en développement ne disposent pas de données fiables du même genre. L'Amérique du Nord et l'Europe occidentale ont publié plus de 80 % des études en sciences sociales et humaines sur les inégalités et la justice sociale entre 1992 et 2013 alors que l'Afrique subsaharienne et l'Amérique latine ne contribuaient respectivement qu'à hauteur de 3 % et 2 %.

Dix années pour agir

Une rencontre intitulée « Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (2015-2024) : dix ans pour agir » a eu lieu au siège de l'UNESCO à Paris, le 19 septembre. Cette rencontre était organisée en coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme et la Fondation Frantz Fanon. Elle avait pour but de mieux faire connaître les objectifs et les enjeux de la décennie, de partager des expériences nationales pour la mise en œuvre de ses activités et de discuter des stratégies pour améliorer les synergies entre les principales parties prenantes. La décennie offre un cadre opérationnel pour encourager les États membres à éradiquer les injustices sociales héritées de l'histoire et à lutter contre le racisme, les préjugés et les discriminations raciales dont les personnes d'ascendance africaine sont encore victimes.

Une étude récente sur l'augmentation des inégalités a montré que près de la moitié de la richesse des ménages dans le monde était détenue par 1 % de la population. Selon le Rapport mondial UNESCO sur les sciences sociales 2016, l'absence de contrôle des inégalités pourrait mettre en danger la réalisation des 17 ODD visant à mettre fin à la pauvreté d'ici 2030.

En 2016, l'UNESCO, la fondation de l'Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO Marianna V. Vardinoyannis et la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) ont lancé une initiative pour transformer les perceptions négatives des réfugiés et des migrants, et démontrer les atouts et les avantages de la mobilité humaine. Jeune Syrienne au camp de réfugiés de Suruc (Turquie).



© Shutterstock/Procyk-Radek

■ Réfugiés et migrants : des atouts pour le développement social, culturel et économique

2015 et 2016 ont connu une augmentation dramatique du nombre des réfugiés arrivant en Europe, et ont présenté des défis supplémentaires pour les gouvernements locaux. Les villes sont à l'avant-garde des efforts pour offrir bien-être et inclusion aux réfugiés et aux migrants. Aujourd'hui elles jouent un rôle de plus en plus important dans la garantie du respect des droits humains et de l'inclusion sociale. L'ODD 11 invite les États membres à « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ».

En 2016, l'UNESCO, la fondation de l'Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO Marianna V. Vardinoyannis et la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) ont lancé une initiative sur le thème « Villes accueillantes pour les réfugiés : promouvoir l'inclusion et protéger les droits », avec une table ronde au siège de l'Organisation,

le 9 mai. Les trois partenaires collaborent pour transformer les perceptions négatives sur les réfugiés et des migrants, et démontrer les atouts et les avantages générés par la mobilité humaine. Il s'agit, entre autres, des courants démographiques dans de nombreux pays européens et du besoin de ceux-ci d'accueillir une force de travail supplémentaire pour soutenir le développement et la croissance.

La table ronde a présenté les conclusions préliminaires d'une étude menée par Patrick Taran, Président du Global Migration Policy Associates. Les recherches menées pour cette étude soulignent encore que la situation actuelle des réfugiés en Europe est une crise de perception et de valeurs. La table ronde a traité du rôle de la culture dans la promotion

Cette nouvelle publication de l'UNESCO identifie et analyse les tendances et les approches des autorités municipales – dans les domaines du logement, de l'eau et de l'assainissement, de l'alimentation, des soins de santé et de l'éducation – dans le contexte de l'importante augmentation des arrivées de réfugiés dans plusieurs villes européennes d'accueil initial, mais également de transit et de destination finale.

de l'inclusion et le changement des stéréotypes négatifs sur les réfugiés. Les lieux publics comme les musées, les bibliothèques et les expositions sont des points idéaux pour stimuler les échanges culturels et encourager les convergences entre les nouveaux arrivés et les habitants de la communauté réceptrice. Les interactions entre les individus peuvent causer des frictions mais peuvent aussi déclencher la compréhension et le rapprochement. Les médias ont bien évidemment un rôle essentiel à jouer à cet égard. Le langage qu'ils utilisent devrait contribuer à l'inclusion et à l'éradication des stéréotypes, et mettre en avant le côté humain des difficultés des migrants et des réfugiés.

L'étude, les débats de la table ronde et l'analyse d'un questionnaire, partagés avec les villes membres de l'ECCAR, ont préparé la conférence de haut niveau qui a eu lieu à Athènes (Grèce) le 22 novembre et au cours de laquelle les experts et les représentants des villes se sont réunis pour développer des recommandations politiques et opérationnelles, et contribuer à l'élaboration de directives





opérationnelles pour les autorités municipales et les principaux acteurs urbains. Elle s'est déroulée en présence du Président de la République grecque, des premières dames des républiques d'Albanie et de Chypre, de la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, de Marianna V. Vardinoyannis et des ministres grecs de l'Immigration et des Affaires étrangères.

Une publication de l'UNESCO intitulée *Cities Welcoming Refugees and Migrants* (Villes accueillantes pour les réfugiés et les migrants) a été lancée lors de la conférence d'Athènes. S'appuyant sur les recherches réalisées en collaboration avec les villes membres de la Coalition ECCAR, elle identifie et analyse les courants et les approches des autorités municipales, en insistant sur l'Europe. C'est le premier résultat tangible du partenariat entre l'UNESCO, la Fondation de Marianna V. Vardinoyannis et ECCAR.

L'Afrique centrale place les jeunes et les femmes au cœur du débat migratoire

Les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) font face à des défis innombrables, tels que la pauvreté, le changement climatique, les conflits ethno-religieux ou encore la violence sectaire. L'insécurité récurrente contribue très fortement à la mobilité humaine. À côté des migrations volontaires, les déplacements forcés occupent une place importante dans la typologie des mouvements.

Dans ce contexte, le premier Forum régional de Gestion des transformations sociales (MOST) des ministres du développement social en Afrique centrale a été organisé en octobre à Yaoundé (Cameroun), à l'invitation du Gouvernement du Cameroun. Il était coorganisé par le programme MOST de l'UNESCO. Le thème du forum était « Insécurité et migration en Afrique centrale : Impact sur les femmes et les jeunes », en ligne avec la priorité de l'UNESCO de cette année pour l'égalité des genres. Les participants ont échangé leurs vues sur l'Agenda 2030, le cadre de la politique sociale pour l'Afrique centrale et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Ce forum fut une opportunité unique pour l'Afrique centrale non seulement de présenter les cas de réussite de la région, mais également d'identifier les enjeux majeurs en matière de politiques prioritaires pour chaque pays, afin de promouvoir des solutions fondées sur des preuves, et d'harmoniser les politiques transnationales.

Un groupe de femmes et de jeunes filles réfugiées à Mbiile (Cameroun) partent chercher du bois à plus d'une heure de marche. L'impact de l'insécurité et de la migration sur les femmes et les jeunes était le sujet du premier Forum MOST des ministres du Développement social en Afrique, qui s'est réuni cette année à Yaoundé (Cameroun).



© UNESCO/EU

et des modalités de gouvernance et d'action du projet. Alors que le vrai travail ne fait que commencer, l'atelier a constitué un pas significatif dans la bonne direction.

En septembre, les membres de NET-MED Youth en Palestine ont lancé une campagne radio comprenant une série de neuf débats entre des jeunes et des décideurs politiques sur des thèmes essentiels, ainsi que quatre micro-trottoirs et deux spots radio en rediffusion. Ces actions s'appuyaient sur les efforts précédemment mis en œuvre par NET-MED Youth à travers des programmes radio produits par et pour les jeunes à l'occasion de plusieurs journées internationales.

Venant compléter cette campagne radio, les membres palestiniens de NET-MED Youth ont installé dix panneaux dans des zones très fréquentées de Gaza et de Cisjordanie, afin de sensibiliser aux priorités des questions de la jeunesse, à la participation des jeunes aux politiques publiques, à leur représentation dans les médias et à l'emploi des jeunes. Ils ont choisi cette forme de communication à la suite d'une série de sessions de discussions, d'ateliers médias et de formations en communication, en campagne et en plaidoyer, de telle sorte que leur campagne de sensibilisation soit aussi visible et efficace que possible. Le jour où les panneaux ont été installés, un groupe de membres de NET-MED Youth a marché dans les rues de Kalandia, de Soq Asha3b jusqu'à l'université de Bethléem, pour engager la conversation avec les passants sur la façon dont les jeunes peuvent occuper la place du conducteur dans le processus de changement. Les panneaux sont restés sur place jusqu'à la fin de l'année, dans le but d'atteindre beaucoup de monde et de promouvoir des actions pour augmenter l'autonomisation, l'engagement et la représentation des jeunes.

« Discutons ! Nous aimons les projets menés par les jeunes, avec les jeunes et pour les jeunes » déclare ce panneau, un des dix installés dans des zones très fréquentées de Gaza et de Cisjordanie en octobre par les membres palestiniens de NET-MED Youth.

■ Faire entendre la voix des jeunes

À travers le monde, les jeunes mènent le changement social et l'innovation, affichent leur intérêt pour leurs droits humains fondamentaux et leurs libertés, et cherchent de nouvelles opportunités d'apprendre et de travailler ensemble pour un monde meilleur. L'UNESCO accorde la priorité à son travail avec et pour les jeunes dans tous ses programmes.

En septembre, l'UNESCO, en collaboration avec la Commission nationale chinoise auprès de l'UNESCO, et Perfect World, une entreprise privée, a organisé le Dialogue des jeunes en Asie Pacifique, à Chengdu (République populaire de Chine). Ce Dialogue s'est tenu dans le cadre de la Décennie internationale pour le rapprochement des cultures (2013–2022) dont l'UNESCO est le chef de file. Des jeunes de 46 pays se sont réunis pour proposer des recommandations sur les relations entre les civilisations, les cultures, sur la cohésion sociale, le respect pour la diversité et la réconciliation en Asie-Pacifique. Leurs recommandations seront présentées aux responsables régionaux présents au Forum de dialogue des civilisations

asiatiques prévu pour 2017, et aux institutions nationales et internationales.

Les membres des Réseaux de la jeunesse méditerranéenne (NET-MED Youth) ont eu une année chargée, au cours de laquelle ils ont fait entendre la voix de la jeunesse aussi clairement et aussi fort que possible dans le dialogue public. Début mars, les participants de NET-MED Youth et d'autres organisations se sont retrouvés à Tunis (Tunisie) pour discuter de la mise en œuvre d'un Conseil national de la jeunesse. Afin de renforcer la démocratie tunisienne émergente, le conseil a pour objectif de construire un cadre approprié à travers lequel les jeunes vont pouvoir participer à l'analyse des politiques publiques, à l'élaboration de stratégies et à la formulation de recommandations dans le domaine des questions de la jeunesse, à une période où le gouvernement commence à réfléchir sur sa stratégie pour la jeunesse.

L'atelier de réflexion, réunissant des jeunes femmes et hommes, a posé les fondations du futur conseil, soutenu par plusieurs experts qui ont partagé leurs méthodologies et leurs recommandations. À l'issue de l'atelier, les participants ont convenu de concepts clés pour le cadre juridique du futur conseil, d'une stratégie de communication et de visibilité,

El Salvador

Création d'un Groupe multipartite de jeunes parlementaires au Salvador

D'après l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), les thèmes essentiels qui affectent aujourd'hui les jeunes au Salvador sont le manque d'accès à une éducation de qualité, l'emploi, l'émigration et une forte culture et pratique de la violence qui les empêche de participer au développement socio-économique et politique du pays.

Le 1^{er} mars, un accord important a été atteint avec l'Assemblée législative d'El Salvador pour la création d'un Groupe multipartite de jeunes parlementaires, avec le soutien de l'UNESCO. Ce groupe, composé de membres du Parlement âgés de moins de 35 ans, œuvrera à l'élaboration d'un agenda de politiques inclusives dans une perspective intergénérationnelle, et à la promotion de mécanismes pour la participation des jeunes à la formulation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques. Le groupe aura un impact et participera à la coordination de la participation dans toutes les commissions parlementaires. Ses priorités principales comporteront le renforcement de la législation sur les sports, la Loi générale pour la jeunesse et la Loi pour la réintégration juvénile.

« Cela a été huit mois de coordination et de négociations avec les jeunes parlementaires. Aujourd'hui, nous écrivons l'histoire » a déclaré Cristina Cornejo, Membre du parlement pour le parti



Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN).

Gustavo Escalante, membre du parlement pour le parti Alianza Republicana Nacionalista (ARENA), a déclaré : « C'est un moment historique pour El Salvador. Dans des moments où le pays est polarisé, nous avons pu établir cet espace de collaboration pour le bénéfice des Salvadoriens. Les différences seront toujours là. C'est un premier pas mais l'objectif principal est que le pays et ses jeunes aillent de l'avant. »

L'annonce du groupe à une conférence de presse est intervenue après une réunion de deux jours organisée conjointement par l'Assemblée législative, le Bureau de l'UNESCO pour l'Amérique centrale à

Charaf Ahmimed, spécialiste du programme UNESCO pour les sciences humaines et sociales (second à partir de la droite) avec le Groupe multipartite de parlementaires de moins de 35 ans créé cette année à l'Assemblée législative d'El Salvador avec le soutien de l'UNESCO. Ce groupe travaillera à la promotion de mécanismes pour la participation des jeunes à la formulation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques.

San José, le Conseil latino-américain pour les services sociaux (CLASCO) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), en collaboration avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

■ L'apprentissage des valeurs par le sport

L'UNESCO est activement engagée dans la promotion du sport et de l'activité physique en tant qu'opportunité pour l'enseignement des valeurs, à la fois dans les écoles et, plus généralement, au sein de la société. L'Organisation fait également partie d'un Partenariat d'éducation qui a pour but d'intégrer les valeurs du sport au sein des programmes scolaires, avec le Conseil international pour l'éducation physique et la science du sport (CIEPSS), le Comité international du Fair-Play (CIFP), le Comité international olympique (CIO), le Comité international paralympique (CIP) et l'Agence mondiale antidopage (AMA).

Le 6 avril, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale du sport pour le développement et la paix, l'UNESCO a lancé une campagne pour promouvoir le rôle du sport dans l'enseignement des valeurs. Une vidéo d'animation, un livre photo et une page web ont été créés à cet effet. La vidéo d'animation souligne les valeurs fondamentales dérivées de la pratique sportive, comme l'égalité, l'inclusion, le respect et l'équité, et démontre comment on peut utiliser le sport pour rendre les étudiants plus motivés et plus responsables afin de mieux contribuer à la société.

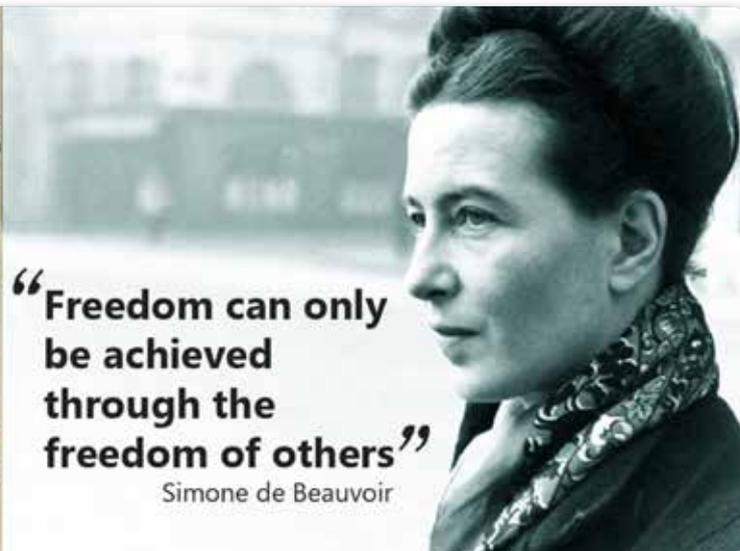
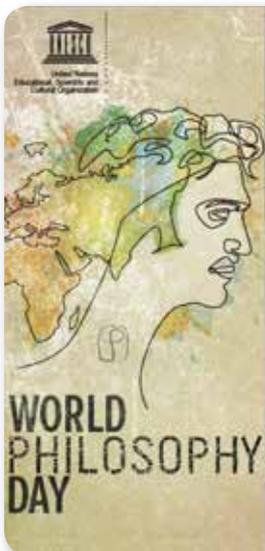
La publication, un livre de photos intitulé *Le pouvoir des valeurs du sport* est bilingue (anglais/français) et recueille les 15 meilleures contributions issues du concours photo de l'UNESCO sur les valeurs du sport, sélectionnées parmi plus de 300 photos envoyées par des photographes de 76 pays du monde entier.

En 2016, le Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport a également approuvé 29 nouvelles initiatives pour un montant de plus de 560 000 dollars des États-Unis.





Autonomiser les jeunes filles grâce au football, un des programmes du projet vietnamien Football pour tous, dans l'objectif du photographe Phan Cu. Cette image est l'une des quinze meilleures reçues lors du concours UNESCO de photos visant à promouvoir les valeurs du sport dans le monde.



“Freedom can only be achieved through the freedom of others”
Simone de Beauvoir

Post Facebook de l'UNESCO avec une citation de la philosophe française Simone de Beauvoir, à l'occasion de la Journée mondiale de la philosophie 2016. Sa version espagnole a été la plus « likée » et la plus partagée de tous les posts Facebook UNESCO de novembre, dans toutes les langues.

■ Une célébration exceptionnelle de la philosophie

En célébrant chaque année la Journée mondiale de la philosophie, l'UNESCO souligne la valeur permanente de la philosophie pour le développement de la pensée humaine, dans chaque culture et pour chaque individu.

À l'occasion de la Journée mondiale de la philosophie 2016, l'UNESCO a accueilli plus de 3 000 visiteurs : une affluence exceptionnelle pour fêter la philosophie. Célébrée cette année le 17 novembre, la Journée a été voulue à la fois novatrice et participative. Sur trois jours, l'Organisation a proposé un accès aux questionnements philosophiques à toutes et à tous, notamment au travers la 15^e édition des Rencontres internationales sur les nouvelles pratiques philosophiques, une table ronde « Parler ensemble haut et

fort pour la tolérance », une table ronde sur l'enseignement d'Aristote au niveau secondaire et universitaire, et le lancement d'une nouvelle Chaire UNESCO sur la pratique de la philosophie avec les enfants (4-18 ans). La chaire a été créée à l'université de Nantes (France) et a pour objectif de développer chez les enfants un esprit critique dès le plus jeune âge.

La manifestation s'est achevée, le 18 novembre, par une nuit de la philosophie, célébration inédite de la pensée et de la créativité humaine, au siège de l'UNESCO à Paris, de 19 heures à 7 heures du matin. Le mot d'ordre de la nuit : faire vivre la philosophie sous toutes ses formes et auprès de tous les publics. Des enfants, des adultes, et de nombreux jeunes étaient présents au cours des 12 heures de l'événement. Chacun a pu se créer un parcours philosophique unique et multiforme, passant de l'écoute d'une des 48 conférences de philosophes renommés venus des quatre coins du monde, à l'interrogation ou encore l'émerveillement face aux 24 installations et performances artistiques organisées pour la nuit.

Printemps 2016, l'installation de Lionel Sabaté faite de troncs d'oliviers et peaux mortes, a été installée au siège de l'UNESCO à l'occasion de la Journée mondiale de la philosophie 2016. Par cette œuvre, l'artiste propose un écho sculptural à l'olivier du Square de la tolérance de Dani Karavan au siège de l'Organisation.



La Suisse

À quoi ressemble la paix ?

Quarante photos spectaculaires ont été choisies parmi les 14 000 reçues de 121 pays pour la 3^e édition du Prix Alfred Fried de la photographie, avec le soutien de l'UNESCO. Les images sélectionnées ont fait

l'objet d'une exposition intitulée « à quoi ressemble la paix ? », inaugurée au Palais des Nations, à Genève (Suisse) le 7 novembre. En représentant une myriade de perspectives très différentes, les photos offrent une vision transformatrice de la façon de construire la paix dans le monde.

Nommé en l'honneur d'Alfred Fried, le Prix Alfred Fried de photographie est organisé conjointement par l'UNESCO, le Parlement autrichien, l'Institut international de la presse, l'Association autrichienne des journalistes parlementaires, la Photographische Gesellschaft et les Éditions Lammerhuber.

Tous les enfants méritent la chaleur et la protection d'un foyer. Cependant, les guerres, les conflits et les crises ont chassé plus de 50 millions d'enfants de chez eux. La série de photos de la photographe turque Leyla Emektar, « Paix et tranquillité », est l'une des gagnantes du prix Alfred Fried de la photographie, administré avec le soutien de l'UNESCO.



© Leyla Emektar/Prix Alfred Fried de photographie



© UNESCO/Christelle Allix

Tawfiq Omrane (Tunisie) et Laurent Salles (France) ont dessiné des caricatures lors de la conférence internationale Mawā'id, rendez-vous pour le dialogue euro-arabe, au siège de l'UNESCO.

■ Promouvoir le dialogue interculturel

Le monde est de plus en plus interconnecté, mais cela n'implique pas que les individus et les sociétés vivent vraiment ensemble, comme l'illustre l'exclusion dont souffrent des millions de pauvres, de femmes, de jeunes, de migrants et de minorités marginalisées. En 2016, l'UNESCO a reconduit ses efforts incessants pour promouvoir le dialogue interculturel à travers une série d'événements.

Le 28 janvier, Alfonso Herrera Franyutti (Mexique) a reçu le Prix international UNESCO/José Martí 2016. Il a été sélectionné par un jury international d'experts pour sa contribution de longue haleine en faveur de la paix, de la solidarité et des droits de l'homme auprès

des pays et des populations d'Amérique latine et des Caraïbes.

Le 14 avril, l'écrivain palestinien Elias Sanbar et la Bibliothèque Islamique de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) ont reçu le Prix UNESCO-Sharjah 2015 pour la culture arabe des mains de la Directrice générale de l'UNESCO. Créé en 1998 à l'initiative des Émirats arabes unis, ce prix a pour vocation de récompenser les efforts de deux personnalités ou organisations, l'une originaire du monde arabe et l'autre d'un pays non arabe, ayant contribué de manière significative au développement, à la diffusion et à la promotion de la culture arabe dans le monde.

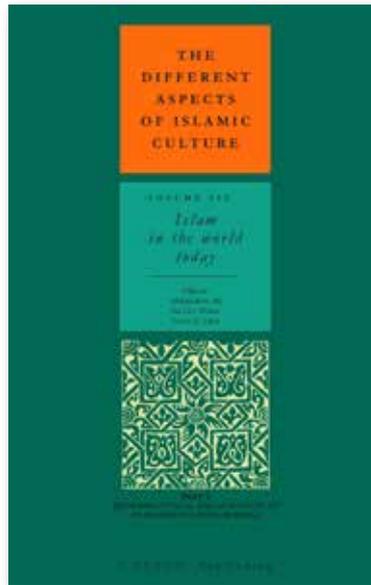
Le 16 novembre, le Centre de recherche et de méthodologie pour la tolérance, la psychologie et l'éducation (Centre de tolérance) de la Fédération de Russie a reçu le Prix UNESCO-Madanjeet Singh pour la promotion de la tolérance et de la non-violence 2016 au cours d'une cérémonie à l'occasion de la Journée internationale pour la tolérance. Le centre a reçu le prix en reconnaissance de son large éventail d'activités, comprenant la mise en œuvre de plus de 60 programmes pédagogiques visant à promouvoir le dialogue entre les religions et les visions du monde, en mettant particulièrement l'accent sur la jeunesse.

En décembre, l'UNESCO, les Commissions nationales pour l'UNESCO membres de l'Initiative pour le Dialogue Euro-Arabe et la fondation MBI Al Jaber ont organisé une conférence internationale intitulée « Mawā'id - Rendez-vous pour le dialogue euro-arabe » au siège de l'Organisation, pour renforcer la coopération euro-arabe et adapter cette initiative créée en 2001 aux enjeux internationaux actuels. Ouverte par Eric Falt, Sous-directeur général pour les relations extérieures et l'information du public au nom de la Directrice générale, Irina Bokova,

Publication des deux derniers volumes de la collection de l'UNESCO sur la culture islamique

Les deux derniers volumes de la collection de l'UNESCO sur les Différents aspects de la culture islamique ont été présentés au siège de l'Organisation le 17 novembre. Unique en son genre, cette collection de six volumes et de plus de 5 700 pages a mobilisé environ 150 chercheurs et spécialistes pour produire une somme de connaissances rigoureuses sur la complexité et de la diversité de la culture islamique. Lancé en 1977 et achevé cette année, ce travail supervisé par un Comité scientifique international, est le résultat de 40 années de débats entre des chercheurs et des experts d'horizons très divers, musulmans ou non. Il offre à tous les lecteurs une somme de savoirs sur l'islam et sur sa contribution au monde grâce à une perspective pluraliste et à une vision mondiale.

Le volume VI de la collection Les différents aspects de la culture islamique, récemment publié en deux tomes (en anglais), se penche sur les efforts nécessaires pour parvenir à une compréhension mutuelle et une coexistence entre les pays musulmans et les pays non musulmans.





© UNESCO

et par Carolyn Perry, Directrice et responsable des opérations philanthropiques la Fondation MBI Al Jaber, cette conférence de deux jours s'est intéressée à des sujets tels que la valorisation du patrimoine culturel dans une perspective de réconciliation, l'importance des gouvernements locaux dans la coopération éducative et culturelle entre l'Europe et le monde arabe ou encore l'éducation comme vecteur de la prévention de l'extrémisme violent et le rôle des médias dans la promotion du dialogue interculturel et la prévention de la radicalisation.

Un Plan d'action a été adopté pendant cette conférence, visant à renforcer le dialogue entre l'Europe et le monde arabe. Il prend en compte les propositions des jeunes participants invités par les commissions nationales auprès de l'UNESCO qui contribuent également à la Décennie internationale du rapprochement

des cultures (2013-2022) coordonnée par l'Organisation.

Durant toute l'année 2016, le Bureau de l'UNESCO à Doha, la Fondation du village culturel de Katara et la Commission nationale qatarie pour l'UNESCO ont conduit un programme de dialogue interculturel et de diversité culturelle dans le but d'augmenter la compréhension interculturelle, de promouvoir le dialogue et d'encourager le respect pour le pluralisme culturel. Alors que le développement économique rapide du Qatar lui a permis d'accueillir une multitude de personnes venant du monde entier, le pays fait face à des défis et des opportunités pour continuer à développer une vraie compréhension interculturelle tout en devenant une source mondiale d'innovation et de créativité.

Parmi les activités menées dans le cadre de ce programme, le Festival de la diversité culturelle à Doha a réuni des groupes de théâtre de 21 pays du monde. En cinq mois, le festival a créé une atmosphère qui reflétait les traditions des groupes de théâtre et des pays, célébrant la diversité de leurs expressions. En décembre, une conférence internationale « Encourager le dialogue et la diversité grâce aux industries culturelles » a exploré l'impact social, culturel et économique ainsi que les opportunités pour les pratiques artisanales traditionnelles qataries, en particulier en termes d'implication des communautés, d'autonomisation, de genre et de mobilisation de la jeunesse. La conférence a créé une plate-forme sur laquelle les expériences internationales et régionales ont été partagées, via des présentations de cas et des discussions d'experts.

Doris Jugganadam, membre du personnel de l'Organisation, accueille avec le sourire les visiteurs sur le stand de l'UNESCO à la Foire internationale du livre 2016 de Sharjah (Émirats arabes unis) dont l'UNESCO était l'invitée d'honneur. La foire a été un lieu parfait pour présenter et discuter la collection de l'UNESCO Les Différents aspects de la culture islamique, achevée cette année.



À partir du 7 février, 52 émissions du programme *Mémoire d'un continent* de Radio France internationale, ont été consacrées à l'*Histoire générale de l'Afrique* de l'UNESCO dans le but de dépasser les préjugés qui affectent encore l'histoire du continent.

■ Un nouvel élan pour l'Histoire générale de l'Afrique

Lancée en 1964 par l'UNESCO, la collection de l'Histoire générale de l'Afrique a été conçue pour produire une histoire du continent libérée des préjugés raciaux hérités de l'esclavage et de la colonisation. Le projet a fait appel aux contributions de quelque 230 experts, historiens, linguistes, anthropologues, musicologues et archéologues. Huit volumes ont été publiés aujourd'hui et un 9^e est en cours. La seconde phase du projet, démarrée en 2009, concerne le développement de matériel pédagogique pour les écoles primaires et secondaires africaines. Deux événements majeurs en 2016 ont donné un élan à la poursuite de ce projet.

Le 25 janvier, Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO et Marie-Christine Saragosse, Présidente directrice générale de France médias monde, ont signé un accord de partenariat pour promouvoir la collection.

Selon l'accord, l'émission « Mémoire d'un continent », diffusée chaque dimanche sur RFI, sera consacrée à l'Histoire générale, dans le but de dépasser les préjugés qui affectent encore l'histoire africaine. À compter du 7 février prochain, 52 numéros de l'émission « Mémoire d'un continent » seront consacrés à l'Histoire. Présenté par Elikia M'Bokolo, qui préside le Comité scientifique pour l'utilisation pédagogique de *l'Histoire générale de l'Afrique*, le programme aborde tous les aspects de l'histoire du continent africain avec une grande richesse d'archives sonores dont beaucoup sont inédites.

Le 7 décembre, une délégation de plus de cinquante artistes maliens a signé la Déclaration d'engagement à la Coalition des Artistes pour la promotion de *l'Histoire générale de l'Afrique*, au siège de l'UNESCO. L'objectif premier de la Coalition des artistes est de permettre à la diaspora et à la jeunesse du continent de se réapproprier cette histoire afin de renforcer leur confiance en eux et de transformer l'image tant déformée de l'Afrique et des Africains dans le monde entier.

La cérémonie a été ouverte par la Directrice générale de l'UNESCO et la ministre de la Culture du Mali, N'Diaye Ramatoulaye Diallo. Barack Adama du groupe Sexion d'Assaut (rappeur), Amadou et Mariam (chanteurs), Dawala (producteur), Salif Keita (chanteur), Aissata Maiga (actrice), Cheick Moctary Diarra (écrivain), Mokobé (rappeur), Oxmo Puccino (rappeur), Ballaké Sissoko (musicien), Cheick Tidiane Seck (musicien et compositeur), Rokia Traoré (chanteuse) et bien d'autres artistes franco-maliens célèbres ont signé la Déclaration d'engagement. La ministre de la Culture du Mali s'est félicitée que l'UNESCO et le Mali écrivent une nouvelle page de collaboration autour de *l'Histoire générale de l'Afrique*, après le succès de la préservation du patrimoine culturel malien.

Les femmes préparent l'Afrique de demain

Un féminisme favorable aux affaires était la doctrine dominante lors de la Conférence des Femmes leaders africaines au siège de l'UNESCO le 7 juillet. Soutenant que la vision des femmes pouvait aider à façonner l'avenir de l'Afrique, une table ronde de femmes africaines professionnelles de haut niveau leur a permis de partager leurs expériences dans les domaines de la politique, des affaires, des médias et de la mode, pour montrer aux autres en quoi consistait le fait de diriger. L'événement était organisé en partenariat avec l'ONG Femmes de demain et avec la participation de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Les professionnelles ont évoqué les difficultés rencontrées tout au long de leurs carrières, difficultés dues à la place de la femme dans leurs sociétés ainsi qu'aux coutumes. Mais au-delà de tous ces obstacles, elles ont encouragé les femmes à rester mobilisées dans le combat pour le respect de leurs droits civils et fondamentaux, et pour l'éradication de la violence à l'égard des femmes. Elles ont également rappelé que la promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes était aussi l'affaire des hommes.

Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme 2016

L'albinisme est un état génétique héréditaire qui provient d'un mauvais fonctionnement dans le système de synthèse de la mélanine. L'Afrique et l'Amérique du Sud sont les régions les plus affectées. Dans certains pays, les personnes atteintes d'albinisme font face à d'importantes discriminations et souffrent de toutes sortes de mauvais traitements en relation avec des mythes sociétaux et avec la sorcellerie, en violation de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Pilotée par l'UNESCO, la Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme offre l'opportunité d'approfondir notre compréhension de cet état génétique, des difficultés médicales qu'il cause et des défis sociaux qui touchent les personnes atteintes d'albinisme.

La seconde célébration de la Journée s'est tenue le 13 juin au siège de l'UNESCO. Son excellence M. Jacques Kabale, Ambassadeur, Délégué permanent de la République du Rwanda auprès de l'UNESCO et Président du Groupe africain, M. Firmin Édouard Matoko, Sous-directeur général pour l'Afrique, Mme Béatrice Garrette, Directrice générale de la Fondation Pierre Fabre et M. Peter Ash, Président fondateur de l'ONG canadienne *Sous le même soleil*, ont pris part à la cérémonie d'ouverture qui a été suivie par une conférence internationale réunissant des experts du monde de la médecine et des sciences. La conférence accueillait aussi des associations liées aux questions de l'albinisme qui ont exposé leurs nombreuses activités visant à sensibiliser la société civile.

La conférence a été suivie de la projection du film documentaire *Black Man, White Skin* (Homme noir, peau blanche) du réalisateur espagnol José Manuel Colón et de l'inauguration de l'exposition photo de la Belgo-Congolaise Patricia Willocq.



Une des images saisissantes de la Belgo-Congolaise Patricia Willocq dans son exposition au siège de l'UNESCO, Blanc ébène, à l'occasion de la deuxième Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme en 2016.



Ming-Kuok Lim, du Bureau de l'UNESCO à Djakarta (à droite), et ce groupe de personnes portant des T-shirts jaune vif ont surpris les passagers d'un train de banlieue très fréquenté reliant Djakarta à Bogor, le premier week-end de septembre, en organisant une action de diffusion du message du droit universel d'accès à l'information publique en amont de la Journée internationale du droit universel d'accès à l'information (28 septembre).

JALUR 10
BELUM TERSEDIA

CHAPITRE 5



UNIVERSAL
ACCESS TO
INFORMATION

Construire des sociétés du savoir



Construire des sociétés du savoir

Les Objectifs de développement durable pour l'éducation, l'égalité des genres et les infrastructures comportent des cibles courageuses à l'égard des technologies de l'information et de la communication (TIC). Cependant, comme l'accès au haut débit n'atteint toujours pas plus de la moitié de la population du monde, ceux qui en recueilleraient le plus de fruits ne sont pas en mesure de tirer avantage des bénéfices économiques et sociaux que l'Internet peut offrir. Cette année, l'UNESCO a partagé les dernières données et l'analyse des objectifs de la connectivité mondiale, en aidant à faire avancer l'utilisation des TIC en Afrique afin de lutter contre la pauvreté et d'encourager la paix, en réfléchissant sur les manières de prévenir la radicalisation des jeunes menant à l'extrémisme violent en ligne, et en s'associant à d'autres pour la sauvegarde et la revitalisation de la diversité linguistique mondiale.

■ Nouvelles cibles de connectivité pour atteindre les Objectifs de développement durable

Aujourd'hui, 1,3 milliard de personnes ne sont pas encore reliées à l'électricité, et plus de quatre milliards de personnes n'ont pas accès à l'Internet. Cependant le monde est à la croisée d'avancées technologiques qui peuvent ouvrir de vastes horizons pour la croissance et le développement. Tel a été le message de

la Directrice générale, Irina Bokova, à la réunion de la Commission des Nations Unies sur le haut débit pour le développement durable qui s'est tenue en mars à Dubaï (Émirats arabes unis). La Commission a été créée par l'UNESCO et l'Union internationale des télécommunications (UIT) en 2010 dans le but de promouvoir la connectivité dans l'intérêt du public.

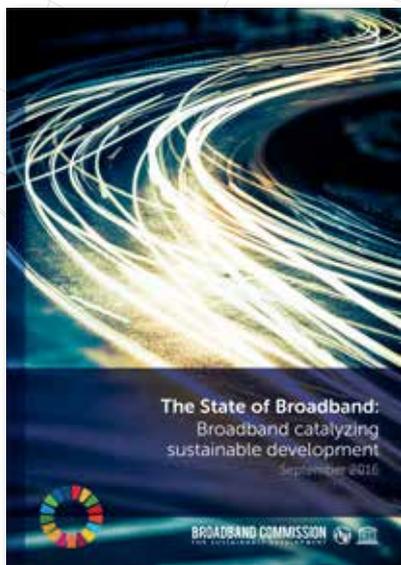
Étant donné que l'accès et la connectivité sont absolument essentiels aux sociétés du monde entier, la Commission des Nations Unies sur le haut débit a convenu cette année de la nécessité d'établir une nouvelle série d'objectifs pour la connectivité afin d'aider les gouvernements à exploiter plus efficacement les réseaux et services en haut débit pour répondre aux 17 Objectifs de développement durable (ODD). La Commission a plaidé pour l'amélioration des indicateurs statistiques en vue d'évaluer avec précision l'accès en haut débit et pour des méthodologies permettant d'obtenir des mesures précises et fiables. Les commissaires ont également souligné la nécessité de développer des fiches numériques nationales afin de mesurer les progrès réalisés par les pays dans la réalisation des objectifs pour le haut débit.

Les dirigeants et les experts de la Commission, issus de gouvernements, d'agences des Nations Unies, de la société

civile et d'un large éventail de représentants du secteur privé, ont commencé à formuler des objectifs mesurables et concrets pour la connectivité en haut débit, qui ont été soumis à la réunion plénière suivante de la Commission qui a eu lieu à New York septembre.

Quelques jours avant sa réunion à New York le 18 septembre, la Commission a publié le rapport de la Commission sur la situation du large bande, nouveau rapport sur l'accès au haut débit dans le monde, pays par pays. Selon cette publication, alors que l'accès à l'Internet approche la saturation dans les pays riches, la connectivité n'avance toujours pas assez vite pour aider à combler les écarts de développement dans des domaines comme l'éducation ou les soins de santé pour les régions du monde les plus pauvres. 55 % de la population mondiale n'est toujours pas connectée.

Le rapport indique également que l'Inde a dépassé les États-Unis et est devenu le deuxième plus important marché de l'Internet du monde, avec 333 millions d'utilisateurs, après la République populaire de Chine et ses 721 millions. Le rapport se montre optimiste à propos du potentiel du haut débit mobile, avec 165 pays ayant développé des réseaux mobiles à haute vitesse « 4G ». Alors que la pénétration des smartphones atteint presque



Le rapport UIT/UNESCO The State of Broadband (Situation du large bande) a été lancé par la Commission sur le haut débit pour le développement durable en septembre. Le rapport indique qu'on comptait, en 2016 par rapport à 2015, 300 millions de personnes supplémentaires connectées, avec 3,5 milliards de personnes en ligne à la fin de 2016.

la saturation aux États-Unis, l'Europe et les marchés mûrs d'Asie comme le Japon et la République de Corée, l'Inde et l'Indonésie vont tirer la croissance à l'avenir.

Dans ce rapport, la Commission estime que si l'accès à la téléphonie mobile de base, aujourd'hui quasi universel, pouvait être converti en accès au large bande mobile à haut débit, les téléphones mobiles pourraient devenir un facteur majeur d'accélération du développement et entraîner de rapides progrès sur la voie de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Alors que les ODD pour l'éducation, l'égalité hommes-femmes et les infrastructures comportent des dimensions audacieuses pour les TIC, ils nécessitent d'urgence des efforts et des progrès s'agissant de la vitesse et de l'égalité du développement. La Commission pense que le large bande peut aider à y parvenir.

Les chiffres de 2016 indiquent qu'une fois encore, les dix premiers pays en développement pour ce qui est du taux de pénétration de l'Internet dans les foyers sont tous situés en Asie ou au Moyen-Orient. Les pays ayant les taux d'usage de l'Internet les plus faibles se trouvent en Afrique subsaharienne, avec moins de 3 % de la population utilisant l'Internet dans plusieurs pays de cette zone, dont le Tchad, la Sierra Leone, le Niger, la Somalie et l'Érythrée.

Le rapport confirme que, selon les derniers chiffres de l'UIT, le monde comptera 3,5 milliards d'internautes d'ici à fin 2016, ce qui représente 47 % de la population mondiale, contre 3,2 milliards en 2015. Les progrès enregistrés dans les pays désignés comme les pays les moins avancés (PMA) par les Nations Unies ont été encourageants et l'objectif de la Commission, qui est de connecter 15 % de la population des PMA, devrait être atteint d'ici la fin de 2016.

© Shutterstock/Vavuz Sanyalitz



Le Forum SMSI 2016

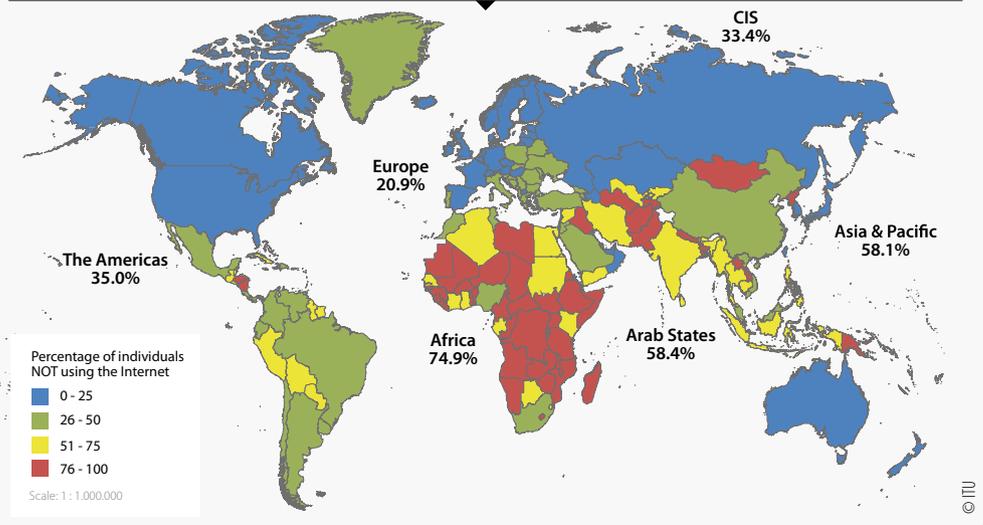
Le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) est le rassemblement annuel le plus vaste de la communauté des TIC pour le développement. Organisé conjointement par l'UIT, l'UNESCO, le PNUD et la CNUCED, en collaboration étroite avec tous les facilitateurs et co-facilitateurs des lignes d'actions du SMSI, il a démontré qu'il était un mécanisme efficace pour la coordination des activités multiples de mise en œuvre des parties prenantes, l'échange d'informations, la création de connaissances, le partage de meilleures pratiques.

Le Forum SMSI s'est déroulé à Genève (Suisse) du 2 au 6 mai. Après l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable et la Revue globale SMSI+10 par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015, l'UNESCO a lancé cette année des discussions d'avant-garde dans des formats novateurs. Le Forum a réuni quelque 1 800 participants, dont 60 ministres et vice-ministres, et des représentants du secteur privé, de la société civile, de la communauté technique et des organisations intergouvernementales. Le Forum a continué à offrir des opportunités de travail en réseau, d'apprentissage et de participation à des discussions multi parties prenantes ainsi qu'à des consultations sur la mise en œuvre des lignes d'action du SMSI pour lesquelles les TIC sont exploitées au profit du développement, et contribue ainsi directement à la réalisation des ODD.

Selon le rapport The State of Broadband, l'Inde a dépassé les États-Unis d'Amérique et est devenu le deuxième plus important marché de l'Internet dans le monde, avec 333 millions d'utilisateurs, après la République populaire de Chine et ses 721 millions.

WORLD'S OFFLINE POPULATION, 2016

More than half the world's population is not using the Internet



Selon le rapport 2016 l'UIT/UNESCO, la moitié de la population mondiale (quelque 3,9 milliards de personnes) n'est toujours pas connectée.

Le rapport évalue également les progrès en direction des cibles de la Commission établies en 2011. Le nombre de pays dotés d'un plan national pour le large bande (cible 1) est passé de 102 en 2010, année du lancement de la Commission, à 151 aujourd'hui. Des progrès notables ont été accomplis concernant le caractère abordable du haut débit (cible 2) car la majorité des pays ont désormais atteint l'objectif de la Commission d'un coût du haut

débit fixe de base équivalent à moins de 5 % du revenu intérieur brut mensuel. Cependant, aujourd'hui, seuls 48 PMA y sont parvenus.

La connexion des ménages au haut débit (cible 3) est en bonne voie, avec 52 % des ménages dans le monde désormais dotés d'une connexion large bande. Dans les pays développés, 84 % des ménages sont maintenant connectés, mais de nets progrès ont aussi été enregistrés dans les pays en développement,

où la part des ménages ayant accès au haut débit est passée de 38 % en 2015 à 41 % en 2016, dépassant ainsi l'objectif de 40 % fixé par la Commission en 2011.

Au rythme actuel de la croissance, l'objectif global de la Commission, qui est de porter à 60 % le taux de personnes en ligne à l'échelle mondiale (cible 4), ne devrait pas être atteint avant 2021. Enfin, l'écart entre les hommes et les femmes en matière d'utilisation de l'Internet, que la Commission entendait réduire (cible 5), s'est en fait légèrement élargi, passant de 11 % en 2015 à 12 % en 2016, ce qui signifie que les hommes sont 257 millions de plus à être connectés que les femmes.

The State of Broadband 2016 (Rapport 2016 sur la situation du large bande) est la sixième édition du rapport de la Commission. Publié chaque année, ce rapport est le seul à proposer un classement par pays, en fonction de l'accès et de l'accessibilité financière, pour plus de 160 pays.

■ Première Journée internationale du droit d'accès à l'information

Un programme d'une journée organisé au siège de l'UNESCO le 26 septembre a mis notamment en avant le rôle considérable que joue l'information dans la réalisation des objectifs que la communauté internationale s'est fixés en adoptant les ODD pour 2030. L'événement marquait la première Journée internationale du droit d'accès à l'information célébrée dans le monde entier le 28 septembre.

Les débats et les discussions, regroupés sous le thème « Dynamiser les Objectifs de développement durable à travers l'accès à l'information », étaient organisés par le Programme international de l'UNESCO pour le développement de la communication

Le Prix UNESCO/Émir Jaber al-Ahmad al-Jaber al-Sabah 2016 pour l'autonomisation des personnes handicapées par les technologies numériques

Le Prix UNESCO/Émir Jaber al-Ahmad al-Jaber al-Sabah pour l'autonomisation des personnes handicapées par les technologies numériques a été remis au Professeur Alireza Darvishy (Suisse) et à l'association Tiflonexos Asociación Civil (Argentine) le 2 décembre lors d'une cérémonie organisée au siège de l'UNESCO à l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées. Les deux lauréats ont été choisis pour leur contribution exceptionnelle à l'intégration et à l'amélioration de la vie des personnes handicapées grâce à l'application de solutions, ressources et technologies numériques.

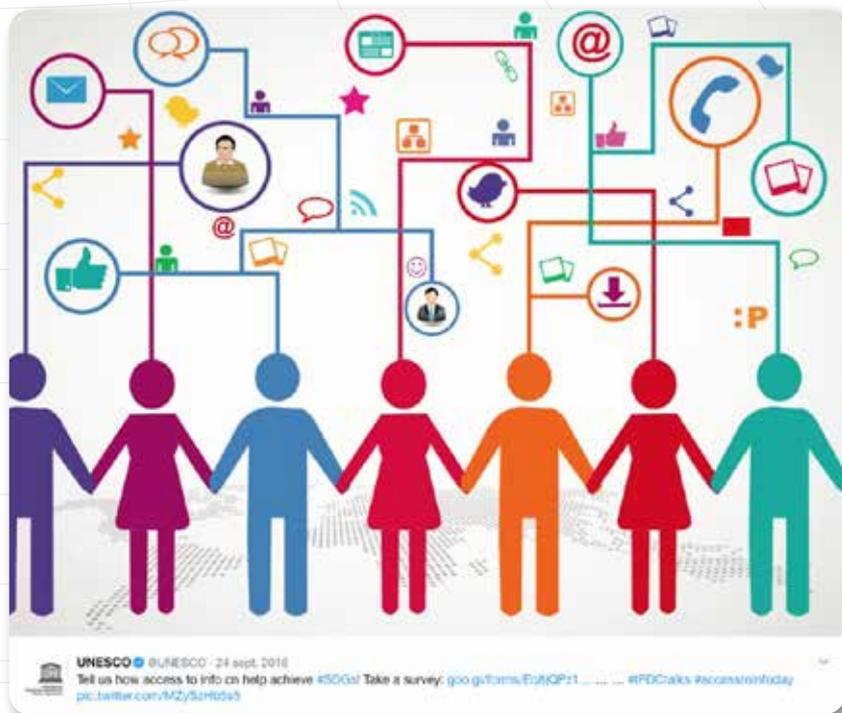
(PIDC) en collaboration avec le Programme information pour tous. Des experts de premier plan venus du monde entier ont pris part à ces discussions, démontrant que l'accès public à l'information et aux technologies de l'information et de la communication (TIC) ainsi que le renforcement des médias qui favorisent cet accès sont déterminants pour atteindre les ODD dans leur totalité. Cet événement a été organisé grâce au soutien des délégations permanentes de Lituanie et des Pays-Bas auprès de l'UNESCO, ainsi que de la Commission nationale néerlandaise pour l'UNESCO.

Tweet de l'UNESCO pour promouvoir la Journée internationale du droit d'accès à l'information. Plus de 20 pays ont célébré la Journée avec des conférences et des activités sur la liberté d'information et la promotion du libre accès.

© Bibliothèque universitaire nationale de la République du Kazakhstan



Célébration à Astana (Kazakhstan) de la première Journée internationale du droit d'accès à l'information. La Bibliothèque universitaire nationale de la République du Kazakhstan, la Commission nationale du Kazakhstan pour l'UNESCO et l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO) ont joint leurs efforts pour promouvoir la Journée.



■ Augmenter l'utilisation des TIC en Afrique

Les TIC sont fondamentales pour l'autonomisation des jeunes. Leur croissance spectaculaire procure aux jeunes un potentiel énorme de développement durable et une réponse aux défis mondiaux auxquels ils sont confrontés. Cependant, pour bénéficier de ce potentiel, une vision créative des TIC doit être élaborée afin de stimuler l'innovation et l'entreprenariat.

En 2016, pour offrir un avenir meilleur aux jeunes du Burkina Faso, l'UNESCO a appuyé le Réseau Afrique Jeunesse (RAJ), ONG africaine qui promeut l'éducation et l'information pour les jeunes, particulièrement dans la mise en place d'activités de renforcement des capacités de jeunes filles responsables d'associations sur l'usage des TIC.



© UNESCO/Mairon Piccio

Pour réduire la fracture numérique dans le pays, le Burkina Faso soutient depuis plusieurs années des actions favorisant la diffusion et l'utilisation des TIC en faveur des femmes. Cette année, avec l'aide de l'UNESCO, 104 jeunes filles ont été formées par le Réseau Afrique Jeunesse, ONG africaine qui promeut l'éducation et l'information pour les jeunes, sur la façon d'intégrer les TIC dans les initiatives entrepreneuriales.

104 jeunes filles ont été formées en trois sessions, respectivement à Boromo (province des Balé), Ziniaré (province de l'Oubritenga) et Diébougou (Province de la Bougouriba) en juillet et août. L'approche pédagogique utilisée, à la fois théorique et pratique, a permis de promouvoir l'intégration des TIC dans des initiatives entrepreneuriales. Les jeunes filles ont été formées à l'utilisation d'Internet, des téléphones mobiles, des réseaux GSM, des smartphones, des ordinateurs portables, des Ipad, des iPod, ainsi que des réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, LinkedIn, Viber et Whatsapp pour partager des informations, rechercher un emploi et pour commercialiser des produits.

L'objectif de cette formation était d'optimiser l'utilisation des applications mobiles pour lutter contre la pauvreté et pour contribuer à la création d'emploi et à la croissance économique du pays. Cette activité de renforcement des capacités fait partie de l'initiative YouthMobile et du Programme information pour tous (PIPT) de l'UNESCO. L'initiative YouthMobile de l'UNESCO, créée en 2014, permet à

des jeunes garçons et filles d'acquérir des compétences techniques de base et la confiance nécessaire pour le développement, la promotion et la commercialisation des applications mobiles qui traitent des questions locales de durabilité. D'ici 2017, l'objectif global de l'initiative est de permettre à au moins 25 000 jeunes de développer les compétences du XXI^e siècle pour participer pleinement à la réponse aux défis du développement durable dans leurs communautés.

Cette année également, grâce à l'initiative conjointe de l'initiative YouthMobile de l'UNESCO, du PNUD et de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, des étudiants de l'université de Juba ont participé à un bootcamp « Consolidation de la paix et alphabétisation grâce à l'innovation technologique » à Juba (Soudan du Sud) à la fin du mois d'octobre. Ce bootcamp s'inscrit dans une série d'ateliers YouthMobile UNESCO qui ont réuni au total 43 jeunes étudiants sud-soudanais depuis 2014 dans le but de développer des applications mobiles.

À la fin du bootcamp, ils ont pu lancer une application mobile pour apprendre aux jeunes Sud-soudanais à s'impliquer activement dans le processus de construction d'une nation pacifique et alphabétisée. Cette « application pour la paix » décrit la terminologie liée aux

Partenariat UNESCO-Talkmate pour le développement de l'Atlas des langues dans le monde

L'UNESCO et Beijing 200H Education Technology Co. Ltd. (TALKMATE) ont convenu de coopérer pour une période de quatre ans sur le développement de l'Atlas mondial des langues. Fondé sur l'Atlas UNESCO des langues en danger dans le monde, l'Atlas mondial des langues contribuera à la sauvegarde de la diversité linguistique mondiale et à la promotion du multilinguisme dans le cyberspace grâce à l'application efficace des TIC par le biais des réseaux institutionnels éducatifs, des partenariats entre le secteur public et le secteur privé, et de l'engagement civique.

Le lancement du partenariat avec TALKMATE a eu lieu le 8 juillet 2016 au Diaoyutai State Guesthouse à Beijing (République populaire de Chine). Une demi-journée a été consacrée à la cérémonie officielle et à une table ronde sur « La question des langues pour le développement » pour déterminer les prochaines étapes de la mise en œuvre du projet et établir de nouvelles synergies pour la coopération.

conflits armés, à la violence et à leur impact sur la vie quotidienne. L'application offre des mesures concrètes pour favoriser la réconciliation et permet aux utilisateurs de partager des messages pertinents et de s'engager à titre personnel dans le processus de consolidation de la paix.

Grâce aux conseils de l'entreprise Web4All (société kényane de TIC), les étudiants ont suivi une formation pratique sur le processus de développement d'une application. En plus des aspects techniques et des exercices pratiques, les étudiants ont également assisté à des conférences sur la croissance des technologies mobiles en Afrique, ainsi que sur les modules de « génération de revenus » dans les applications mobiles. À la fin du bootcamp, l'« application pour la paix » a été testée et mise en ligne sur Google Play Store pour téléchargement et utilisation. L'application est également disponible sur un site Internet dédié.

■ Un discours alternatif pour contrer la propagande extrémiste sur l'Internet

L'UNESCO et le gouvernement du Québec, avec le soutien du Gouvernement canadien, ont organisé une conférence internationale de haut niveau intitulée « Internet et la radicalisation des jeunes : prévenir, agir et vivre ensemble » du 30 octobre au 1^{er} novembre. Faisant suite à un tout premier événement organisé par l'UNESCO sur ce thème en juin 2015, cette conférence a réuni dans la ville de Québec (Canada) près de 400 participants. Chercheurs, spécialistes, représentants de la société civile ainsi que responsables gouvernementaux se sont réunis en vue d'identifier des projets novateurs et collaboratifs à l'échelle nationale et internationale permettant non seulement de prévenir mais aussi d'enrayer durablement la radicalisation des

jeunes menant à la violence. S'inscrivant dans le cadre du Programme intergouvernemental information pour tous (PIPT) de l'UNESCO, cet événement a accordé une attention particulière au rôle que l'Internet et les médias jouent dans la radicalisation de la jeunesse.

Lors de la conférence, la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, a insisté sur le fait que la réponse à l'utilisation de l'Internet par les extrémistes exigeait l'engagement d'une citoyenneté digitale, éduquée pour exercer une pensée critique : « Je le considère comme une nouvelle plateforme mondiale de confrontation des idées et de lutte pour les cœurs et les esprits. Les jeunes femmes et hommes doivent posséder un savoir pour s'approprier le patrimoine et la diversité culturels de l'humanité. Ils doivent posséder des compétences pour engager un dialogue à travers la diversité.



**INTERNET ET LA
RADICALISATION
DES JEUNES :
PRÉVENIR, AGIR ET
VIVRE ENSEMBLE**

CONFÉRENCE QUÉBEC-UNESCO
Québec, 30 octobre – 1^{er} novembre 2016
#ConfQcUNESCO

 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

 Programme information pour tous

 Québec

Afin d'identifier des projets novateurs et collaboratifs au niveau national et international, visant non seulement à prévenir mais aussi à enrayer la radicalisation des jeunes menant à la violence, des experts et des représentants gouvernementaux se sont réunis lors de la conférence internationale « Internet et la radicalisation des jeunes : prévenir, agir et vivre ensemble » organisée cette année par l'UNESCO et le gouvernement du Québec.

Pour cela, il faut cultiver le plein potentiel de l'Internet au service de la paix », a-t-elle déclaré.

Les participants ont réaffirmé le potentiel positif des technologies de l'information pour la construction de ponts entre les peuples et pour la diffusion de discours qui contrent les paroles de haine et l'extrémisme violent. Les orateurs ont également proclamé leur engagement à l'égard de la liberté d'expression en ligne et encouragé toutes les parties prenantes à faciliter l'accès à toutes les plateformes d'information et de communication, ainsi qu'à promouvoir des discours qui condamnent la violence et les paroles de haine, tout en encourageant l'inclusion, l'égalité, le dialogue interculturel et la paix.

De nombreux participants ont soutenu que l'Internet n'était pas le problème et que l'on devrait faire plus pour comprendre pourquoi les jeunes cédaient à la propagande et aux messages visant à leur radicalisation. Ils ont également affirmé que la radicalisation des jeunes ne pouvait être maîtrisée que par une approche pluridimensionnelle. Extraire le matériel de haine de l'Internet ne sera jamais suffisant pour enrayer le phénomène de l'extrémisme violent, car quand un site est fermé deux ou trois autres apparaissent le jour suivant. Les jeunes devraient être préparés à contrer les discours de haine en ligne avec des arguments et des faits, et impliqués dans la consolidation de la paix. Quelques participants ont souligné que le chômage et les conditions économiques jouaient un rôle bien plus grand dans la radicalisation des jeunes que la religion et la culture.

Le dernier jour, le Premier ministre du Québec, Philippe Couillard, et la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Christine St-Pierre, ont lancé l'« Appel du Québec » afin d'attirer des soutiens pour une réponse responsable à la radicalisation en ligne.

Restauration d'un document historique des archives de Saint-Domingue (République dominicaine) par un expert du programme espagnol de soutien au développement des archives ibéro-américaines, Iberarchivos. Ce programme a reçu le Prix 2016 UNESCO/Jikji Mémoire du monde pour sa contribution exceptionnelle à la préservation du patrimoine documentaire.

Le Prix UNESCO/Jikji Mémoire du monde 2016 décerné au Programme Iberarchivos

Le Prix UNESCO/Jikji Mémoire du monde 2016 a été décerné au Programme Iberarchivos de soutien au développement des archives ibéro-américaines le 1^{er} septembre. Iberarchivos a été créé en 1998 comme une initiative pour soutenir la coopération et l'intégration au sein des pays ibéro-américains, afin de promouvoir l'accès, l'organisation, la description, la conservation et la diffusion du patrimoine documentaire qui contribue à la consolidation de l'espace culturel ibéro-américain. Il est devenu le principal programme de coopération relatif aux archives dans la région. La cérémonie de cette année a été organisée symboliquement au musée de l'Histoire de l'imprimerie de Cheongju (République de Corée), situé sur le site du temple Heungdeoksa. C'est là que le *Jikji*, premier livre imprimé avec des caractères métalliques mobiles, a été publié en 1377, 78 ans avant la Bible de Gutenberg, témoignant de l'avance technologique de l'impression et de la prospérité de l'édition dans la dynastie Goryeo en Corée.

Le Prix Jikji vise à promouvoir les objectifs du programme Mémoire du monde qui consistent à préserver le patrimoine documentaire mondial pour contribuer au dialogue, au respect mutuel et à l'entente entre les peuples et les sociétés, afin de renforcer la coopération et la paix et garantir l'accessibilité de ce patrimoine commun de l'humanité.







© National Library of Anthropology and History, Madrid Codex, Fol. 254r, Feast Atamalqualtzilli.

Le travail de Fray Bernardino de Sahagún (1499-1590), pionnier de l'anthropologie moderne, constitue l'une des sources historiques les plus renommées sur l'ancien Mexique. Son travail contient le Codex Matritense, manuscrit comportant d'importantes recherches ethnographiques entreprises en Nouvelle Espagne au milieu du XVI^e siècle et le Codex Florentine, manuscrit divisé en deux colonnes de texte en Nahuatl et en espagnol. Ce patrimoine documentaire soumis par le Mexique, l'Italie et l'Espagne a été inscrit au Registre Mémoire du monde en 2015.

■ Protéger le patrimoine documentaire du monde

Le Programme Mémoire du monde s'est beaucoup développé depuis sa création en 1992, grâce à de multiples activités, événements, comités et registres ainsi qu'à l'accumulation de l'expérience opérationnelle. L'adoption par la Conférence générale en 2015 de la Recommandation concernant la préservation et l'accessibilité du patrimoine documentaire, y compris le patrimoine numérique impliquait que les Principes directeurs du programme soient modifiés en conformité avec les dispositions de ce nouvel instrument normatif.

Lors de sa réunion en octobre 2015 à Abu Dhabi (Émirats arabes unis), le Comité consultatif international (CCI) du programme Mémoire du monde a décidé de lancer une révision complète du programme – dont les statuts, les Principes directeurs et le Compagnon du registre. La révision vise à explorer les moyens de renforcer encore le programme en améliorant la visibilité, la mobilisation des ressources, la transparence et le dialogue. La révision a été approuvée par le Conseil exécutif de l'UNESCO à sa réunion d'avril 2016. La révision de Mémoire du monde est effectuée à l'échelle mondiale.

En 2016, un processus de consultation en ligne ouvert et de grande ampleur a été mené sur une période de quatre mois pour impliquer toutes les parties de la structure de Mémoire du monde, y compris le CCI et les sous-comités, les comités nationaux et régionaux ainsi que les quatre ONG en liens étroits avec le programme (ICA, ICOM, IFLA et CCAAA). Ce processus de consultation était également accessible aux États membres de l'UNESCO. La révision devrait être finalisée en 2017.

Pologne

Wroclaw, Capitale mondiale du livre 2016

Le 23 avril (Journée mondiale du livre et du droit d'auteur), la ville polonaise de Wroclaw a été désignée Capitale mondiale du livre 2016 par l'UNESCO, sur les bases d'un programme littéraire novateur, varié et inclusif d'événements publics pour l'année.

Ce titre prestigieux a été transféré à Wroclaw par la ville coréenne d'Incheon. « La capitale mondiale du livre vient de loin. Depuis 16 ans, ce programme visionnaire et noble a été développé régulièrement. Incheon a réussi à combiner l'écriture coutumière ancienne avec les dernières réalisations technologiques. Et maintenant, nous attendons avec impatience le moment du passage du titre de Capitale mondiale du livre 2016 à Wroclaw » a écrit Trasvin Jittidecharak, la présidente du Congrès international de la société des éditeurs, l'une des organisations qui ont nommé la capitale de la Basse Silésie à ce titre prestigieux.

Environ 500 personnes ont assisté à la cérémonie d'ouverture qui s'est déroulée dans la Halle du Centenaire, inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 2006 pour son témoignage précurseur du début de l'architecture et de l'ingénierie des premières années du XX^e siècle. Ce même jour, une édition spéciale de la Nuit européenne de la littérature a été l'occasion d'écouter des célébrités lire Shakespeare à l'occasion du 400^e anniversaire de la mort de l'écrivain ; de rencontrer les écrivains Jo Nesbo, Filip Springer et Mariusz Szczygiel ; de prendre



© Europejska Noc Literaturny

part à l'inauguration du musée Pan Tadeusz ; de marcher au long de Crocodile street avec Tadeusz Boy-Żeleński et Stanisław Lem ; et de profiter de multiples spectacles, concerts, expositions, rencontres avec des auteurs et happenings en l'honneur de l'inauguration.

L'ancienne ville polonaise, qui a été également déclarée Capitale européenne de la culture pour 2016 (première ville à détenir ce double titre) accueillera quelque 1 600 événements jusqu'au 23 avril 2017. On peut citer le projet Bibliopolis – initiative visant à placer des extraits littéraires dans l'espace urbain – le fameux Festival international de poésie SILESIUS, l'arrêt littéraire, des éditions spéciales du Festival international de littérature criminelle et le Festival de littérature enfantine, le « Woodstock littéraire », le Jamboree des clubs de discussion, des sessions de rencontre avec des auteurs avec la participation de dizaines d'auteurs de renom

Lors de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur (23 avril), l'édition spéciale de la Nuit européenne de la littérature a été l'occasion d'écouter des célébrités lire Shakespeare à l'occasion du 400^e anniversaire de sa mort, dans la ville de Wroclaw (Pologne) désignée Capitale mondiale du livre 2016 par l'UNESCO.

international et national, la Convention de science-fiction Polcon 2016, le Festival Bruno Schultz avec le gala d'ouverture du Prix de littérature d'Europe centrale ANGELUS, et la 25^e édition de la Foire des bons livres de Wroclaw.

Le mandat de Wroclaw de Capitale du livre 2016 se terminera une année après son inauguration par le chant de l'Hymne international du livre sur tous les continents. Ce sera le poème de Tadeusz Różewicz, *Les cheveux du poète* (Włosek poety), mis en musique par Jan Kanty Pawluśkiewicz.

Situé sur la côte occidentale du Groenland (Danemark), le site du patrimoine mondial du fjord glacé d'Ilulissat (40 240 ha) est l'embouchure maritime de Sermeq Kujalleq, un des glaciers les plus rapides (19 m par jour) et les plus actifs du monde. Étudié depuis plus de 250 ans, le site a permis d'enrichir notre compréhension du changement climatique et de la glaciologie de la calotte glaciaire.

Le rôle d'observatoires du changement climatique que jouent les sites désignés par l'UNESCO et la façon dont ces sites peuvent soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat et de l'Agenda 2030, grâce à des actions concrètes sur le terrain, furent des sujets essentiels discutés par l'Organisation cette année lors de la COP22 de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC).



CHAPITRE 6

**Une planète,
un océan**

Une planète, un océan

En 2015, pour la première fois, le rôle décisif de l'océan pour la durabilité, la réduction de la pauvreté et le développement humain a été reconnu, au plus haut niveau, comme partie centrale du nouvel Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Accord de Paris sur le climat lors de la COP21. C'est un effet du plaidoyer de l'UNESCO. Cette année, l'UNESCO a entrepris de nombreuses activités pour traduire les engagements internationaux en actions concrètes et a mené une mobilisation intense lors de la conférence COP22 afin de renforcer la sensibilisation et de proposer des solutions aux effets du changement climatique en se fondant sur la science.

■ De l'accord à l'action pour le bien de l'océan

L'océan produit plus de 50 % de l'oxygène du monde. En absorbant plus d'un quart des émissions de carbone produites par l'activité humaine, l'océan est également un régulateur clé du changement climatique. Cependant, l'augmentation des émissions d'oxyde de carbone – qui a pour effet l'acidification de l'océan –, la surexploitation des ressources et la pollution diminuent la capacité qu'a

Ce tweet de l'UNESCO pour la Journée mondiale de l'océan 2016 souligne le rôle vital de l'océan comme régulateur essentiel du changement climatique.



l'écosystème de s'adapter aux changements climatiques d'aujourd'hui et de demain.

Longtemps négligé dans les négociations internationales sur le changement climatique, le rôle de l'océan a été pris en compte pour la première fois à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP21) à Paris. Avec la Plate-forme Océan et climat, le Global Ocean Forum et d'autres partenaires institutionnels, la Commission océanique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO a conduit une forte mobilisation qui a contribué à faire inclure l'océan dans l'Accord de Paris. Tout au long de 2016, la COI de l'UNESCO a mené une série d'actions pour faire avancer les connaissances scientifiques, améliorer la gouvernance de l'océan et mettre en œuvre l'Accord de Paris dans les années à venir.

En mars 2016, la COI-UNESCO et le PHI-UNESCO ont accueilli une réunion conjointe – avec la Global Environment Facility (GEF), les agences partenaires et d'autres parties prenantes – pour le lancement de la 4^e phase de l'« International Waters Learning Exchange and Resource Network » (IW:LEARN, Réseau international d'apprentissage, d'échange et de ressources) et la phase initiale d'une initiative similaire centrée sur les grands écosystèmes marins (GEM). Depuis plus de 20 ans, la COI-UNESCO a promu des approches axées sur les eaux transfrontalières et les GEM pour la conservation marine et côtière ainsi que pour des politiques de développement durable.

Financés par la GEF et soutenus par l'assistance technique de la COI et du PHI, ces projets ont acquis de l'expérience, des connaissances et un vaste réseau de praticiens.

La nouvelle partie de IW:LEARN vise à faire passer les projets de la phase de démonstration à une progression du savoir mondial sur les eaux transfrontalières. La deuxième partie (LME:LEARN) cherche à améliorer la gouvernance mondiale fondée sur l'écosystème des GEM et de leurs côtes, en générant des savoirs, en renforçant les capacités, en impliquant des partenaires publics et privés et en soutenant les apprentissages Sud-Sud et Nord-Sud. Les deux projets seront mis en œuvre par la COI-UNESCO en collaboration étroite avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), entre autres partenaires, durant les prochaines quatre et trois années, respectivement.

En avril, le comité scientifique conjoint du Programme mondial de recherche sur le climat (PMRC) a tenu sa 37^e session à Genève (Suisse). Y furent présentés les avancées les plus notables et les défis les plus grands dans le domaine des sciences du climat, et discutés des rapports sur les récentes activités du PMRC en sciences océaniques, hydrologiques et cryosphériques. Soutenu en partie par la COI-UNESCO, le PMRC a travaillé depuis sa création en 1980 à identifier les caractères prévisibles du climat et les effets des activités humaines sur le climat, et à utiliser ces informations dans une vaste gamme d'applications apportant un bénéfice direct à la société.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Commission
océanographique
intergouvernementale

CÉLÉBREZ LA JOURNÉE MONDIALE DE L'OcéAN 2016

OcéAN SAIN, PLANÈTE SAIN

[VISITEZ UNESCO.ORG/NEW/FR/OCEANS-DAY](http://unesco.org/new/fr/oceans-day)

Étant donné la demande croissante d'informations climatiques régionales, il a été demandé au PMRC au cours de cette session de revitaliser ses activités de recherche pour comprendre en profondeur les processus régionaux. Le comité a mené des discussions sur une proposition de création d'un Conseil consultatif régional du PMRC afin de superviser les activités régionales du programme et de servir d'interface avec les partenaires extérieurs.

En juin, le projet AtlantOS, initiative de grande ampleur d'Horizon 2020 de l'Union européenne en matière de recherche et d'innovation dont la COI fait partie, a tenu sa deuxième réunion à Kiel (Allemagne). L'objectif de ce projet, prévu pour quatre ans, est d'aboutir à un cadre avancé pour le développement d'un Système d'observation de l'océan Atlantique véritablement intégré, capable de s'inscrire dans la durabilité bien au-delà de la durée de vie du projet.

Dans le cadre des activités d'AtlantOS, la COI se concentre sur l'analyse de la pertinence des systèmes d'observation et d'information existants, sur l'amélioration de la préparation des réseaux d'observation et des systèmes de données, sur l'implication des diverses parties prenantes autour de l'Atlantique, et sur le renforcement de la contribution européenne aux systèmes d'observation de l'océan et de la Terre. L'événement a inclus des réunions sur les questions de la biodiversité et de la pêche.

Un peu plus tard ce même mois, la COI-UNESCO et la Plate-forme Océan et climat ont insisté sur le rôle central de l'océan dans le contrôle du climat de la planète lors de la célébration de la Journée mondiale de l'océan au siège de l'Organisation. Six mois avant la conférence climatique (COP22), la Journée mondiale de l'océan a permis de rappeler que l'heure était désormais à la mise en œuvre des engagements pris par les pays signataires de l'Accord de Paris.

Les ministres des Sciences du G7 appellent à une augmentation de l'observation des océans du monde

Les ministres des Sciences et des Technologies du G7, lors d'une réunion en mai pour préparer le sommet du G7 accueilli par le Japon un peu plus tard dans le mois, ont émis le Communiqué Tsukuba proclamant la nécessité d'un renforcement de l'action pour la gestion fondée sur la science, la conservation et l'usage durable des océans, des mers et des ressources marines. Le communiqué appelle tous les pays à apporter leur soutien aux programmes actuels d'observation comme le Système mondial d'observation (GOOS, Global Ocean System) de la COI-UNESCO et à se coordonner avec eux ; à soutenir un système amélioré d'évaluation des océans grâce au mécanisme régulier des Nations Unies ; et à promouvoir une science ouverte ainsi que l'amélioration de l'infrastructure mondiale de partage des données.

Visuel de la COI de l'UNESCO pour célébrer la Journée mondiale de l'océan 2016 et rappeler le rôle crucial de l'océan dans le contrôle du climat de la planète.

Les stars de cinéma s'associent à l'UNESCO pour la protection de l'océan

À l'occasion de la sortie au cinéma du film *L'odyssée* (12 octobre), le metteur en scène Jérôme Salle et les acteurs Lambert Wilson et Pierre Niney ont rejoint la COI de l'UNESCO et la Plate-forme Océan et climat pour sensibiliser le public au besoin urgent de protéger l'océan.

Plus de 200 invités se sont retrouvés au cinéma Publicis à Paris pour assister à la première du film de Jérôme Salle sur le grand explorateur et écologiste français Jacques Cousteau. Le film met en lumière les années les plus productives de Cousteau, insistant sur la façon dont il a cherché à équilibrer ses dilemmes personnels et professionnels avec sa quête d'exploration et de protection de l'océan et de ses ressources. Plus tôt le même jour, Jérôme Salle et Lambert Wilson se sont entretenus avec plus de 280 collégiens de la région parisienne au cours d'une édition dédiée du CAMPUS UNESCO – série de conférences thématiques pour les élèves, en particulier ceux provenant d'écoles publiques défavorisées. L'événement a été organisé conjointement avec la Surfrider Foundation Europe. Cette édition du CAMPUS UNESCO a également inclus la projection du film dans une autre salle parisienne.

Image du nouveau film de Jérôme Salle L'odyssée, sur la vie de l'explorateur et écologiste Jacques Cousteau. À l'occasion de la sortie du film, le metteur en scène et les vedettes du film, Lambert Wilson et Pierre Niney, se sont joints à la COI de l'UNESCO et à la Plate-forme océan et climat pour attirer l'attention sur le besoin urgent de protéger l'océan.

Dans le cadre d'une table ronde intitulée « De l'Accord à l'action », au siège de l'UNESCO, les décideurs politiques, experts, représentants du secteur privé, ONG et associations ont rappelé les menaces qui pèsent sur l'océan – acidification, hausse de la température de l'eau, blanchissement des coraux – et ont demandé une action dans l'urgence. La Journée a été également l'occasion de la signature d'un accord de partenariat de trois ans entre la COI et SUEZ, groupe français spécialisé dans les services et les solutions industrielles pour augmenter et sécuriser les ressources. Ils uniront leurs forces pour la protection des océans à travers des projets spécifiques en matière de recherche scientifique, de coopération internationale, de développement des capacités et de sensibilisation du public. SUEZ est devenu l'un des partenaires clés de la COI dans la mobilisation autour de la Journée mondiale de l'océan et les deux organisations collaborent pour le développement d'un portail Internet

destiné au partage des connaissances et à la promotion de la participation internationale.

En juillet, de nouveaux chiffres alarmants sur l'état de l'océan et des GEM du monde ont été présentés par la COI-UNESCO, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le FEM (Fonds pour l'environnement mondial) à l'Organisation des États américains à Washington D.C, dans le cadre du Programme d'évaluation des eaux transfrontalières (TWAP), projet financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). 60 % des récifs coralliens du monde sont aujourd'hui menacés par des activités locales ; 50 % des réserves de poissons dans les grands écosystèmes marins (GEM) sont surexploitées ; et 64 des 66 GEM ont subi le réchauffement de l'océan ces dernières décennies. Tous ces facteurs conduisent à la détérioration de l'état de santé de l'océan et au déclin de la productivité des ressources, en raison notamment des impacts de la pêche non durable et de la pollution.





Jean-Louis Chaussade, Directeur général de SUEZ (à gauche), et Vladimir Ryabinin, Secrétaire exécutif de la COI, lors de la signature de l'accord de partenariat entre la COI-UNESCO et SUEZ pour la protection de l'océan par le biais de projets spéciaux en matière de recherche scientifique, coopération internationale, développement des capacités et sensibilisation du public.

Une escalade désastreuse des impacts cumulatifs des risques locaux et mondiaux – du tourisme au changement climatique – sur les écosystèmes est prévue avant 2030 et 2050, menaçant des zones marines et côtières qui apportent 28 000 milliards de dollars à l'économie mondiale à travers le poisson pour l'alimentation et le commerce, le tourisme et les loisirs, ainsi que la protection des côtes des inondations et de l'érosion. L'évaluation identifie cependant un potentiel important lié à l'utilisation de la gouvernance intégrée à l'échelle mondiale et régionale pour faire face à ces problèmes et renforcer la capacité des pays à conserver et utiliser durablement les océans, les mers et les ressources marines.

Fin août, plus de 100 délégués ont assisté à un événement parallèle sur le Renforcement des capacités et le transfert des technologies marines organisé conjointement par la COI de l'UNESCO et les missions permanentes de

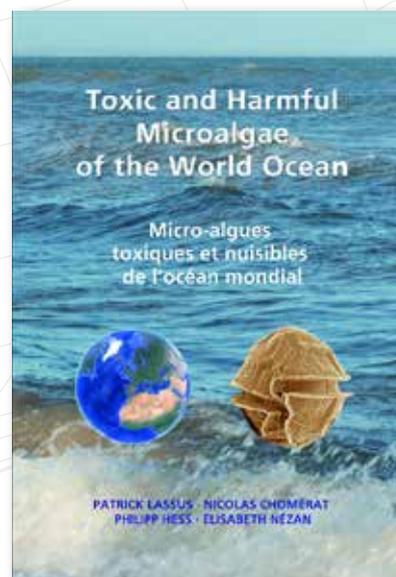
Belgique et des Fidji auprès des Nations Unies. L'événement s'est déroulé dans le cadre de la deuxième réunion du Comité préparatoire sur le développement d'un nouvel instrument international juridiquement contraignant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine dans les zones au-delà des juridictions nationales sous la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS).

Les experts de nombreuses institutions académiques et scientifiques ont démontré la nécessité de mettre en œuvre un nouvel accord sur des sujets variés et transversaux ainsi que d'appliquer les principes généraux pour le transfert de technologie et le renforcement des capacités prévus dans la Convention UNCLOS, afin de publier et de diffuser les résultats des recherches scientifiques marines, de fournir des programmes de formation et des échanges de scientifiques, et d'établir des centres régionaux de science et de technologie marine. L'événement parallèle a également permis de souligner le rôle potentiel de la COI comme centre d'échanges et de facilitation des transferts de technologies marines. L'ODD 14 appelle explicitement les États à utiliser les critères et les directives de la COI sur les transferts de technologies marines

afin de soutenir les efforts de mise en œuvre nationaux. De tels outils pourraient également être utilisés pour soutenir le nouveau cadre d'une gouvernance de la biodiversité marine pour la pleine mer.

En novembre, SE M. Peter Thomsen, Président de la 71^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies a rendu visite à la COI de l'UNESCO pour discuter du rôle central de celle-ci dans la préparation de la prochaine Conférence des Nations Unies sur l'océan à l'appui de la mise en œuvre de l'ODD 14, qui se tiendra au siège des Nations Unies en juin 2017.

La COI de l'UNESCO a souligné le fait que la mise en œuvre de l'ODD 14 devrait être étayée par des solutions de sciences de l'océan, et qu'un mécanisme efficace devait être créé d'urgence pour rallier les gouvernements du monde entier à la réalisation des diverses cibles de l'objectif. M. Thomsen a partagé les détails des principaux axes de travail en cours pour l'organisation de la conférence des Nations Unies.



La COI-UNESCO et la Société nationale pour l'étude des algues nuisibles ont lancé en octobre Microalgues toxiques et nuisibles de l'océan mondial, premier recueil mondial de données sur les efflorescences algales nuisibles, micro-organismes qui appauvrissent les stocks de poissons, détruisent les fermes piscicoles et peuvent être porteurs de maladies allant jusqu'à causer la mort d'êtres humains et de gros animaux marins.



© Beth Watson

Beth Watson (États-Unis d'Amérique) est la gagnante du concours photo de la Journée mondiale de l'océan 2016 avec cette image de mangroves en eau bleue des Îles Rajat Ampat (Indonésie).

Qu'y a-t-il sous la mer ? Cartographier l'intégralité du plancher océanique avant 2030

La cartographie du plancher océanique, ou bathymétrie, est cruciale pour de nombreux acteurs. Les scientifiques marins s'appuient sur des cartes bathymétriques pour planifier des expéditions océaniques et pour gérer efficacement leur temps de recherche et leurs ressources. L'industrie du transport maritime a besoin de cartes bathymétriques de qualité pour garantir des voies de navigation sûres et efficaces. Les autorités de gestion des catastrophes dépendent des cartes bathymétriques pour soutenir les efforts de prévision et de modélisation des tsunamis. Savoir ce qu'il y a sous la mer est primordial, pourtant 85 % du plancher océanique mondial reste non cartographié.

Plus de 150 représentants, scientifiques et partenaires commerciaux des grandes organisations liées à l'océan se sont réunis à Monaco pour adhérer à l'objectif Seafloor 2030 : la cartographie complète du plancher océanique avant 2030. Organisé sous

les auspices de la Carte bathymétrique générale des océans (GEBCO), le Forum sur la future cartographie du plancher océanique (15 au 17 juin) a demandé de partager l'information bathymétrique pour créer une base de données bathymétrique mondiale de référence. Il vise également à donner un meilleur accès aux outils et aux technologies, pour les pays en voie de développement et les pays côtiers en particulier. GEBCO est un projet conjoint de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO et de l'Organisation hydrographique internationale (OHI), et demeure la seule organisation internationale dont le mandat est de cartographier le plancher océanique. Pour atteindre l'objectif Seafloor 2030, il est nécessaire de mettre en place une coopération efficace, d'identifier les données existantes et de cartographier les informations manquantes grâce à de nouvelles propositions scientifiques.

Il a également souligné le rôle crucial que la COI de l'UNESCO peut jouer dans la mobilisation des décideurs politiques autour d'un portefeuille de solutions fondées sur la science. La COI va contribuer à un grand nombre des tables rondes de discussion pendant la conférence de juin, aux côtés des agences internationales partenaires. La COI se concentrera sur des points liés à la pollution marine, sur les impacts de l'acidification de l'océan, sur des approches de gestion fondées sur l'écosystème et sur la contribution de la recherche scientifique marine et du renforcement des capacités comme thème transversal de toutes les cibles de l'ODD 14.

En décembre, trois initiatives majeures (GOOS, OBIS et GEOBON MBON) ont signé un accord de collaboration pour travailler conjointement à un système

mondial océanique soutenu et coordonné d'observation de la biologie marine et des écosystèmes, afin de soutenir les décisions de gestion et de traiter les besoins scientifiques et sociétaux pertinents. Un système mondial coordonné d'observation de l'océan fournirait les informations et les connaissances nécessaires pour informer les progrès vers les cibles de l'ODD 14, vers les cibles de biodiversité d'Aichi de la Convention sur la biodiversité et vers la seconde évaluation des océans du monde, et offrirait des conseils dans les négociations actuelles pour la création d'un nouvel instrument international juridiquement

La COI-UNESCO, à travers sa Sous-commission pour l'Afrique et les États insulaires adjacents, a organisé le Concours 2016 d'essais scientifiques sur l'océan pour sensibiliser les lycéens kényans aux sciences de l'océan.

contraignant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine dans les zones au-delà des juridictions nationales sous la Convention UNCLOS. Les nations individuelles ont besoin d'informations historiques et contemporaines sur la biodiversité océanique pour comprendre le potentiel de leurs propres ressources et aider à préserver ou améliorer la résilience de leurs zones côtières.

Concours 2016 d'essais scientifiques sur l'océan

Le Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est – en collaboration avec la Commission nationale kényane pour l'UNESCO, la Fédération kényane des clubs, centres et associations UNESCO, ainsi que l'Institut de recherche marine et piscicoles du Kenya – a lancé en mai le Concours d'essais scientifiques sur l'océan 2016. Les élèves de 13 à 18 ans devaient soumettre un essai en anglais sur l'un des thèmes suivants : la vie dans les océans ; le changement climatique et les océans ; la nourriture provenant des océans ; la pollution des océans ; et les océans comme moyen de subsistance. Le concours visait à sensibiliser les collégiens et les lycéens kényans aux sciences de l'océan et à les encourager à porter un intérêt à l'océan et aux sciences de la mer.

Plus de 200 essais ont été soumis par 28 écoles. Ils relataient des histoires passionnantes et apportaient des informations utiles. 52 essais ont été sélectionnés pour insertion dans une publication qui sera intitulée L'environnement côtier et marin et les ressources du Kenya (*The Coastal and Marine Environment and Ressources of Kenya*) et qui comprendra à titre d'introduction des informations préparées par des experts sur les cinq thèmes du concours, ainsi que des photographies et des images pertinentes de la côte kényane. La publication sortira en mai 2017.



■ Se préparer aux tsunamis

La COI de l'UNESCO aide les nations à améliorer les procédures opérationnelles standard en matière de tsunamis, grâce à des ateliers de parties prenantes, à des exercices de développement et d'évaluation pour tous les océans et à une coordination scientifique globale dans toutes les régions.

Le Système d'alerte et d'atténuation des tsunamis dans l'océan Pacifique (PTWS) a été créé en 1965 sous les auspices de la COI de l'UNESCO, en réaction au tsunami dévastateur qui avait frappé en 1960 les côtes du Chili et du Japon. Près de 75 % des tsunamis mortels ont lieu dans l'océan Pacifique et les mers adjacentes. Cette année, un exercice régional d'alerte aux tsunamis impliquant 16 pays du Pacifique s'est déroulé du 1^{er} au 5 février. Les participants ont été invités à tester les mécanismes de prévision améliorée du Centre consultatif sur les tsunamis du nord-ouest du Pacifique (NWPTAC) et à donner leur avis. Jusqu'alors, les alertes étaient fondées d'abord sur des données sismiques et sur la détermination rapide de l'épicentre du

tremblement de terre et de sa magnitude, puis par le suivi des indicateurs côtiers du niveau de la mer. Récemment, cependant, la disponibilité des données sismiques et des données sur les niveaux de la mer, les méthodes d'analyse et les communications se sont améliorées de façon significative. Des modèles numériques plus rapides et de meilleure qualité sont maintenant à même de fournir des prévisions bien plus précises des impacts des tsunamis.

Cet exercice à multiples scénarios (PacWave 16) simulait des tsunamis majeurs ayant leur origine dans différentes zones sismiques du Pacifique. Les États membres participants ont choisi un événement source soit distant soit régional qui causerait le plus fort impact sur leur pays. Les mécanismes améliorés du NWPTAC testés au cours de cet exercice consistaient en un message texte initial suivi par d'autres messages textes accompagnés d'éléments graphiques fondés sur des simulations techniques en temps réel. PacWave 16 et un exercice similaire en 2017 sont des phases expérimentales de la transition complète vers les nouveaux mécanismes attendus pour 2018.

La visite de la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, en septembre, du Centre International d'alerte aux tsunamis dans le Pacifique (PTWC) et du Centre international d'information sur les tsunamis (ITIC), deux partenaires essentiels de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, a permis de réaffirmer l'engagement de l'UNESCO pour la coopération avec les États-Unis dans le domaine de l'océan, condition d'une meilleure compréhension des phénomènes naturels et du renforcement des sociétés menacées par les catastrophes naturelles dans le Pacifique. Mme Bokova a également tenu une réunion de travail avec le Dr Kathryn Sullivan, sous-secrétaire américaine au Commerce pour les océans et l'atmosphère, et responsable des Services nationaux de l'administration de l'océan et du climat (NOAA). Elles ont évoqué la coordination dans la gestion océanique et côtière et la mise en œuvre de l'ODD 14 grâce à l'échange de données, la recherche océanique et le renforcement des capacités.

Le 17 mars, un exercice d'alerte rapide aux tsunamis s'est déroulé dans les pays de la mer Caraïbe. L'objectif était d'identifier des éventuelles faiblesses dans le Système d'alerte rapide aux tsunamis et aux autres risques côtiers de la Caraïbe et des régions adjacentes, mis en place en 2005 sous l'égide de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO. Baptisé Caribe Wave 16, l'exercice proposait un double scénario avec un grave tremblement de terre au large de la côte du Venezuela et un autre au large de la côte nord de la République dominicaine. Près de 70 000 personnes ont été impliquées dans cet exercice. Le Venezuela, la République dominicaine, Porto Rico et Panama ont testé leur état de préparation grâce à un exercice d'évacuation d'une partie de leurs populations côtières.

*(À partir de la gauche)
Le Directeur du Centre International d'alerte aux Tsunamis dans le Pacifique, Charles McCreery, la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, et la Directrice du Centre international d'information sur les tsunamis, Laura Kong, lors de la visite de Mme Bokova au Centre International d'alerte aux Tsunamis dans le Pacifique en septembre.*





© COI-UNESCO/Srinivas Kumar

Au cours des cinq derniers siècles, 75 tsunamis ont eu lieu dans les Caraïbes. Qu'ils aient été générés par un tremblement de terre, un glissement de terrain ou qu'ils aient été d'origine volcanique, les tsunamis ont fait plus de 3 500 morts dans la région depuis le milieu du XIX^e siècle. La vulnérabilité de la région à ces risques a augmenté du fait de l'explosion de la croissance démographique et du développement du tourisme dans les zones littorales.

Les 7 et 8 septembre, 24 pays ont pris part à un exercice de simulation d'un tsunami de grande ampleur, organisé sous les auspices de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO. Les procédures standard du Système d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets dans l'océan Indien ont été testées, notamment la communication entre les différents acteurs impliqués. L'exercice (IOWave16) a impliqué

plus de 50 000 personnes et consistait en la simulation d'un tremblement de terre d'une magnitude de 9,2 sur l'échelle de Richter au sud de Sumatra (Indonésie) et d'un séisme d'une magnitude de 9 dans la zone de Makran au sud de l'Iran et du Pakistan. Avec la simulation de vagues traversant l'océan Indien, les deux exercices se sont déroulés en temps réel sur une période d'environ 12 heures.

Dans le cadre de cet exercice, l'Australie, les Comores, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, Maurice, Oman, le Sri Lanka et le Timor Leste ont procédé à des exercices d'évacuation dans les zones côtières. Au Sri Lanka, 14 villages ont été évacués, soit quelque 7 000 participants. À Oman, huit écoles et près de 8 000 élèves ont pris part à des exercices d'évacuation. En Inde, des évacuations ont été menées dans près de 350 villages, impliquant quelque 35 000 personnes. Une évaluation a été menée à la suite de l'exercice, pour

identifier les lacunes et les faiblesses et améliorer le Système d'alerte au tsunami dans l'océan Indien.

Les pays riverains de l'océan Indien avaient appelé de leurs vœux la mise en place d'un Système d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs risques au lendemain de la tragédie de 2004. Le nouveau Système est devenu opérationnel en 2011 grâce au soutien de la COI de l'UNESCO qui continue de coordonner les mécanismes de gouvernance du dispositif.

En septembre, Bucarest (Roumanie) a accueilli la 13^e session du Groupe intergouvernemental de coordination pour le Système d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets dans l'Atlantique nord-est, la Méditerranée et les mers connectées (GIC/NEAMTWS). Ce fut une étape importante dans le développement du NEAMTWS, seul système dans lequel le GIC a décidé que les prestataires de services devraient être accrédités.

Rassemblement d'élèves en août dans la province d'Odisha (Inde) en préparation de l'exercice d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs risques, IOWave16. Les enfants brandissent des bannières en langue Odia, portant des consignes de sécurité sur les façons de protéger les communautés des tsunamis.

WORLD TSUNAMI AWARENESS DAY

WHAT IS A TSUNAMI?

A tsunami is a series of ten or more giant, long ocean waves created by an underwater disturbance such as an earthquake, landslide, volcanic eruption or meteorite



KEY FACTS

In the last 100 years,
58 tsunamis killed more than 260,000 people



Most victims of the 2004 Indian Ocean Tsunami were
women and children



A tsunami can move as fast as a **jet plane** and reach 30 meters high



WHAT CAN WE DO

EDUCATE PEOPLE on tsunami risk



Protect essential infrastructure such as schools and hospitals, roads, harbours, power plants, banking and building structures, **BY RELOCATING THEM AT HIGHER LEVELS** if possible and away from the shore



Have a tsunami **HAZARD MAP** with shelter or safe areas, which can be reached immediately



PROTECT NATURAL BARRIERS – dunes, mangroves and coral reefs



Have an **EARLY WARNING SYSTEM** in place



Maintain and use **INDIGENOUS AND TRADITIONAL KNOWLEDGE** and practices about tsunamis to save lives



WHO IS AT RISK

People living by the sea and in earthquake prone zones



People living in poor quality buildings



Tourists in sea resorts



Fishermen at sea



Fishing communities



Quatre candidats prestataires de services – de France, d'Italie et de Turquie – ont été accrédités pendant la session de cette année. Le groupe a également décidé d'organiser un exercice de tsunami au 4^e trimestre 2017.

La célébration de la première Journée mondiale de sensibilisation aux tsunamis, décidée par les Nations Unies, s'est tenue cette année le 5 novembre sous la coordination du Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNISDR). L'accent de cette première édition était porté sur l'éducation et les exercices d'évacuation. La Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe (à New Delhi) a été le principal événement mondial de la Journée. De nombreux autres activités et événements ont été organisés dans le monde entier.

Avant cette première Journée mondiale de sensibilisation aux tsunamis, la COI de l'UNESCO a remis un Certificat de reconnaissance de la préparation aux tsunamis à Saint-Kitts-et-Nevis, pour sa conformité avec toutes les directives internationales de réduction des risques de tsunami. Le pays a rejoint les 51 autres communautés côtières des Caraïbes reconnues « prêtes aux tsunamis ». C'est la première communauté à recevoir cette distinction dans le cadre du projet pilote Prêt aux tsunamis CARIBE EWS, conçu sur le modèle américain du programme TsunamiReady® pour Porto Rico et les Îles Vierges des États-Unis, et d'un projet conjoint antérieur TsunamiReady piloté par la COI de l'UNESCO et l'Administration océanique et atmosphérique nationale américaine (NOAA).

Infographie pour la première célébration de la Journée mondiale de sensibilisation aux tsunamis désignée par les Nations Unies, cette année le 5 novembre, et axée spécialement sur l'éducation et les exercices d'évacuation. La Journée était coordonnée par le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNISDR).

facebook.com / UNISDR
twitter.com / UNISDR

To know more about the World Tsunami Awareness Day
www.unisdr.org/2016/tsunamiday/
#TsunamiDay2016



UNISDR

In support of the Sendai Framework for
Disaster Risk Reduction 2015 - 2030

WORLD
TSUNAMI
AWARENESS
DAY
5 NOVEMBER
2016



Changeons les esprits, PAS le Climat

■ L'UNESCO à la COP22

Du 7 au 18 novembre la 22^e Conférence des parties (COP22) à la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) à Marrakech (Maroc) a examiné les initiatives et les solutions possibles pour mettre en œuvre l'important Accord de Paris. En préparation de la conférence, la COI de l'UNESCO s'est attachée à mobiliser les gouvernements, la société civile et la communauté scientifique autour d'initiatives majeures pour porter les questions de l'océan à l'ordre du jour climat de la COP22.

La Journée d'action pour l'océan (12 novembre) a été l'événement parallèle phare pour les questions d'océan et de climat à la COP22. Les discours d'ouverture de SAR la Princesse Lalla Hasna du Maroc, de SAS le Prince Albert de Monaco, de la ministre française de l'Environnement et de la Mer, Ségolène Royal, et du Commissaire européen pour l'Environnement, les affaires maritimes et la pêche, Karmenu Vella, ont donné beaucoup d'éclat à la journée et attiré une très forte attention parmi les gouvernements et les délégations d'observateurs. Cet événement parallèle a présenté la manière dont le monde fait face aux impacts du changement climatique sur les océans, les mers et les contextes insulaires et côtiers. Il fut également l'occasion d'annoncer de nouvelles initiatives dans ce sens.

Au premier rang de ces initiatives se trouve la Feuille de route stratégique pour l'action sur l'océan et le climat : 2016 à 2021, qui établit

un plan d'action pour toute la communauté de l'océan et du climat pour les cinq prochaines années, traitant des sujets d'inquiétude majeurs comme la garantie que le financement du climat soit dirigé vers des solutions d'atténuation, d'adaptation et de renforcement des capacités fondées sur l'océan. La COI de l'UNESCO a participé activement à la consultation et au processus de préparation qui a mené à la publication de la feuille de route, en particulier en termes de renforcement des capacités, de sciences de l'océan et d'observation.

La COI de l'UNESCO a également coorganisé un certain nombre d'événements parallèles pour discuter avec un maximum d'acteurs des questions d'océan et de climat, en particulier

un événement parallèle le 9 novembre avec UN-Océans, mécanisme de coordination impliquant toutes les agences des Nations Unies travaillant à des questions en relation avec l'océan – et le Forum Océan et climat le 11 novembre, organisé conjointement avec la Plate-forme Océan et climat et le Global Ocean Forum. Les événements ont été l'occasion pour la COI de l'UNESCO d'insister sur le besoin d'une meilleure communication entre les scientifiques et les décideurs politiques.

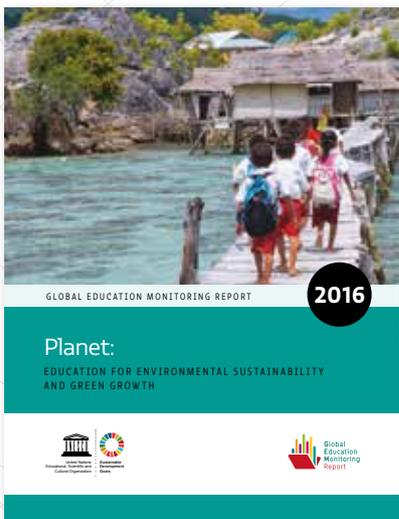
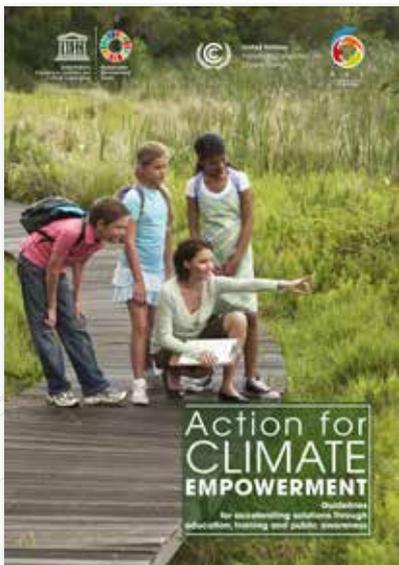
Passer de la science des océans à une action efficace pour le climat fut le thème commun de plusieurs événements parallèles organisés conjointement par la COI de l'UNESCO et des gouvernements et des institutions scientifiques.

Les femmes de Zanzibar (Tanzanie) récoltent des algues pour produire du savon, des cosmétiques et des médicaments. La mortalité des algues augmente à cause de l'élévation de la température de l'eau, conséquence du changement climatique. Traduire la science de l'océan en actions efficaces a été un thème commun à plusieurs événements parallèles organisés conjointement par la COI-UNESCO à la COP22.

© Shutterstock/Sander Meertins Photography



À la COP22, une copublication de l'UNESCO et de la CCNUCC, Action for Climate Empowerment: Guidelines for Accelerating Solutions through Education, Training and Public Awareness (L'Action pour l'autonomisation face au climat : Directives pour des solutions proactive grâce à l'éducation, la formation et la sensibilisation), dérivée du Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM) de l'UNESCO, PLANET: Education for Environmental Sustainability and Green Growth (PLANÈTE : L'éducation au service de la durabilité environnementale et d'une croissance verte), a été lancée le 14 novembre, journée thématique sur l'éducation.



La COI a participé à trois événements parallèles organisés par le Laboratoire marin de Plymouth et l'Institut national égyptien d'océanographie et de pêche, aidant à fournir une perspective intégrée et mise à jour sur les projections des effets du changement climatique sur la nature et les êtres humains, dont des sujets brûlants comme le réchauffement de l'océan, l'acidification, la désoxygénation

et le relèvement du niveau de la mer. Ces événements visaient également à communiquer des données extrêmement techniques en messages destinés aux négociateurs du climat et aux décideurs politiques.

La promesse de solutions existantes au changement climatique a peut-être été le point le plus visible au Pavillon UNESCO le 10 novembre, lors d'un événement spécial sur le carbone bleu – carbone capturé par l'océan et les écosystèmes côtiers comme les herbiers marins, les mangroves et les marais salants. Organisé par l'Initiative carbone bleu – partenariat entre la COI, Conservation International et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) – cet événement parallèle a démontré comment, avec des mécanismes de financement appropriés, le carbone bleu peut limiter la perte des écosystèmes côtiers et stimuler leur rétablissement.

L'axe final de la stratégie de mobilisation de la COI de l'UNESCO pour la COP22 tournait autour de l'engagement des partenaires du secteur privé. La COI a notamment participé à un événement parallèle intitulé « L'océan et

le climat : passer de l'accord à l'action », organisé par la société environnementale française SUEZ. Jean-Louis Chaussade, Directeur général de SUEZ, a placé les impacts de la pollution par les plastiques en avant et au centre de son discours d'ouverture, exprimant son inquiétude que « d'ici 2030, nous risquons d'avoir autant de microplastiques que de poissons dans l'océan ».

D'autres journées thématiques ont été organisées pendant la COP22 au Pavillon UNESCO dans la zone de la société civile de la conférence, dans le but d'aider les États membres – grâce à l'expertise pluridisciplinaire de l'UNESCO et à sa sensibilisation dans le domaine de l'éducation sur le changement climatique, en science, en culture et en communication – à mobiliser les efforts pour une plus forte prise de conscience du changement climatique et pour l'action.

Plus de 400 millions de membres des populations autochtones vivent dans des territoires particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique. Ils font appel à leurs connaissances très poussées, acquises par l'expérience au fil des générations, pour observer les changements climatiques et y réagir activement. Le 7 novembre, le Pavillon de

L'UNESCO cherche à introduire une vision morale dans la lutte contre le changement climatique par une déclaration globale

En ligne avec son rôle de chef de file de la promotion de l'éthique de la science dans le monde, l'UNESCO a demandé à 24 experts de l'environnement du monde entier d'écrire une première version d'un avant-projet de déclaration sur les principes éthiques en relation avec le changement climatique, dans l'espoir d'inspirer les gouvernements, le monde des affaires et les individus à réduire leur empreinte carbone. L'UNESCO espère qu'un texte final étayera en 2017 les engagements de lutte contre le changement climatique des quelque 195 pays de l'Accord de Paris.

Les experts nommés par la Directrice générale de l'UNESCO se sont réunis en septembre à Rabat, la capitale du Maroc, à l'invitation du Royaume du Maroc, pour produire cet avant-projet. Ce groupe compte des spécialistes de la science du climat, de la biologie, des sciences de l'environnement, du droit de l'environnement, de l'océanographie, de la météorologie, de l'économie, de la philosophie et de l'éthique. Parmi ces experts, certains ont fait partie du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui a reçu le Prix Nobel de la paix en 2007. L'UNESCO espère adopter une déclaration finale en novembre 2017.



La Sous-directrice générale pour les sciences naturelles, Flavia Schlegel, inaugure le Pavillon de l'UNESCO à la COP22 avec une journée de sessions thématiques sur les populations autochtones et le changement climatique, le 7 novembre.

l'UNESCO a accueilli une série de discussions sur les solutions que les savoirs autochtones peuvent apporter dans la lutte contre le changement climatique et sur les moyens de soutenir les communautés locales et autochtones particulièrement vulnérables. Les représentants des communautés autochtones ont présenté les principales conclusions de la Conférence internationale organisée par l'UNESCO et le Centre national pour la recherche scientifique (CNRS, France) quelques jours avant la COP22, pour soutenir les efforts internationaux visant à la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat.

L'UNESCO a profité de cette occasion pour souligner combien la collaboration entre les détenteurs des savoirs autochtones et la recherche scientifique conventionnelle pouvait générer de nouvelles connaissances qui permettront une action efficace pour faire face au changement climatique. Il convient de mieux

appréhender les similitudes et les différences entre les différents systèmes de connaissances afin de faciliter cette collaboration. Ainsi, les événements extrêmes sont mesurés par les nomades samis en termes de conséquences, alors que le climatologue évalue plutôt l'intensité. Une série de vagues de chaleur et de froid de faible intensité, provoquant à la formation d'une croûte de glace sur la neige qui empêche les rennes d'accéder à leur nourriture, sera enregistrée comme un événement extrême par les Samis mais pas par les climatologues.

Au fil des générations, les peuples autochtones ont modifié et préservé la plupart des régions « sauvages » du monde. La gestion des incendies, la foresterie communautaire et les pratiques d'amélioration des sols ont façonné les paysages à travers le monde. Ces pratiques traditionnelles sont susceptibles d'améliorer les puits de carbone, offrant en retour des avantages aux communautés, et

elles fournissent également des outils pour la gestion durable de la nature. Cependant, la mise en place des moyens adéquats pour prendre en compte les savoirs autochtones au niveau intergouvernemental demeure un défi.

Le lendemain, la session sur les sites désignés par l'UNESCO comme observatoires du changement climatique a examiné comment ces sites pouvaient soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat et de l'Agenda 2030, à travers des actions concrètes sur le terrain. Elle a exploré comment les sites du patrimoine mondial, les réserves de biosphère et les géoparc travaillaient de façon novatrice et testaient le suivi, l'atténuation et l'adaptation climatique, tout en renforçant la sensibilisation sur l'impact du changement climatique sur les sociétés humaines, sur la diversité culturelle, sur la biodiversité, sur les services des écosystèmes et sur le patrimoine naturel et culturel du monde.

Indigenous land management provides more than resilience for a community coping with a changing climate; it provides tools for the sustainable management of nature



Tweet de l'UNESCO pendant la COP22 pour sensibiliser au rôle des savoirs autochtones dans l'observation du changement climatique et dans la réponse à ce phénomène.

Une journée entière, le 9 novembre, a été consacrée pour la première fois à l'eau et au changement climatique. Une attention spéciale a été portée à l'utilisation des nouvelles technologies pour faire face aux impacts du changement climatique sur les ressources en eau. Le premier système d'observation mondial des précipitations en temps réel et en « crowd-sourcing » (approvisionnement par les usagers), l'application IRain, a été lancé, et une session s'est penchée sur la plate-forme d'experts en logiciels sur l'hydrologie de l'UNESCO, l'initiative HOPE.

Deux sessions sur la réduction des risques de catastrophes et le changement climatique, visant à exposer les initiatives concrètes, les acquisitions et les thèmes à traiter ont été organisées le 10 novembre. La première session a examiné comment la science et la technologie pouvaient maximiser leur impact sur la réduction des risques de catastrophes et sur les pertes, ainsi que sur l'adaptation au changement climatique dans le contexte d'une procédure

politique harmonisée. La seconde session a exploré les moyens de renforcer le potentiel de plus de 2 000 sites et zones protégées de l'UNESCO pour assurer la conservation des sites face aux risques naturels.

Une journée thématique sur les Petits États insulaires en développement (PEID), le 12 novembre, a porté une attention particulière à l'état de préparation et à la réaction des PEID aux catastrophes naturelles, grâce à la lutte contre le changement climatique et environnemental par une approche participative et pluridisciplinaire.

À la COP22, le 14 novembre a été désigné comme la journée thématique pour l'éducation, et plusieurs événements soutenus par l'UNESCO s'y sont déroulés. Le sommet sur le climat a permis de s'assurer que l'Accord de Paris, en particulier son article 12 sur l'éducation pour le développement durable, était mis en pratique.

« Ancrer la durabilité commence sur les bancs de l'école », a affirmé la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, lors

d'un panel de haut niveau organisé dans le cadre de la journée. « Pour la première fois, nous avons un objectif autonome convenu sur le plan international qui fait spécifiquement référence à l'éducation en vue du développement durable dans sa cible 4.7. Cet objectif ne met pas seulement l'accent sur la scolarisation de tous les enfants, mais aussi sur ce qu'ils apprennent – sur les aptitudes et les compétences pour la citoyenneté mondiale et le développement durable ». Les intervenants à la manifestation parallèle intitulée « L'éducation – Un moteur pour intensifier l'action en faveur du climat » comprenaient Mme Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), SAR la Princesse Lalla Hasnaa du Maroc, Présidente de la Fondation Mohamed VI pour la protection de l'environnement, et le ministre de l'éducation nationale et de la Formation professionnelle du Maroc, M. Rachid Benmokhtar Benabdellah.

Koweït

Programme de la société du gros arbre

Pour la quatrième année, le Programme de la société du gros arbre (BTS) a été déployé avec succès au Koweït par le Bureau de l'UNESCO à Doha, la Boubyan Bank et la Commission nationale koweïtienne pour l'UNESCO. BTS a encouragé les étudiants à concevoir des projets écologiques et à diffuser la conscience environnementale dans plus de 300 écoles du pays – soit plus de 30 % des écoles. Les projets incluent des jardins scolaires, le compostage des restes de la nourriture du déjeuner des élèves, la conservation de la vie marine, des fermes piscicoles et

des installations photovoltaïques. BTS a également contribué à établir des relations avec les instances gouvernementales et les institutions d'éducation afin d'améliorer la prise de conscience environnementale dans les programmes scolaires.

Le 25 avril, à la cérémonie de remise des prix 2016 du Programme de la société du gros arbre, 30 écoles ont reçu des récompenses et la reconnaissance spéciale pour leur travail exceptionnel pendant l'année scolaire 2015-2016. L'école primaire pour garçons Mollah Suleiman Mohamed a gagné le premier prix du concours 2016 pour ses activités de conservation de la vie marine. Un local spécial pour le projet a été réservé dans l'école pour impliquer tous les élèves et tous les professeurs. Le lieu comprend une

exposition de la vie marine au Koweït, une salle de lecture et d'activités, et une salle de pisciculture. Tous les espaces sont bâtis en matériaux recyclés et fonctionnent grâce à des panneaux photovoltaïques. Les échantillons de poissons et de crevettes ont été fournis par le Centre scientifique du Koweït et les bassins ont été construits par les élèves avec leurs enseignants. L'école a réussi à élever plusieurs espèces de poissons et vend le surplus pour aider à financer le projet de l'année suivante.

La Directrice du Bureau de l'UNESCO à Doha, Anna Paolini (à l'arrière, 7^e à partir de la gauche) rencontre les élèves et les enseignants de l'école primaire Mollah Suleiman Mohamed qui a gagné le premier prix du concours 2016 de la Société du gros arbre pour ses activités de conservation de la vie marine.

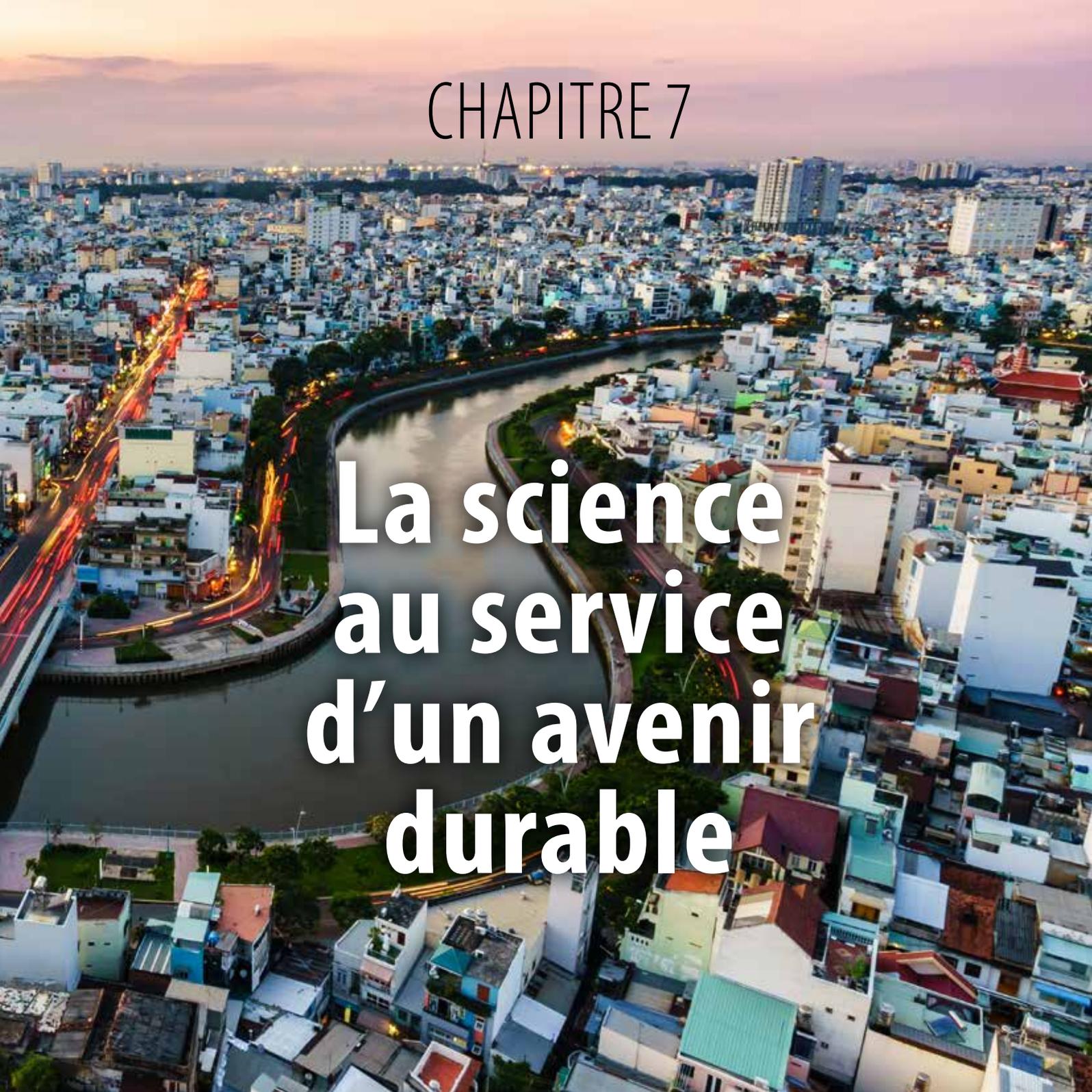


An aerial photograph of Ho Chi Minh City, Vietnam, taken at dusk. The city is densely packed with buildings of various heights and colors. A wide river flows through the center of the city, reflecting the warm light of the setting sun. A multi-lane highway with a bridge crosses the river. The sky is a mix of orange, yellow, and blue, indicating the time is either early morning or late evening. The overall scene depicts a bustling, modern urban environment.

Ho Chi Minh-Ville (Viet Nam) est devenue le centre d'une zone urbaine de 19 millions d'habitants, population qui croît d'environ 3 % par an. Le cas de cette mégapole vietnamienne est l'un de ceux présentés dans le nouvel ouvrage Eau, mégapoles et changement mondial, publié conjointement par l'UNESCO et ARCEAU-IdF et lancé à la conférence Habitat III. Les mégapoles ont en partage les mêmes défis de gestion durable de l'eau, aussi l'UNESCO crée un réseau mondial pour qu'elles puissent travailler ensemble à des solutions pour l'adaptation au changement climatique et à la réalisation de l'ODD 6 sur l'accès universel à l'eau et à l'assainissement.

CHAPITRE 7

**La science
au service
d'un avenir
durable**



Les sciences au service d'un avenir durable

La science est un bien public qui devrait être mieux valorisé et utilisé par les décideurs – à tous les niveaux – dans le but de réaliser les Objectifs de développement durables de 2030 établis par les Nations Unies. Cette année, l'UNESCO n'a eu de cesse de travailler en ce sens en émettant des recommandations majeures au niveau mondial ; en mettant en place une coopération scientifique internationale constructive ; en facilitant le partage des connaissances dans le monde ; et en sonnant l'alarme sur le caractère essentiel du rôle de l'eau pour la croissance, la création d'emplois et la durabilité des villes d'aujourd'hui et de demain.

■ La pierre angulaire du développement durable

Près de 25 ans se sont écoulés entre les premiers avertissements de la communauté scientifique à propos du changement climatique et l'adoption, en décembre 2015, de la Déclaration de Paris sur ce thème.

« Les décisions sont souvent prises sur la base d'intérêts économiques et politiques à court

terme, plutôt que sur la base des intérêts à long terme des populations et de la planète », ont déclaré les membres du Conseil consultatif scientifique du Secrétaire général des Nations Unies en 2016. Ils plaident pour que la science pèse davantage dans les décisions politiques.

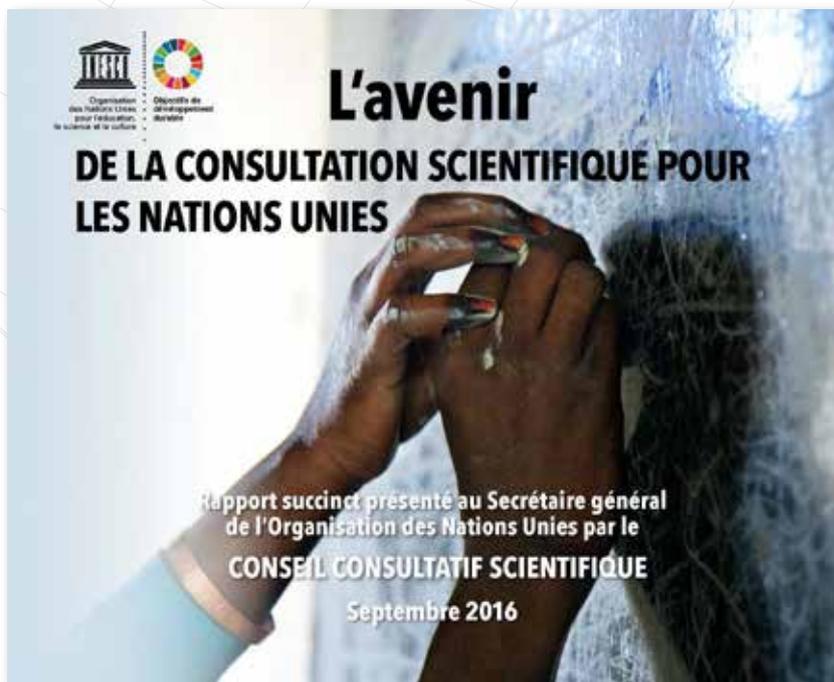
Cette déclaration fait partie d'un rapport des Nations Unies intitulé *L'avenir de la consultation scientifique pour les Nations Unies, Rapport succinct présenté au Secrétaire général de*

l'Organisation des Nations Unies par le Comité consultatif scientifique, présenté au Secrétaire général, Ban Ki-moon, par Irina Bokova, en compagnie de membres du Comité consultatif scientifique le 18 septembre au siège des Nations Unies à New York.

Le rapport rassemble les conclusions de ce comité créé en 2014 pour formuler des recommandations en matière de science, de technologie et d'innovation (STI) afin d'éclairer le travail et les décisions des Nations Unies. L'UNESCO en assure le secrétariat.

Le rapport appelle tous les pays à investir davantage dans les STI qui peuvent être des facteurs décisifs dans presque tous les grands défis de la planète et ont un rôle clé à jouer dans la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD). À titre d'exemple, le rapport note que les scientifiques et les ingénieurs ont amélioré l'efficacité des panneaux solaires et des turbines éoliennes beaucoup plus vite que ce qui avait été prévu, faisant naître l'espoir que le monde puisse être capable de réduire sa dépendance vis-à-vis des énergies fossiles.

L'avenir de la consultation scientifique pour les Nations Unies, Rapport succinct présenté au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Comité consultatif scientifique, présenté au Secrétaire général, Ban Ki-moon, par Irina Bokova, en compagnie de membres du Comité consultatif scientifique, le 18 septembre au siège des Nations Unies à New York.



Pourtant, 12 pays seulement consacrent aujourd'hui plus de 2,5 % de leur produit intérieur brut (PIB) à la recherche et au développement. Les auteurs du rapport considèrent que c'est loin d'être à la hauteur des enjeux et appellent les pays, même les plus pauvres, à investir au moins 1 % de leur PIB dans la recherche, et les pays les plus industrialisés au moins 3 %. Cet effort doit également viser à un renforcement de l'enseignement des sciences, en particulier dans les pays en développement, et à un meilleur accès des filles à cet enseignement.

Le rapport établit également que bien que les Nations Unies ne puissent apporter des solutions à tous les grands défis de la planète, elles sont les mieux placées pour fixer un cap à l'échelle internationale. « Le monde a certainement le droit d'attendre et même de demander que l'Organisation fournisse ce qu'aucune institution ne peut fournir : définir des priorités mondiales, promouvoir et coordonner la recherche et l'action pour résoudre les problèmes les plus complexes, permettre l'utilisation efficace des données à travers le monde ». En illustration de ce propos, le rapport note que l'Organisation des Nations Unies, avec ses agences, peut faciliter la collecte de différents types de données en veillant à leur qualité et à leur accès. Les membres du conseil consultatif appellent également de leurs vœux des projets de collaboration internationale dans ce domaine.

Le Comité consultatif scientifique avait auparavant tenu sa cinquième réunion à Trieste (Italie) les 24 et 25 mai, afin d'apporter des perspectives et des recommandations sur le rôle crucial de la science dans la réalisation des ODD et de préparer le rapport des Nations Unies.

© UNESCO/Subbadra Venkatesan



Cette réunion s'est concentrée sur le changement climatique et les risques liés au climat, sur la science et les savoirs locaux et autochtones comme facteurs de développement durable, sur la sécurité alimentaire et la santé. Ce fut également l'opportunité de lancer un processus de réflexion sur les mécanismes de consultation scientifique du système des Nations Unies.

Environ 60 jeunes ont présenté leurs projets scientifiques au Centre des expositions d'Addis-Abeba (Éthiopie) lors de la Journée mondiale 2016 de la science au service de la paix et du développement. C'était l'une des activités organisées conjointement par l'ONG éthiopienne STEM Synergy avec la Commission nationale éthiopienne pour l'UNESCO, le ministère éthiopien de l'Éducation, le Bureau de l'UNESCO à Addis-Abeba, l'Union africaine et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA).

■ Améliorer le partage des connaissances et la coopération scientifique

Tout au long de l'année 2016, l'UNESCO a continué d'insister sur le rôle central de la science dans nos vies quotidiennes et sur les besoins aigus de partager les connaissances et de renforcer la coopération scientifique.

L'UNESCO a encore une fois souligné l'importance de la science pour le développement durable et le rôle décisif que les institutions scientifiques jouent en partageant les connaissances et en autonomisant les populations, lors de la célébration de la Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement le 10 novembre. Le thème de cette année était « Célébrons les centres et musées scientifiques ».

Une conférence intitulée « Découvrez votre monde – Célébrez les centres et les musées scientifiques à travers le monde », au siège de l'UNESCO, a illustré le besoin de renforcer la confiance entre la science et la société, et de reconnaître que la science est un bien public.

L'événement était organisé en collaboration avec l'Association des Centres de sciences et de technologie (ASTC) et le Conseil international des musées (ICOM) avec leurs réseaux régionaux. Un campus UNESCO sur le thème « La recherche scientifique aujourd'hui » a connu un grand succès et attiré plus de 200 lycéens.

Le projet PERFORM (*Participatory Engagement with Scientific and Technological Research through Performance* : Engagement participatif avec la recherche scientifique et technologique grâce au spectacle) a été présenté aux délégations permanentes auprès de l'UNESCO. PERFORM est un projet financé par l'Union européenne et géré par l'UNESCO, qui vise à étudier le potentiel des méthodes innovantes d'enseignement des sciences fondées sur les arts du spectacle. Le but est de favoriser la motivation et l'engagement des jeunes élèves pour les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STIM) dans des écoles sélectionnées en Espagne, en France et au Royaume-Uni. Lors de la Journée mondiale de la science, 80 élèves ont assisté à trois spectacles PERFORM.

L'UNESCO, avec l'ASTC et l'ICOM et leurs réseaux régionaux, a organisé des événements dans des centres et des musées scientifiques du monde entier. Cela a marqué la première célébration conjointe de la Journée mondiale de la science avec un réseau de musées et de centres scientifiques. Ils célébreront dorénavant chaque année le 10 novembre ensemble autour d'un thème commun.

En 2016, l'UNESCO a également pris part à plusieurs événements très importants visant à construire des réseaux robustes de coopération scientifique et à partager des connaissances, afin de mieux aider tous les pays à contribuer à l'Agenda 2030 pour le développement durable.

L'Amérique latine et les Caraïbes ont avancé dans la consolidation d'un agenda commun en faveur du développement durable. Du 6 au 9 septembre, Montevideo (Uruguay) a accueilli le premier Forum scientifique ouvert de l'Amérique latine et des Caraïbes (CILAC), élaboré dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'objectif du CILAC était de créer une plate-forme intégrée pour les (STI) dans le but de réaliser les ODD, en particulier ceux qui visent la faim « zéro » (ODD 2), la bonne santé et le bien-être (ODD 3) ainsi que la lutte contre les changements climatiques (ODD 13).

Le forum a accueilli quelque 1 500 participants – provenant de gouvernements, d'universités, d'organisations multilatérales, du secteur privé, d'ONG et de la société civile – et 230 intervenants internationaux. Il s'est avéré être une occasion sans précédent dans la région pour échanger des idées et des bonnes pratiques autour de mécanismes visant à améliorer la recherche scientifique, les politiques scientifiques et l'inclusion sociale, ainsi que des stratégies pour approfondir la citoyenneté scientifique et la popularisation de la science, établir des



Mme Linda Conlon, Présidente de l'Association des centres de science et de technologie, et M. Getachew Engida, Directeur général adjoint de l'UNESCO, lors de la cérémonie d'ouverture de la célébration de la Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement au siège de l'UNESCO, le 10 novembre.

United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединённых Наций по
образованию, науке и культуре

منظمة الأمم المتحدة
للثقافة والعلم والتعليم

联合国教育、
科学及文化组织

**10
NOV
2016**

DÉCOUVREZ VOTRE MONDE

CÉLÉBRER LES
CENTRES SCIENTIFIQUES
ET LES MUSÉES
DE SCIENCES

JOURNÉE MONDIALE DE LA SCIENCE

AU SERVICE DE LA PAIX ET DU DÉVELOPPEMENT

WORLD SCIENCE DAY FOR PEACE AND DEVELOPMENT
DÍA MUNDIAL DE LA CIENCIA PARA LA PAZ Y EL DESARROLLO
اليوم العالمي للعلوم من أجل السلام والتنمية
Всемирный день науки за мир и развитие
争取和平与发展世界科学日

ICOM
ASTC
ASSOCIATION OF
SCIENTISTECHNOLOGY
CENTRES
Avec ASBAC, Escala,
NAMSA, NCSM India,
RedPOP et SAASTEC

Affiche de promotion de la Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement pour 2016.

Les instituts et les centres de catégorie 2 sous les auspices de l'UNESCO offrent une contribution unique et précieuse à la mise en œuvre du programme de l'Organisation, grâce au renforcement des capacités, au partage des connaissances, à la recherche théorique et expérimentale, et à la formation avancée.

La Première réunion de coordination des centres de l'UNESCO liés aux sciences exactes et naturelles s'est ouverte le 16 mai à Beijing (République populaire de Chine), afin de discuter des meilleures manières de contribuer à la mise en œuvre de l'Agenda de développement durable à l'horizon 2030 et de renforcer la coopération.

Lidia Brito, Directrice du Bureau de l'UNESCO à Montevideo, accueille des femmes chercheuses et scientifiques à un petit-déjeuner informel pour une discussion sur les liens entre le genre et la science, événement parallèle du premier Forum scientifique ouvert de l'Amérique latine et des Caraïbes (CILAC) qui s'est tenu en septembre à Montevideo (Uruguay).



© Bureau de l'UNESCO à Montevideo

liens entre l'université et le secteur privé, et le rôle de la science dans l'innovation en entreprise. Lors d'un petit-déjeuner informel, des jeunes femmes scientifiques ont rencontré des chercheuses renommées pour une réflexion commune sur les liens entre genre et science.

Le forum fut également une occasion unique d'établir les fondations d'une coopération dans les domaines de la science, de la technologie, de l'innovation, de l'éducation et de la recherche. Il reste à consolider ce nouveau réseau pour un ordre du jour cohérent de STI qui sera évalué plus avant lors des CILAC de 2018 et 2020.

L'UNESCO dispose d'un réseau de 65 centres associés dans les domaines de l'eau, de l'énergie renouvelable, des politiques scientifiques, de la biotechnologie, de l'écologie et des géosciences, des sciences fondamentales et de la télédétection. 44 de ces centres étaient représentés à cette première réunion, en compagnie de 4 filiales de l'UNESCO : le Centre international Abdus Salam de physique théorique (CIPT), l'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation, le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP) et l'Académie mondiale des sciences pour le monde en développement (TWAS).

Pendant trois jours, les représentants des centres UNESCO ont réfléchi ensemble à l'identification des différentes façons d'améliorer le partage de l'information et l'efficacité, ainsi qu'à l'augmentation de leur capacité de conduire des projets communs. Ils ont également cherché les moyens d'accroître leurs efforts en vue d'aider les États membres à mettre en œuvre l'Agenda 2030. La réunion s'est tenue à l'invitation de l'Académie chinoise d'ingénierie et de l'Académie chinoise des sciences, et

L'UNESCO reçoit le Prix de la diplomatie scientifique 2016

Le Département sud-africain des sciences et des technologies a remis le Prix de la diplomatie scientifique à l'UNESCO en reconnaissance de son travail visant à encourager les partenariats et la collaboration internationale entre les nations dans le domaine des STI. Le prix a été remis le 9 décembre par S.E Naledi Pandor, ministre sud-africain des Sciences et des Technologies, à Pretoria, lors du Forum des sciences d'Afrique du Sud, réunion internationale de deux jours dont l'objectif était de créer une plate-forme pour le dialogue sur le rôle des STI au niveau national et international.

était organisée conjointement par deux centres de catégorie 2 de l'UNESCO, le Centre international de connaissances pour les sciences et technologies de l'ingénieur (IKCEST) et le Centre international sur les technologies spatiales au profit du patrimoine naturel et culturel (HIST), avec le soutien de la Commission nationale chinoise pour l'UNESCO et de la délégation permanente de la Chine à l'UNESCO.

■ Les réserves de biosphère et les géoparc : des laboratoires pour la réalisation des ODD

Les réserves de biosphère sont des sites d'importance mondiale pour la diversité à la fois biologique et culturelle, et représentent la gamme presque complète des écosystèmes de la planète. Ce sont des zones qui promeuvent des solutions novatrices aux questions de conservation, d'écologie et de développement durable, et elles sont organisées comme telles par le programme de l'UNESCO l'Homme et la biosphère (MAB). Elles sont actuellement au nombre de 669, dans 120 pays.

Le 4^e Congrès mondial des réserves de biosphère s'est clos le 17 mars dans la capitale péruvienne avec l'adoption de la Déclaration de Lima et d'un Plan d'action de 10 ans pour le programme MAB de l'UNESCO et son Réseau mondial de réserves de biosphère. La Déclaration de Lima promeut les synergies entre les réserves de biosphère, les ODD et l'Accord sur le changement climatique adopté à Paris.

Cette feuille de route recommande « un rôle plus large et plus actif » pour les communautés locales dans la gestion des réserves de biosphère ainsi que l'établissement de « nouveaux partenariats entre la science et la politique, entre la gouvernance nationale et la gouvernance locale, et entre les acteurs publics et privés ». Il demande également une plus grande implication des organisations et groupes citoyens, en particulier des communautés autochtones et des jeunes. La Déclaration de Lima insiste à nouveau sur l'engagement « à identifier et désigner une réserve de biosphère dans chaque État qui n'en a pas encore créé ».

Pendant quatre jours, une vingtaine d'ateliers ont eu lieu, au cours desquels ont été élaborées la déclaration et la



© UNESCO/Jawad El Kharraz

(À partir de la gauche)
Le Sous-directeur général pour le Département Afrique, Firmin Édouard Matoko, la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, et le Premier ministre de Djibouti, Abdoukader Kamil Mohamed, ont lancé en décembre l'édition française du Rapport de l'UNESCO sur la Science : vers 2030 à l'hôtel Kempinski de Djibouti devant un auditorium comble.



stratégie. Le Congrès mondial des réserves de biosphère, organisé par l'UNESCO et le ministère de l'Environnement du Pérou par l'intermédiaire du Service national des aires naturelles protégées (SERNANP), s'est tenu pour la première fois hors d'Europe. Pendant ce congrès, l'UNESCO a lancé la campagne My Biosphere, My Future (Ma biosphère, mon avenir) pour attirer l'attention sur des projets travaillant dans le sens du développement durable et issus du Réseau UNESCO des réserves de biosphère.

À Lima, le Conseil international de coordination du Programme sur l'homme et la biosphère a examiné les propositions d'inscription de nouvelles réserves de biosphère ou l'extension de réserves existantes. Il a aussi annoncé les lauréats 2016 des Bourses pour les jeunes scientifiques et de la Bourse Michel Batisse pour la gestion des réserves de biosphère.

En 2016, les Géoparc mondiaux ont réaffirmé leur engagement envers le développement durable lors de leur 7^e Conférence internationale autour du thème « Santé et bien-être grâce à travers l'engagement créatif et actif ». L'événement, qui s'est tenu à Torquay, géoparc mondial UNESCO sur la Riviera anglaise, était la première opportunité de rassembler les représentants de ces lieux uniques depuis leur désignation officielle en 2015. Plus de 700 délégués venant de 63 pays ont assisté à la conférence. Des artistes, des psychologues et des géologues ont souligné les liens entre le stress, la santé mentale et les activités en extérieur, au cours de présentations et de tables rondes.

Les représentants ont également réaffirmé l'engagement des géoparc mondiaux de l'UNESCO envers l'éducation durable, par l'éducation intégrée, la sensibilisation, la recherche, la culture, l'intégration

communautaire et le renforcement des connaissances, dans la Déclaration de l'English Riviera, adoptée à la fin de la conférence. La déclaration encourage les membres du réseau à continuer à collaborer afin de partager et de promouvoir des bonnes pratiques ; à réaliser pleinement le potentiel des géoparc mondiaux de l'UNESCO pour contribuer à la réduction des risques et à la prévention des catastrophes dans le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes ; à soutenir la contribution que les géoparc peuvent apporter à la promotion de l'Agenda de la santé et du bien-être, en offrant des opportunités d'accès à l'environnement naturel, à la pratique d'une activité physique et à la compréhension de notre planète ; et à aider des géoparc potentiels à rejoindre le réseau. Apprendre les uns des autres et partager les bonnes pratiques a été l'élément essentiel du programme de la conférence.

Panneaux promotionnels pour la campagne « My Biosphere, My Future » (Ma biosphère, mon avenir) lors du 4^e Congrès mondial des réserves de biosphère qui s'est tenu en mars à Lima (Pérou). La campagne a pour but d'attirer l'attention sur des projets axés sur le développement durable et issus du Réseau UNESCO des réserves de biosphère.

En juin, les Géoparc mondiaux ont réaffirmé leur engagement envers le développement durable lors de leur 7^e Conférence internationale autour du thème « Santé et bien-être grâce à travers l'engagement créatif et actif ».
Vue du géoparc mondial UNESCO de Reykjanes (Islande), où la dorsale médio-atlantique s'élève au-dessus du niveau de la mer et montre diverses formes d'activité volcanique.

© UNESCO/Reykjanes Geopark Olgeir Andrusson/Gimulhver





Le premier chocolat au lait à base de matières premières provenant de deux réserves de biosphère de l'UNESCO

La start-up suisse Choba Choba a créé son premier chocolat au lait Gaggo Leche en 2016. Les ingrédients utilisés dans la fabrication du chocolat noir – du cacao trinitario de la réserve de biosphère Gran Pajatén du Pérou, du sucre de canne non raffiné et du beurre de cacao – ont été mélangés avec du lait de vache fourni par 200 producteurs laitiers de la réserve de biosphère suisse de l'Entlebuch. Le nom a été choisi pour représenter la relation unique entre les deux réserves : « gaggo » signifie cacao en suisse allemand et « leche » lait en espagnol. Les deux réserves de biosphère partagent un intérêt commun pour la promotion des produits agricoles locaux et prêtent une attention particulière à l'utilisation durable des ressources et des habitats.

Les 36 familles de producteurs péruviens sont également actionnaires de la start-up et donc entrepreneurs à part entière. Oswaldo Castillo, cofondateur de Choba Choba et Président de l'association des producteurs, a déclaré : « Nous sommes finalement actionnaires et prenons part aux décisions de l'entreprise ainsi qu'à la commercialisation de notre produit. Cela nous rend fiers et nous aide à améliorer nos conditions de vie. Avec cette coopération internationale, nous voulons lutter contre la chute des prix des matières premières et proposer sur le marché un produit d'excellence qui n'existe encore nulle part ailleurs ». Pour le lancement de Gaggo Leche, trois des producteurs de cacao cofondateurs de Choba Choba ont fait le long voyage depuis l'Amazonie péruvienne pour rencontrer les producteurs laitiers de la réserve de biosphère de l'Entlebuch et partager leurs expériences des pratiques équitables.



Oswaldo Castillo, co-fondateur de la start-up Choba Choba, présente fièrement Gaggo Leche, premier chocolat au lait fabriqué avec du cacao trinitario de la réserve de biosphère péruvienne de Gran Pajatén et du lait de la réserve de biosphère suisse de l'Entlebuch.

Pérou

Des communautés autochtones pratiquent le développement durable dans une réserve de biosphère péruvienne

Les communautés autochtones, notamment les peuples Yánesha, Asháninka et Ashéninka (avec plus de 8 000, 10 800 et 99 habitants respectivement) résident dans la Réserve d'Oxapama depuis des temps immémoriaux, vivant de la pêche et de la chasse, en harmonie avec la nature. La réserve, d'une superficie de 1,8 million d'hectares, fait partie de l'Amazone, l'un des poumons les plus importants de la planète, qui souffre depuis des années de l'exploitation intensive des ressources ainsi que des conséquences

de changement climatique. L'exploitation forestière massive et sélective, la chasse et la pêche excessives, l'agriculture migratoire et l'utilisation non durable d'engrais menacent la biodiversité de la réserve et le mode de vie de ses communautés.

En réaction, Le peuple Asháninka a mis en place plusieurs projets favorisant une consommation durable et une gestion raisonnée des ressources, tout en améliorant leurs revenus et leur qualité de vie. Un de ces projets est l'installation, par l'Association Asháninka de pisciculture durable (APIS) qui comprend 20 familles vivant dans la réserve, d'un laboratoire de reproduction d'alevins de poisson pacu (*Piaractus brachypomus*) à des fins de consommation et de commercialisation. Depuis ses débuts en 2013, le projet a permis aux membres de

l'APIS d'intégrer leurs savoirs traditionnels aux techniques de la pisciculture et à la gestion des financements, pour faire face à la surpêche et au braconnage qui menace les espèces locales. Ils ont également entrepris de partager leur expérience avec leurs voisins : depuis 2014, une partie de la production est distribuée à d'autres communautés autochtones de la région, afin de reproduire l'expérience de l'APIS.

Ce type d'initiative de terrain va dans le sens de l'Agenda 2030 pour le développement durable et représente les aspirations du Réseau mondial des réserves de biosphère de l'UNESCO. Ce projet a été financé dans le cadre de la campagne My Biosphere, My Future (#MyBiosphere) de l'Organisation, lancée au 4^e Congrès mondial des réserves de biosphère à Lima en 2016.



Les membres de la communauté Asháninka vivant sur la réserve de biosphère Oxapampa-Asháninka-Yánesha (Pérou) ont installé un laboratoire pour élever des alevins de poisson pacu destinés à la consommation et à la vente. Ce projet soutient la gestion durable de la ressource tout en améliorant les revenus et la qualité de vie de la communauté.

© SERNANP

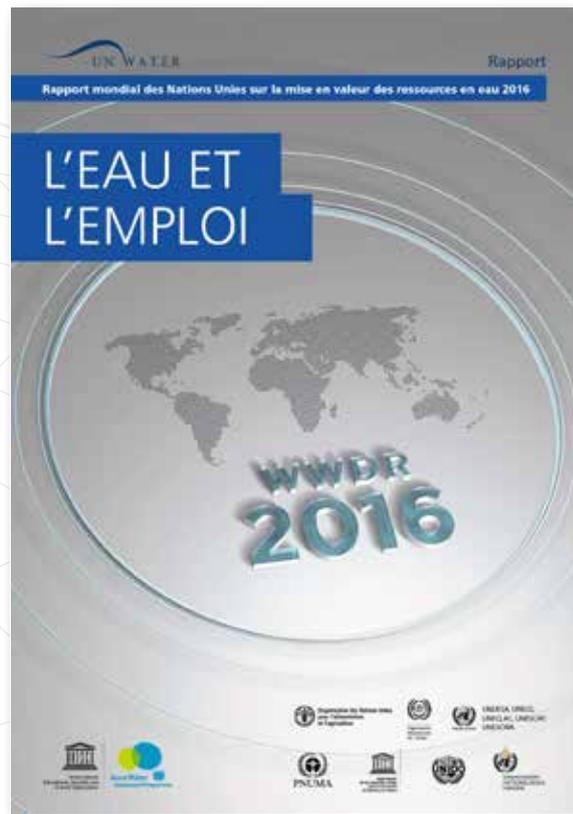
■ L'eau, condition préalable à la croissance et à l'emploi

Environ trois quarts des emplois dans le monde dépendent de l'eau. Les pénuries et les problèmes d'accès à l'eau sont susceptibles de limiter la croissance économique dans les années à venir, selon le Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, *L'eau et l'emploi*, lancé le 22 mars à Genève (Suisse) à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau. Le Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau est produit par le Programme mondial des Nations Unies pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP) hébergé par l'UNESCO pour le compte d'ONU-Eau. Il est le résultat de la coopération entre 31 institutions des Nations Unies et 37 partenaires internationaux.

De son extraction jusqu'à son retour dans la nature, en passant par ses différents usages, l'eau est un facteur clé dans la création d'emploi, qu'il s'agisse d'emplois directement liés à

la gestion de cette ressource ou d'emplois liés à des secteurs économiques gourmands en eau comme l'agriculture, la pêche, l'énergie, l'industrie et la santé. Un accès correct à une source d'eau potable et à l'assainissement favorise l'éducation et la bonne santé des forces de travail, facteurs indispensables de la croissance économique.

La compréhension du rôle central de l'eau dans le domaine du travail sera essentielle pour la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable. La création de conditions qui améliorent la productivité en eau et favorisent la transition vers une économie verte, ainsi que la formation de travailleurs plus compétents pour répondre à la demande croissante de travail dans les secteurs de l'eau sont quelques-uns des points que le rapport présente à l'intention des gouvernements, les encourageant à répondre de façon appropriée aux exigences des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies – en particulier l'ODD 6 consacré à l'eau et à l'assainissement.

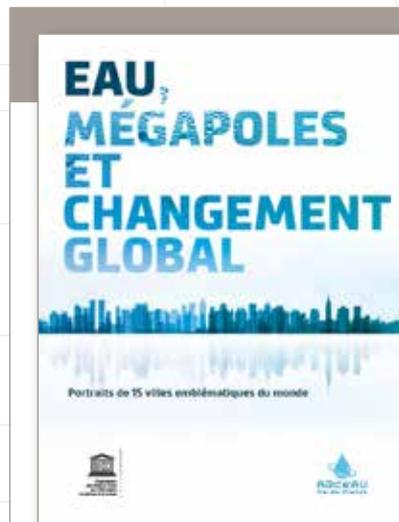


Les pénuries en eau et le manque d'accès à l'eau pourraient limiter la croissance économique dans les années à venir, selon le Rapport mondial 2016 des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, L'eau et l'emploi, lancé à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau (22 mars).

Comment les mégapoles réagissent-elles face aux menaces du changement climatique sur leurs besoins en eau ?

D'ici 2030, plus d'un milliard de personnes vivront dans environ 100 mégapoles. La gestion durable de l'eau est un défi spécialement difficile dans les grands centres urbains, ou mégapoles, qui sont exposés à des risques extrêmes en termes d'impacts négatifs du changement climatique sur les infrastructures d'eau et d'assainissement.

Une nouvelle publication a été lancée au cours de la Conférence Habitat III à Quito (Équateur). Le livre dresse les portraits de 15 mégapoles emblématiques, avec leurs spécificités et la façon dont elles font face aux mêmes défis de gestion de l'eau. Intitulée *Eau, mégapoles et changement global*, publiée conjointement par l'UNESCO et ARCEAU-IdF, et représentant le travail collectif de 33 auteurs et coauteurs, la publication est le résultat d'une analyse scientifique concrète et un appel à la mobilisation générale pour concevoir des politiques urbaines durables. Cette publication est l'une des composantes de base de la plate-forme de coopération internationale, partenariat établi en 2015 entre le Programme hydrologique international de l'UNESCO (PHI), ARCEAU Île-de-France (Association Recherche Collectivités dans le domaine de l'eau) et ICLEI (Association mondiale des gouvernements locaux pour la durabilité) pour l'amélioration du dialogue, l'échange des bonnes pratiques et les opportunités de partenariats pour les mégapoles sur les questions de l'eau.





International Day for the Conservation of the
Mangrove Ecosystem

Although they are found in
123 nations and territories,
mangrove forests are globally
rare.

They represent **less than**
1% of all tropical forests
worldwide, and **less than**
0.4% of the total global
forest estate.

#MangroveDay



■ Encourager la conservation des écosystèmes de mangroves

Les mangroves sont des écosystèmes spectaculaires, prolifiques et rares, situés au point de rencontre entre la terre et la mer. Elles assurent la sécurité alimentaire aux communautés locales, fournissent de la biomasse et des produits forestiers, favorisent le maintien des activités de pêche et participent à la protection des zones côtières. Elles contribuent également à atténuer les effets du changement climatique et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes. Pour toutes ces raisons, la protection des écosystèmes de mangroves est essentielle aujourd'hui. Leur survie est confrontée à de graves défis, allant de l'élévation alarmante du niveau des mers aux menaces croissantes sur la biodiversité.

En 2016, lors de la première Journée internationale pour la conservation de l'écosystème des mangroves (26 juillet), l'UNESCO a émis un message clair : la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 suppose d'ouvrir de nouvelles voies de développement en harmonie avec notre planète. Cela passe par la préservation de tous les écosystèmes de mangroves.

L'Indonésie possède une des plus grandes forêts de mangroves du monde. Dans le cadre des célébrations de la Journée, le Bureau de l'UNESCO à Djakarta et L'Oréal Indonésie ont invité trois femmes scientifiques remarquables à parler aux élèves d'une école secondaire de filles à Djakarta. Les femmes scientifiques ont partagé leurs expériences d'études, leurs parcours de carrière scientifique et leurs activités de recherche scientifique ainsi que leur contribution potentielle à la conservation de l'écosystème de mangroves.

*Panneau promotionnel de la première
Journée internationale pour
la conservation de l'écosystème
des mangroves, célébrée en 2016.*

La Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, reçoit le Prix Duc d'Édimbourg 2016 de la préservation du Fonds mondial pour la nature (WWF)

■ Premier mécanisme de coopération pour les aquifères transfrontaliers en Afrique australe

Le système d'aquifère Stampriet est la seule ressource fiable et permanente d'eau dans une région qui couvre 87 000 km², du centre de la Namibie à l'ouest du Botswana et à la province du Cap septentrional. La compréhension et la gestion de cette précieuse ressource en eau souterraine sont centrales pour atteindre la sécurité hydrique de la région et pour améliorer la qualité de vie des communautés voisines. Partant de ce constat, le PHI de l'UNESCO et les gouvernements du Botswana, de la Namibie et d'Afrique du Sud se sont rencontrés au siège de l'Organisation en novembre pour entreprendre une évaluation pluridisciplinaire du système et établir un mécanisme de coopération multipays afin de gérer la durabilité de ce système d'aquifère.

Cette ferme pratiquant l'agriculture irriguée en Namibie est dépendante du système d'aquifère Stampriet, la seule ressource fiable et permanente d'eau d'une région qui couvre 87 000 km², et est partagée par la Namibie, le Botswana et l'Afrique du Sud. Cette année, l'UNESCO a invité les trois pays à établir le premier mécanisme transfrontalier de coopération pour les aquifères en Afrique australe.

Le 1^{er} décembre, le Prince Philip, duc d'Édimbourg, a remis à la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, le Prix Duc d'Édimbourg 2016 de la préservation du Fonds mondial pour la nature (WWF), pour sa contribution à la préservation, lors d'une cérémonie au palais de Buckingham à Londres (Royaume-Uni). Ce prix a été créé en 1970 et est remis tous les ans par le WWF International pour des services exceptionnels rendus à l'environnement. Le prix reconnaît le travail de Mme Bokova tout au long de sa carrière, comme « championne régulière et inébranlable de la préservation de l'environnement, d'une façon responsable de mener les affaires, des droits des femmes et des populations autochtones, de l'action pour le climat et du progrès du développement durable pour la réduction de la pauvreté. En sa qualité de Directrice générale de l'UNESCO, Mme Bokova a soutenu les efforts de l'Organisation pour conserver certains des écosystèmes les plus exceptionnels et les plus inspirants dont dépend le bien-être de l'humanité ». En acceptant le prix, Mme Bokova a évoqué les « sites désignés à l'international pour la sauvegarde et la préservation, qui comprennent 203 sites naturels du patrimoine mondial, 35 sites mixtes naturels et culturels du patrimoine mondial et 98 paysages culturels du patrimoine mondial, 669 réserves de biosphère dans 120 pays et 120 géoparcs mondiaux, sur tous les continents. Ces sites couvrent tous les principaux écosystèmes... Nous devons agir localement – mais notre objectif doit également être mondial... Le travail de l'UNESCO consiste à soutenir les capacités des communautés locales à sauvegarder, à conserver, à forger de nouvelles voies de développement durable. »

Une fois établi, ce sera le premier mécanisme de coopération pour les aquifères transfrontaliers en Afrique australe.

En outre, une nouvelle équipe Genre et eaux transfrontalières va conduire une analyse axée sur le genre d'une sélection de données et d'indicateurs, grâce à une méthodologie développée par le WWAP. L'équipe a été lancée pendant une réunion régionale sur les outils pour la gestion durable des aquifères transfrontaliers organisée un peu plus tard en novembre en Afrique du Sud, dans le cadre du projet Gouvernance des eaux souterraines dans les aquifères transfrontaliers (GGRETA), mené par le PHI de l'UNESCO.

■ Améliorer la parité de genre dans les sciences

Selon le *Rapport de l'UNESCO sur la science : Vers 2030*, les disparités entre hommes et femmes dans les sciences sont encore très fortes. Depuis 18 ans, le programme L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science s'efforce de lutter contre ce constat en célébrant les femmes scientifiques dans le monde entier. En 2016, la Fondation L'Oréal est allée plus loin en émettant un Manifeste pour promouvoir l'égalité de genre dans les sciences, lors de la clôture de la cérémonie de remise des prix L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science, le 25 mars.

Le manifeste a pour but d'améliorer l'accès des femmes aux sciences à tous les échelons et dans toutes les disciplines, en promouvant un agenda en six points : susciter des vocations scientifiques chez les jeunes filles ; faire tomber les barrières qui empêchent les femmes de science de poursuivre une carrière à long terme ; favoriser l'accès des femmes aux postes scientifiques de haut niveau et aux postes décisionnels ; célébrer auprès du grand public la contribution des femmes scientifiques aux progrès de la science et de la société ;





Les gagnantes des
Prix L'Oréal-UNESCO
pour les Femmes
et la Science 2016
sont : (en haut)
le Professeur Hualan
Chen (République
populaire de Chine) ;
(en bas, à partir
de la gauche)
le Professeur
Andrea Gamarnik
(Argentine),
le Professeur
Jennifer Doudna
(États-Unis
d'Amérique),
le Professeur
Quarraisha Abdool
Karim (Afrique du
Sud) et le Professeur
Emmanuelle
Charpentier
(France).



garantir la parité dans les instances de manifestations scientifiques en termes de participation et de leadership ; favoriser le mentorat et l'accès aux réseaux pour les jeunes femmes scientifiques afin de leur permettre de planifier et de développer leurs carrières à la hauteur de leurs espérances.

Le même jour, l'UNESCO et la Fondation L'Oréal ont célébré cinq scientifiques d'exception, provenant du monde entier, pour leurs découvertes exceptionnelles en 2016. Dans le cadre de ce programme, 250 bourses sont également décernées à de jeunes chercheuses en début de carrière, issues de 112 pays.

■ Un pas de plus dans l'éthique des sciences et des technologies

En 2016, un panel d'experts en éthique des sciences et des technologies a commencé à explorer la possibilité que les robots pourraient devenir des « machines morales » avec des droits légaux potentiels. Depuis que les premiers robots industriels ont été introduits dans l'industrie automobile dans les années 1950, ils sont devenus une réalité dans la vie moderne et sont utilisés dans les usines, les zones de guerre, en médecine, dans les soins aux personnes âgées et même le traitement des enfants atteints d'autisme.

« On ne peut exclure la possibilité que des robots futurs acquièrent une sensibilité, des sentiments et, par voie de conséquence, un statut moral », a déclaré un groupe de travail sur les nouvelles technologies de la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et technologiques (COMEST), organe consultatif scientifique de l'UNESCO, dans un avant-projet de rapport publié en septembre.

Le Projet préliminaire de rapport de la COMEST sur la robotique éthique examine les questions éthiques liées à l'utilisation de robots autonomes et à la façon dont les humains interagissent avec eux. Selon le rapport, le développement rapide de robots



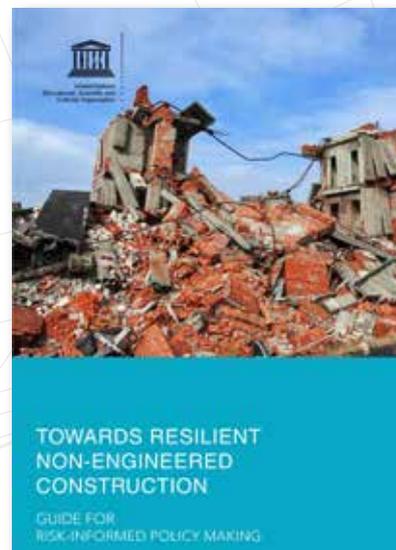
La possibilité que les robots puissent devenir des « machines morales » avec des droits légaux potentiels a commencé à être explorée par la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et technologiques (COMEST), organe consultatif scientifique de l'UNESCO.

extrêmement intelligents et autonomes conduira sans doute à remettre en cause la classification actuelle des êtres en fonction de leur statut moral, d'une façon similaire – ou peut-être même plus profonde – à ce qui s'est produit dans le cas du mouvement pour la défense des droits des animaux. Les instructions précises sur la façon dont le robot doit fonctionner sont susceptibles de devenir une question qui mérite une sérieuse réflexion éthique afin de prévenir leur comportement nuisible. La question se pose également de savoir qui devrait être responsable sur le plan éthique et juridique dans l'éventualité où un robot dysfonctionne et est la cause de dommages pour des êtres humains ou pour l'environnement.

La robotique demeure sous-réglémentée aussi bien sur le plan éthique que juridique, sans doute parce qu'il s'agit d'un domaine de recherche assez nouveau, qui évolue rapidement et dont l'impact sur le monde réel est souvent difficile à anticiper.

Le travail dans ce domaine fait partie du rôle majeur de l'UNESCO de promotion de l'éthique des sciences à l'échelle mondiale et du partage des bénéfices des progrès scientifiques par tous, tout en protégeant la planète d'un effondrement écologique et en créant les bases solides d'une coopération pacifique.

Aujourd'hui, plus de 90 % de la population des régions sujettes aux tremblements de terre vivent et travaillent dans des bâtiments informels vulnérables aux catastrophes naturelles. En octobre, lors de la Conférence Habitat III, l'UNESCO a lancé Towards Resilient Non-Engineered construction, Guide for risk-informed policy making (Vers des constructions artisanales résilientes), guide pour l'élaboration de politiques tenant compte des risques sur ce thème.



Épave d'un bateau de chercheurs de trésors sur l'île de Mozambique. En décembre, l'UNESCO a organisé un atelier et une mission d'évaluation nationale sur l'île, dans le cadre de l'initiative Protéger le patrimoine culturel subaquatique du Mozambique et combattre la chasse au trésor, phénomène qui menace depuis des décennies les précieux sites immergés autour de l'île.

© UNESCO/Ulrrike Guérin



Pour la quatrième année consécutive, le personnel de l'UNESCO, aussi bien au siège que sur le terrain, a soumis au concours photo d'UNESCOMMUNITY ses meilleures photos de mission ou de travail au quotidien. Voici une sélection des meilleurs clichés de nos collègues pour 2016.

REPORTAGE





Abdramane
Ben Essayoiti, l'imam
de la Grande mosquée
de Tombouctou, se
rend à la mosquée
Dj'ingareyber, l'une des
trois grandes mosquées
de cette ville malienne,
après sa restauration.
La mosquée a accueilli
en 2016 une cérémonie
de consécration pour
les mausolées de
Tombouctou, dernière
étape de la renaissance
culturelle de la ville
après quatre ans
d'efforts intenses
de reconstruction
déployés par le
Gouvernement
malien, la MINUSMA
et l'UNESCO.

© Bureau de l'UNESCO à Bamako/
María Muñoz Blanco

Les travaux du Centre
culturel de Bamiyan
(Afghanistan) ont
commencé cette année.

Projet commun de
l'UNESCO et du ministère
afghan de la Culture
et de l'information,
ce centre soutiendra
la sauvegarde
du patrimoine et
la sensibilisation
interculturelle, dans
le voisinage du site du
patrimoine mondial
Paysage culturel et
vestiges archéologiques
de la vallée de Bamiyan
qui a vu la destruction
tragique des bouddhas
géants en 2001.

© UNESCO/

Mohammad Ghulam Reza





La concentration est de rigueur dans ce Centre de formation ETFP de Luluggu à Juba (Soudan du Sud) où l'UNESCO soutient un programme ETFP de cinq ans.

© UNESCO/Myriam Preckler



L'apprentissage de la couture pour un avenir meilleur dans un atelier conduit par le Bureau de l'UNESCO à Bamako et l'ONG TEMEDT. Cet atelier est l'une des nombreuses activités du programme de l'UNESCO et du club de football de la Juventus pour soutenir la réinsertion sociale des enfants affectés par la crise au Mali.

© Bureau de l'UNESCO à Bamako/Maria Muñoz Blanco



Préparation de l'exposition photo « L'Afghanistan dont nous sommes fiers », à Kaboul. L'exposition est le résultat final d'un concours de photos lancé en 2016 par le Bureau de l'UNESCO à Kaboul et le gouvernement afghan, dont l'objet était de capturer et de promouvoir la beauté du patrimoine naturel et culturel du pays.

© Bureau de l'UNESCO à Kaboul/Chunmoonsong-e Song



Fière de lire et d'écrire dans sa langue maternelle, le Tamasheq, cette fillette est l'une des nombreux bénéficiaires du programme de l'UNESCO et du club de football de la Juventus visant à soutenir la réinsertion sociale des enfants affectés par la crise au Mali depuis 2012. Ce programme comportant des cours d'alphabétisation dans les langues maternelles, mené par le Bureau de l'UNESCO à Bamako en collaboration avec l'ONG TEMEDT, s'est achevé en décembre 2016.

© Bureau de l'UNESCO à Bamako/María Muñoz Blanco





Représentation traditionnelle pour le lancement de la campagne #Unite4Heritage au Qatar, en mars sur le site de la tour Barzan dans la ville d'Umm Salal Mohamed.

© Bureau de l'UNESCO à Doha/Marion Desmurger

(Ci-contre) Jeune garçon et son faucon lors du lancement de la campagne #Unite4Heritage au Qatar.

© Bureau de l'UNESCO à Doha/Marion Desmurger

En 2016, dans le cadre du programme UNESCO l'Homme et la biosphère, 16 jeunes d'Éthiopie et des Émirats arabes unis ont exploré le Parc national Wurayah Wadi (EAU), qui serait la zone centrale d'une potentielle réserve de biosphère de l'UNESCO. Les participants s'étaient déjà rencontrés en 2015 sur les réserves de biosphère de Kafa et du Lac Tana en Éthiopie. L'objectif de ce programme binational est d'acquérir une compréhension approfondie des défis et des solutions de gestion environnementale à travers des expériences directes.

© UNESCO/Maria Hänsel





Vue de la Salle I, la plus grande du siège de l'UNESCO, après plus d'un an de travaux de rénovation sans précédent.

Exemple éminent du style moderniste en architecture, la salle est le cœur du site de Fontenoy depuis des décennies, elle accueille des Conférences générales, des votes décisifs et des événements historiques et culturels. Grâce à un don généreux de Son Altesse le Sheikh Hamdan Bin Rashid Al Maktoum, le design emblématique de 1958 a été conservé et associé à un confort, une acoustique et une capacité améliorées, à un équipement totalement repensé et modernisé, et à des mesures de sécurité. Ainsi, la Salle I continuera à répondre aux besoins évolutifs du siège de l'UNESCO dans l'avenir.



Annexes

1

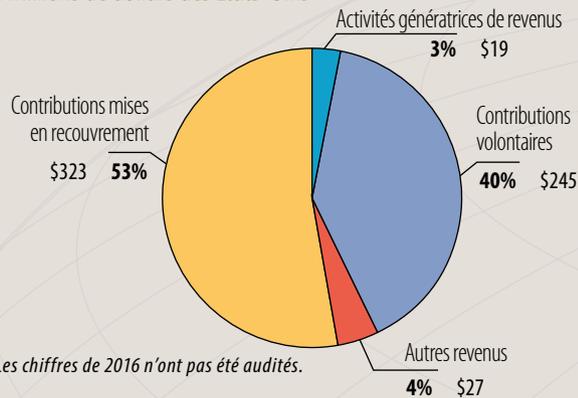
2

3

4

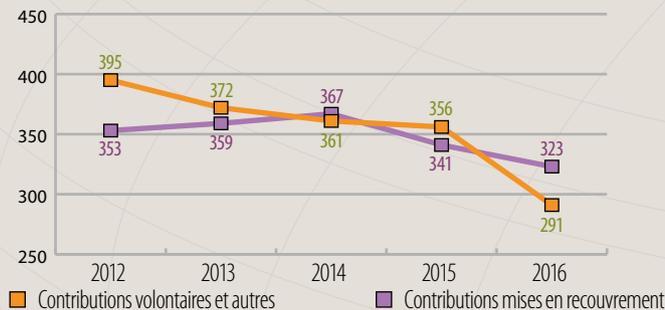
1. Informations financières

Total des revenus par nature, 2016 en millions de dollars des États-Unis

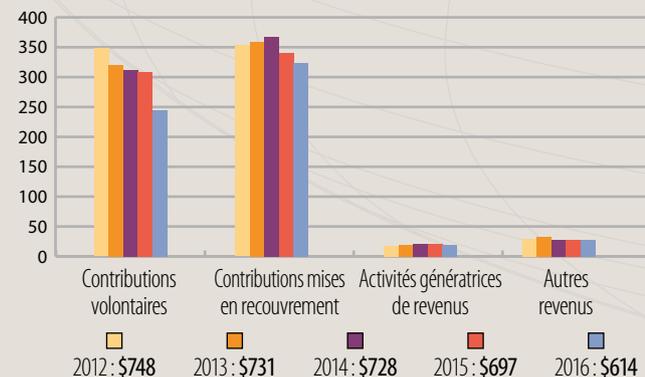


* Les chiffres de 2016 n'ont pas été audités.

Évolution des revenus, 2012–2016 en millions de dollars des États-Unis



Revenus par source de financement, 2012–2016 en millions de dollars des États-Unis



25 plus gros donateurs pour les projets extrabudgétaires et les instituts, 2016 en milliers de dollars des États-Unis

1	Italie	28 761
2	Suède	22 371
3	Union européenne (UE)	19 901
4	Brésil	19 899
5	Norvège	12 029
6	République de Corée	11 985
7	Pérou	11 131
8	Japon	9 487
9	France	5 856
10	Suisse	4 996
11	Inde	4 107
12	Finlande	3 738
13	Chine	3 493
14	ONUSIDA	3 199
15	Allemagne	3 173
16	Qatar	3 077
17	AIEA	3 047
18	Education Above All Foundation (EAA)	2 741
19	UNICEF	2 699
20	Canada	2 678
21	Banque mondiale/BIRD	2 542
22	PNUD	2 402
23	Arabie saoudite	2 280
24	Belgique	2 152
25	Dubai Cares	2 100

Résumé de l'état de la situation financière en milliers de dollars des États-Unis

	2016	2015
Trésorerie et équivalent de trésorerie, et investissements	668	623
Immobilisations corporelles et équipements	550	564
Autres	83	86
Total des actifs	1 301	1 273
Prestations dues au personnel	828	840
Autres	216	181
Total des passifs	1 044	1 021
Actifs nets	257	252

Contributions mises en recouvrement pour le budget ordinaire, 2016

en milliers de dollars des États-Unis

		Barème des quote-parts en %	Montant	Contributions impayées au 31 décembre 2016		
				Contributions impayées pour l'année	Contributions impayées pour les années précédentes	Total contributions impayées
1	États-Unis d'Amérique *	22,000	71 830	71 830	399 012	470 842
2	Japon	9,679	31 602	-	-	-
3	Chine	7,920	25 859	-	-	-
4	Allemagne	6,389	20 860	-	-	-
5	France	4,859	15 865	-	-	-
6	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4,463	14 572	-	-	-
7	Brésil	3,823	12 482	12 482	6 296	18 778
8	Italie	3,748	12 237	-	-	-
9	Fédération de Russie	3,088	10 082	-	-	-
10	Canada	2,921	9 537	-	-	-
11	Espagne	2,443	7 976	-	-	-
12	Australie	2,337	7 630	-	-	-
13	République de Corée	2,039	6 657	-	-	-
14	Pays-Bas	1,482	4 839	-	-	-
15	Mexique	1,435	4 685	-	-	-
16	Arabie saoudite	1,146	3 742	1 871	-	1 871
17	Suisse	1,140	3 722	-	-	-
18	Turquie	1,018	3 324	-	-	-
19	Suède	0,956	3 121	-	-	-
20	Argentine	0,892	2 912	1 511	-	1 511
21	Belgique	0,885	2 890	-	-	-
22	Norvège	0,849	2 772	-	-	-
23	Pologne	0,841	2 746	-	-	-
24	Inde	0,737	2 406	-	-	-
25	Autriche	0,720	2 351	-	-	-

* Les États-Unis d'Amérique ont suspendu le paiement de leurs contributions depuis 2011.

Dépenses annuelles par programme, 2016

en millions de dollars des États-Unis

Secteur*	Financement de base	Contributions volontaires	Total
Éducation	44,6	88,1	132,7
Sciences exactes et naturelles	23,2	25,4	48,6
Sciences humaines et sociales	12,0	7,7	19,7
Culture	21,3	34,4	57,7
Communication et information	11,8	12,4	24,2
Total	112,9	168,0	282,9

* Ce tableau n'inclut pas les instituts de catégorie 1 ni le Bureau de l'UNESCO à Brasilia.

Dépenses par catégorie, 2016–2015

en millions de dollars des États-Unis

	2016	2015
Coûts des prestations dues au personnel	313	346
Consultants et missions	47	53
Formations externes, subventions et transferts	45	41
Consommables et fournitures	53	54
Services contractuels	109	125
Provisions pour contributions impayées et autres	96	101
Total	663	720

Note : les recettes et les dépenses sont prises en compte conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

2. Bourses

Dans le cadre du Programme régulier, **232** bourses ont été accordées par la section du Programme de participation et des bourses sur la période s'étendant du 1^{er} janvier 2016 à décembre 2016, pour une valeur totale de **4 millions \$**.

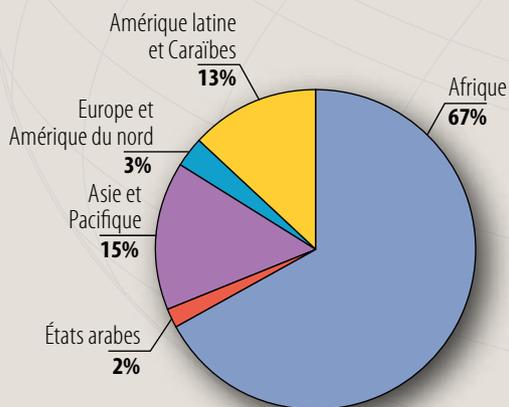
Budget régulier de l'UNESCO

232 bourses ont été accordées dans le cadre du Programme de bourses co-parrainées avec le budget régulier de l'UNESCO pour un total de **\$440 407**.

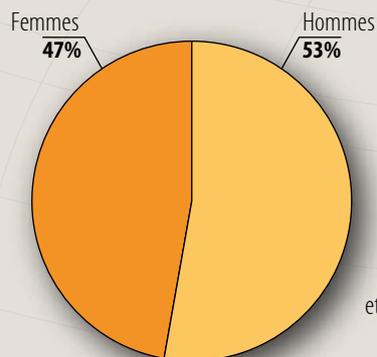
UNESCO/Pologne	34 bourses
UNESCO/Fédération de Russie	19 bourses
UNESCO/Chine (La Grande Muraille)	103 bourses
UNESCO/République de Corée	25 bourses
UNESCO/Israël (MASHAV)	48 bourses
UNESCO/Tchéquie	3 bourses

Répartition des bourses

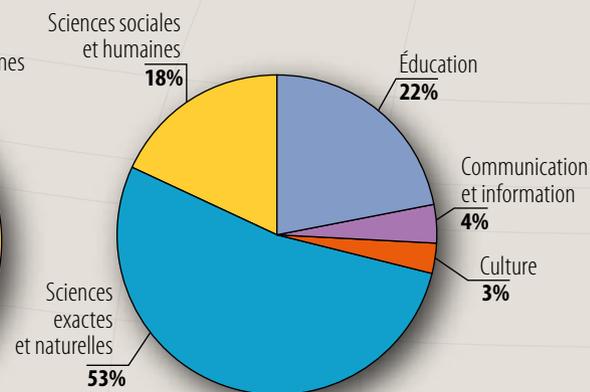
Par région



Par genre



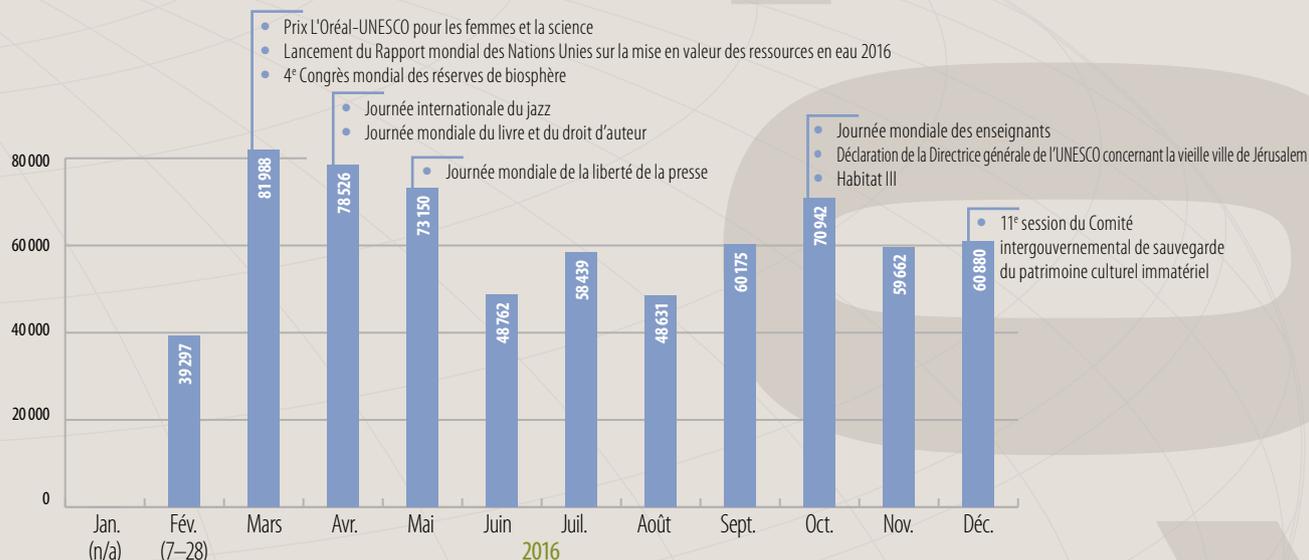
Par domaine d'étude



3. L'UNESCO dans la presse, sur son site et ses réseaux sociaux

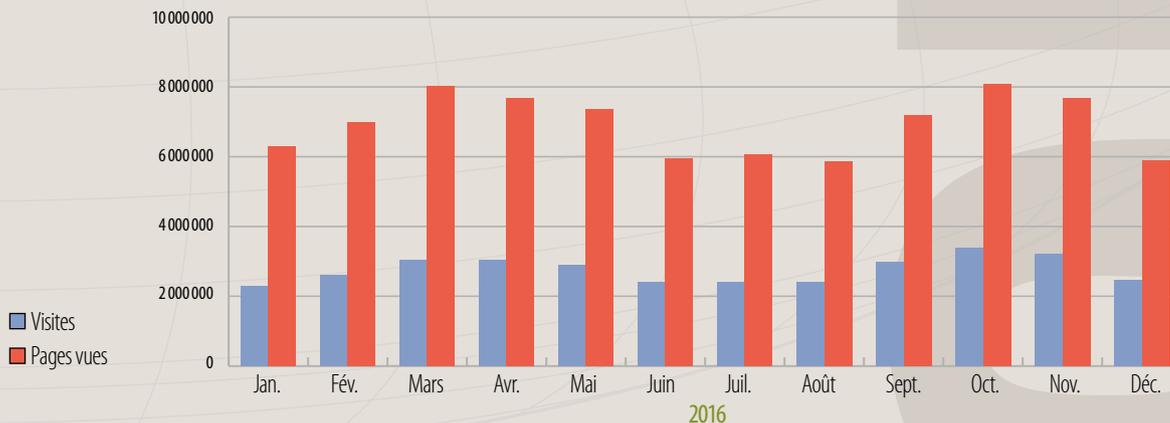
Suivi mensuel des médias mentionnant « UNESCO » dans l'extrait en 2016 (Source : CISION)

Plus de 680 000 articles mentionnant l'UNESCO ont été recensés en 2016. La couverture médiatique des événements de mars, avril, mai et octobre a connu des pics les plus hauts de l'année.



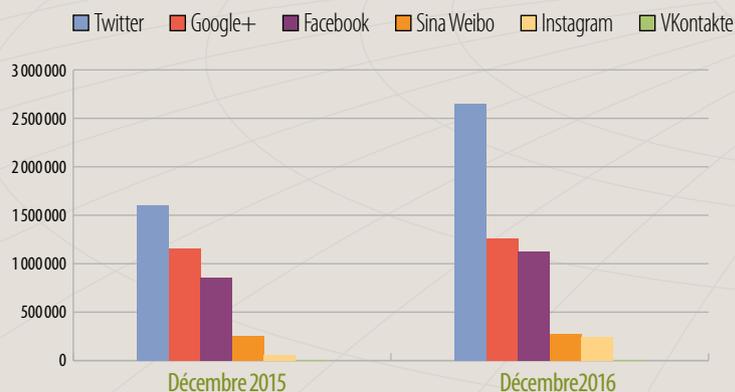
Site Internet : fréquentation mensuelle en 2016 (Source : Google Analytics)

Les visites sur notre site Internet public ont atteint un sommet inédit en octobre 2016, trafic généré notamment par la Journée mondiale des enseignants et les décisions concernant la vieille ville de Jérusalem.



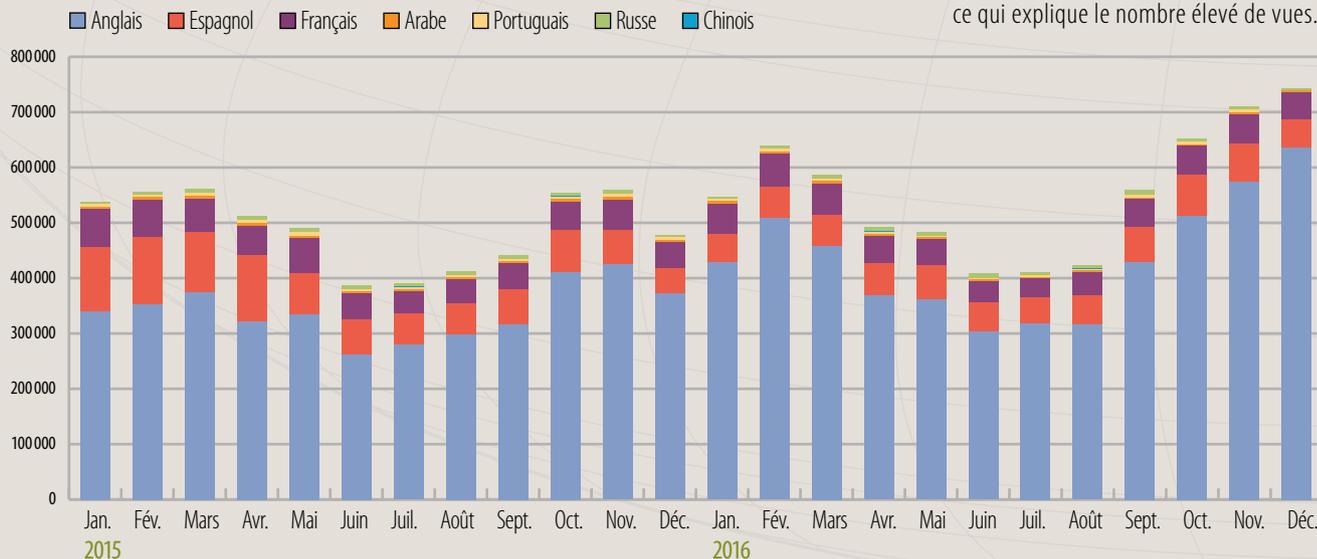
Nombre total de followers/d'abonnés par réseau social

- Plus de 5,5 millions de followers sur les principaux comptes de l'UNESCO en décembre 2016, soit 39 % d'augmentation par rapport à décembre 2015.
- Le compte Twitter a connu l'augmentation la plus forte : 65 % de croissance par rapport à décembre 2015.
- Les followers de nos principaux comptes anglais sont les plus nombreux et représentent 70 % du total des followers en décembre 2016.



Répartition des vues par chaîne UNESCO sur YouTube

- En 2016 : 6,6 millions de vidéos vues.
- En 2015 : 5,9 millions de vidéos vues. + 12 % de vues en 2016.
- Une chaîne UNESCO regroupant les vidéos en toutes langues va être créée. Pendant la transition, les nouvelles vidéos sont postées sur la chaîne anglaise, ce qui explique le nombre élevé de vues.



4. Prix

Éducation

PRIX UNESCO POUR L'ÉDUCATION DES FILLES ET DES FEMMES

Female Students Network Trust (Zimbabwe),
Direction pour le développement de
l'éducation de la petite enfance (Indonésie)

PRIX UNESCO-JAPON D'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Centre pour la revitalisation et le développement
des communautés (Cameroun), Commission
d'Okayama pour la promotion de l'EDD (Japon),
Union nationale des étudiants (Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

PRIX UNESCO-HAMDAN BIN RASHID AL-MAKTOUM RÉCOMPENSANT DES PRATIQUES ET DES PERFORMANCES EXEMPLAIRES POUR AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES ENSEIGNANTS

Université de Malaya (Malaisie),
See Beyond Borders (Cambodge)

PRIX D'ALPHABÉTISATION UNESCO-ROI SEJONG

Centre pour l'aide à la connaissance et au
développement des communautés (Viet Nam),
Institut de recherche pour les langues et les
cultures d'Asie de l'université Mahidol (Thaïlande)

PRIX UNESCO-CONFUCIUS D'ALPHABÉTISATION

Département d'éducation de base
(Afrique du Sud), Jan Shikshan Sansthan
(Inde), Direction de l'alphabétisation et
des langues nationales (Sénégal)

PRIX UNESCO-ROI HAMAD BIN ISA AL KHALIFA POUR L'UTILISATION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION DANS L'ÉDUCATION

Fondation Jaago (Bangladesh), Kiron (Allemagne)

Sciences exactes et naturelles

PRIX L'ORÉAL-UNESCO POUR LES FEMMES ET LA SCIENCE

Quarraisha Abdool Karim (Afrique du Sud),
Hualan Chen (Chine), Emmanuelle Charpentier
(France), Andrea Gamarnik (Argentine),
Jennifer Doudna (États-Unis d'Amérique)

Sciences sociales et humaines

PRIX UNESCO-SHARJAH POUR LA CULTURE ARABE

Elias Sanbar (Palestine), Biblioteca
Islámica (Espagne)

PRIX INTERNATIONAL UNESCO/JOSÉ MARTÍ Alfonso Herrera Franyutti (Mexique)

PRIX UNESCO-MADANJEET SINGH POUR LA PROMOTION DE LA TOLÉRANCE ET DE LA NON-VIOLENCE

Centre de recherche et de méthodologie pour
la tolérance, la psychologie et l'éducation
(Centre de tolérance, Fédération de Russie)

Communication et information

PRIX MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE UNESCO/GUILLERMO CANO

Khadija Ismayilova (Azerbaïdjan)

PRIX UNESCO/EMIR JABER AL-AHMAD AL-JABER AL-SABAH POUR L'AUTONOMISATION DES PERSONNES HANDICAPÉES PAR LES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES

Alireza Darvishy (Suisse), Tiflonexos
Asociación Civil (Argentine)

5. Inscriptions sur la Liste du patrimoine mondial

Sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril

LIBYE

- Ancienne ville de Ghadamès
- Site archéologique de Cyrène
- Site archéologique de Leptis Magna
- Site archéologique de Sabratha
- Sites rupestres du Tadrart Acacus

MALI

- Villes anciennes de Djenné

MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)

- Nan Madol : centre cérémoniel de
la Micronésie orientale

OUZBÉKISTAN

- Centre historique de Shakhrisabz

Inscriptions

Sites culturels

ANTIGUA-ET-BARBUDA

- Chantier naval d'Antigua et sites
archéologiques associés

BRÉSIL

- Ensemble moderne de Pampulha

CHINE

- Paysage culturel de l'art rupestre
de Zuojiang Huashan

ESPAGNE

- Site de dolmens d'Antequera

GRÈCE

- Site archéologique de Philippos

INDE

- Site archéologique Nalanda *Mahavihara*
(université de Nalanda) à Nalanda, Bihar

MICRONÉSIE (ÉTATS FÉDÉRÉS DE)

- Nan Madol : centre cérémoniel de la Micronésie orientale

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

- Le qanat perse

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

- Ensemble des grottes de Gorham

TURQUIE

- Site archéologique d'Ani

Sites naturels

CANADA

- Mistaken Point

CHINE

- Shennongjia au Hubei

MEXIQUE

- Archipel de Revillagigedo

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

- Désert de Lout

SOUDAN

- Parc national marin de Sanganeb et Parc national marin de la baie de Dungonab – île de Mukkawar

Sites mixtes (naturels et culturels)

INDE

- Parc national de Khangchendzonga

IRAQ

- Les Ahwar du sud de l'Iraq : refuge de biodiversité et paysage relique des villes mésopotamiennes

TCHAD

- Massif de l'Ennedi : paysage naturel et culturel

Sites transfrontaliers

ALLEMAGNE/ARGENTINE/BELGIQUE/FRANCE/INDE/JAPON/SUISSE

- L'Œuvre architecturale de Le Corbusier, une contribution exceptionnelle au Mouvement moderne

BOSNIE-HERZÉGOVINE/CROATIE/MONTÉNÉGR/SERBIE

- Cimetières de tombes médiévales stećci

KAZAKHSTAN/KIRGHIZISTAN/OUZBÉKISTAN

- Tien Shan occidental

6. Inscriptions sur les listes du patrimoine culturel immatériel

Liste du patrimoine immatériel nécessitant une sauvegarde urgente

CAMBODGE

- Le chapei Dang Veng

OUGANDA

- La danse et musique de lyre arquée ma'di

PORTUGAL

- Le processus de fabrication de la poterie noire de Bisalhães

UKRAINE

- Les chants cosaques de la région de Dnipropetrovsk

Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité

AFGHANISTAN – AZERBAÏDJAN – INDE – IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') – IRAQ – KAZAKHSTAN – KIRGHIZISTAN – PAKISTAN – TADJIKISTAN – TURQUIE – TURKMENISTAN – OUZBÉKISTAN

- Nawrouz, Novruz, Nowrouz, Nowrouz, Nawrouz, Nauruz, Nooruz, Nowruz, Navruz, Nevruz, Nowruz, Navruz

ALLEMAGNE

- L'idée et la pratique d'intérêts communs organisés en coopératives

ARABIE SAOUDITE

- L'Almezzar, danse du bâton au son des tambours

AZERBAÏDJAN – IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') – KAZAKHSTAN – KIRGHIZISTAN – TURQUIE

- La culture de la fabrication et du partage de pain plat Lavash, Katyrma, Jupka, Yufka

BANGLADESH

- La Mangal Shobhajatra du Pahela Baishakh

BELGIQUE

- La culture de la bière en Belgique

CHINE

- Les vingt-quatre périodes solaires, la connaissance en Chine du temps et les pratiques développées à travers l'observation du mouvement annuel du soleil

CUBA

- La rumba à Cuba, mélange festif de musiques et de danses et toutes les pratiques associées

ÉMIRATS ARABES UNIS – AUTRICHE – BELGIQUE – TCHÉQUIE – FRANCE – ALLEMAGNE – HONGRIE – ITALIE – KAZAKHSTAN – RÉPUBLIQUE DE CORÉE – MONGOLIE – MAROC – PAKISTAN – PORTUGAL – QATAR – ARABIE SAOUDITE – ESPAGNE – RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

- La fauconnerie, un patrimoine humain vivant

ÉGYPTE

- Le tahteeb, jeu du bâton

ESPAGNE

- La fête des Fallas valenciennes

ÉTHIOPIE

- Le Gada, système socio-politique démocratique autochtone des Oromo

FRANCE

- Le carnaval de Granville

GÉORGIE

- La culture vivante des trois systèmes d'écriture de l'alphabet géorgien

GRÈCE

- La Momoeria, fêtes du Nouvel An dans huit villages de la région de Kozani, en Macédoine occidentale (Grèce)

INDE

- Le yoga

IRAQ

- La fête de Khidr Elias et l'expression des vœux

JAPON

- Yama, Hoko, Yatai, festivals de chars au Japon

KAZAKHSTAN

- Le koures au Kazakhstan

MAURICE

- Le geetgawai, chants populaires en bhojpuri à Maurice

MEXIQUE

- La Charrería, tradition équestre au Mexique

NIGÉRIA

- Le Festival international de la culture et de la pêche d'Argungu

OUZBÉKISTAN

- La tradition et la culture du palov

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

- La culture des haenyeo (plongeuses) de l'île de Jeju

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

- La musique et la danse du merengue en République dominicaine

ROUMANIE – RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

- L'artisanat traditionnel du tapis mural en Roumanie et en République de Moldova

SLOVAQUIE – TCHÉQUIE

- Le théâtre de marionnettes en Slovaquie et en Tchéquie

SLOVÉNIE

- La représentation de la Passion à Škofja Loka

SUISSE

- La Fête des vigneron de Vevey

TADJIKISTAN

- L'Oshi Palav, plat traditionnel et ses contextes sociaux et culturels au Tadjikistan

TURQUIE

- L'artisanat traditionnel du çini

VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU)

- Le carnaval d'El Callao, représentation festive d'une mémoire et d'une identité culturelle

VIET NAM

- Les pratiques liées à la croyance viet en les déesses-mères des Trois mondes

Registre de bonnes pratiques de sauvegarde

AUTRICHE

- Les centres régionaux de l'artisanat, stratégie pour sauvegarder le patrimoine culturel de l'artisanat traditionnel

BULGARIE

- Le festival de folklore à Koprivshtitsa, ensemble de pratiques pour présenter et transmettre le patrimoine

CROATIE

- L'écomusée de la Batana, projet communautaire de sauvegarde de la culture vivante de Rovinj/Rovign

HONGRIE

- Le concept Kodály, sauvegarde du patrimoine musical traditionnel

NORVÈGE

- Le bateau Oselvar, adaptation du processus d'enseignement traditionnel de sa construction et son utilisation dans un contexte moderne

7. Nouvelles réserves de biosphère de l'UNESCO

ALGÉRIE Monts de Tlemcen

CANADA Beaver Hills

CANADA Tsá Tué

GHANA Lac Bosomtwe

HAÏTI La Hotte

INDE Agasthyamala

INDONÉSIE Balambangan

IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') Hamoun

ITALIE Collina Po

KAZAKHSTAN Barsakelmes

MADAGASCAR Belo-sur-Mer-Kirindy-Mitea

MAROC Cèdre de l'Atlas

MEXIQUE Isla Cozumel

PÉROU Gran Pajatén

PHILIPPINES Albay

PORTUGAL Fajãs de São Jorge

PORTUGAL ET ESPAGNE Tejo/Tajo

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD Ile de Man

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE Jozani-Chwaka Bay

Extensions de réserves existantes

HONDURAS Trifinio Fraternidad

ITALIE Selve Costiere di Toscana

JAPON Mont Hakusan

JAPON Yakushima et Kuchinoerabu Jima

JAPON Mont Odaigahara, Mont Omine et d'Osugidani

PÉROU Noroeste Amotapes – Manglares

RÉPUBLIQUE DE CORÉE Mont Sorak

RÉPUBLIQUE DE CORÉE Shinan Dadohae

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD Wester Ross

8. Ratifications de conventions adoptées sous l'égide de l'UNESCO

Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement 1960

KAZAKHSTAN 15/04/2016 *Ratification*

Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (1970)

GHANA 20/01/2016 *Ratification*

Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972)

SOUDAN DU SUD 09/03/2016 *Ratification*

Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (2001)

GHANA 20/01/2016 *Ratification*

GUINÉE-BISSAU 07/03/2016 *Acceptation*

Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003)

CABO VERDE 06/01/2016 *Ratification*

GHANA 20/01/2016 *Ratification*

GUINÉE-BISSAU 07/03/2016 *Acceptation*

SOUDAN DU SUD 09/03/2016 *Ratification*

SAINT-KITTS-ET-NEVIS 15/04/2016 *Ratification*

ÎLES COOK 03/05/2016 *Ratification*

THAÏLANDE 10/06/2016 *Ratification*

Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005)

GHANA 20/01/2016 *Ratification*

SOUDAN DU SUD 09/03/2016 *Ratification*

SAINT-KITTS-ET-NEVIS 26/04/2016 *Ratification*

TIMOR-LESTE 31/10/2016 *Ratification*

Convention internationale contre le dopage dans le sport

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
08/06/2016 *Ratification*

9. Délégués permanents ayant présenté leurs lettres de créance

Afrique

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE S. Exc. M. Michel Gbezera-Bria, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République centrafricaine en France *Délégué permanent* (25/01/2016)

SÉNÉGAL S. Exc. M. Abdou Sourang, Ambassadeur *Délégué permanent* (23/02/2016)

GUINÉE ÉQUATORIALE S. Exc. M. Miguel Oyono Ndong Mifumu, Ambassadeur de la Guinée équatoriale en France *Délégué permanent* (21/03/2016)

CAMEROUN S. Exc. M. Samuel Mvondo Ayolo, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Cameroun en France *Délégué permanent* (14/06/2016)

BÉNIN S. Exc. M. Irénée Bienvenu Zevounou, Ambassadeur *Délégué permanent* (27/10/2016)

BURKINA FASO S. Exc. M. Alain Francis Gustave Ilboudo, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Burkina Faso en France *Délégué permanent* (17/11/2016)

États arabes

ÉGYPTE S. Exc. M. Ehab Badawy, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire *Délégué permanent* (01/04/2016)

SOUDAN S. Exc. M. Daffa-Allah Elhag Ali Osman, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Soudan en France *Délégué permanent* (29/09/2016)

TUNISIE S. Exc. M. Ghazi Gherairi, Ambassadeur *Délégué permanent* (15/12/2016)

Asie et Pacifique

THAÏLANDE S. Exc. M. Sihasak Phuangketkeow, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume de Thaïlande en France *Délégué permanent* (23/02/2016)

KIRGHIZISTAN S. Exc. M. Asein Isaev, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Belgique et auprès de l'Union européenne *Délégué permanent* (25/03/2016)

AFGHANISTAN S. Exc. M. Abdel-Ellah Sediqi, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Afghanistan en France, *Délégué permanent* (29/06/2016)

PAKISTAN S. Exc. M. Moin Ul-Haque, Ambassadeur *Délégué permanent* (01/08/2016)

CHINE S. Exc. M. Yang Shen, Ambassadeur *Délégué permanent* (12/09/2016)

SAMOA S. Exc. M. Fatumanava III Dr Pa'olelei Luteru, Ambassadeur *Délégué permanent* (26/10/2016)

Europe et Amérique du Nord

FRANCE S. Exc. M. Laurent Stefanini, Ambassadeur *Délégué permanent* (09/05/2016)

LETTONIE S. Exc. M. Imants Viesturs Liegis, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Lettonie en France *Délégué permanent* (09/05/2016)

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA S. Exc. M. Lilian Moraru, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Moldova en France *Délégué permanent* (11/05/2016)

BULGARIE S. Exc. M. Anguel Tcholakov, Ambassadeur de la République de Bulgarie en France *Délégué permanent* (03/06/2016)

ALBANIE S. Exc. Mme Venera Domi, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Albanie en France *Délégué permanent* (29/06/2016)

ALLEMAGNE S. Exc. M. Stefan Krawielicki, Ambassadeur *Délégué permanent* (05/07/2016)

FINLANDE S. Exc. M. Pekka Puustinen, Ambassadeur *Délégué permanent* (12/09/2016)

IRLANDE S. Exc. M. Dermot Nolan, Ambassadeur *Délégué permanent* (12/09/2016)

ISLANDE S. Exc. M. Kristjan Andri Stefansson, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Islande en France *Délégué permanent* (13/09/2016)

FÉDÉRATION DE RUSSIE S. Exc. M. Alexander Kuznetsov, Ambassadeur *Délégué permanent* (06/10/2016)

SAINT-MARIN S. Exc. M. Paolo Rondelli, Ambassadeur *Délégué permanent* (18/10/2016)

UNION EUROPÉENNE S. Exc. M. Rupert Schlegelmilch, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire *Délégué permanent* (27/10/2016)

TURQUIE S. Exc. M. Ahmet Altay Cengizer, Ambassadeur *Délégué permanent* (02/11/2016)

LETTONIE S. Exc. Mme Ivita Burmestre, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire *Délégué permanent* (07/11/2016)

ESTONIE S. Exc. Mme Ingrid Amer, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire *Délégué permanent* (17/11/2016)

Amérique latine et Caraïbes

NICARAGUA S. Exc. Mme Ruth Esperanza Tapia Roa, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Nicaragua en France *Délégué permanent* (07/03/2016)

SURINAME S. Exc. M. Reggy Martiales Nelson, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Suriname en France *Délégué permanent* (11/03/2016)

ARGENTINE S. Exc. M. Rodolfo H. Terragno, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire *Délégué permanent* (01/04/2016)

URUGUAY S. Exc. Mme Alejandra De Bellis, Ambassadeur *Délégué permanent* (14/06/2016)

MEXIQUE S. Exc. M. Andrés Roemer Slomianski, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire *Délégué permanent* (01/08/2016)

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE S. Exc. M. José Antonio Rodriguez, Ambassadeur *Délégué permanent* (29/11/2016)

10. Nominations de personnalités éminentes

Ambassadeurs de bonne volonté de l'UNESCO



DEEYAH KHAN
Norvège

La réalisatrice et productrice de musique Deeyah Khan a été nommée Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO pour la liberté artistique et la créativité le 21 novembre. Mme Khan a consacré sa vie et son travail à la promotion de la liberté d'expression, des droits humains pour les artistes, à travers diverses activités qu'elle a elle-même créées, comme le Festival mondial des femmes d'Oslo et le magazine primé en ligne *sister-hood* pour soutenir la représentation des femmes et des artistes.



VERA MICHALSKI-HOFFMANN
Suisse

L'éditrice Vera Michalski-Hoffmann a été nommée Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO le 14 octobre, en reconnaissance de son engagement dans le monde de l'édition, de son soutien à la créativité littéraire et à la lecture, en particulier à travers la Fondation Jan Michalski, ainsi que pour son attachement aux idéaux de l'UNESCO.



MAHA EL-KHALIL CHALABI
Liban

Originaire de la ville libanaise de Tyr, Maha El-Khalil Chalabi a été nommée Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO le 17 février. Elle a fondé l'association internationale Sauver Tyr, pour préserver, développer et revitaliser sa ville natale. Elle a également fondé la Fondation de Tyr et a aidé à créer le Festival international de Tyr ainsi qu'un centre médico-social pour la ville.

Artistes UNESCO pour la paix



SIDAHMED ALPHADI SEIDNALY (ALPHADI)
Nigéria

Le créateur de mode Alphadi (Sidahmed Alphadi Seidnaly de son nom de naissance) a été nommé Artiste UNESCO pour la paix le 25 janvier. Ce titre lui a été conféré pour son engagement en faveur de la culture et du développement au service de la paix, du respect et de la dignité humaine, pour sa contribution à la promotion de la tolérance, et son dévouement aux idéaux de l'Organisation.



MARKO POGAČNIK
Slovénie

Le 5 février, le sculpteur Marko Pogačnik a été nommé artiste UNESCO pour la paix. Ce titre lui a été conféré en reconnaissance de son engagement en faveur de l'amélioration des relations entre les êtres humains et leur environnement, à partir des concepts de la protection, de l'éducation et du développement durable, pour augmenter la capacité des êtres humains à utiliser avec efficacité la Terre, ses ressources et ses paysages.



URSZULA DUDZIAK
Pologne

La compositrice et chanteuse de jazz Urszula Dudziak a été nommée Artiste de l'UNESCO pour la paix le 19 février. Ce titre a été conféré à Mme Dudziak en reconnaissance de sa contribution à la réconciliation par un travail d'encouragement aux jeunes talents et de sa mobilisation en faveur de l'autonomisation des femmes. Entre autres réalisations récentes, elle a soutenu des projets musicaux pour la jeunesse au Kenya et en Tanzanie.



VIOLETA URMANA
Lituanie

Le 7 mars, Violeta Urmana a été nommée Artiste de l'UNESCO pour la paix. Cette nomination vient reconnaître les efforts incessants de Mme Urmana pour promouvoir la culture, vecteur du dialogue et de la compréhension mutuelle, ainsi que pour ses actions qui s'inscrivent dans le cadre des idéaux et des priorités de l'Organisation sur le continent africain.

Ce titre lui a été conféré en reconnaissance de son engagement dans la promotion de la musique comme véhicule du dialogue et de compréhension mutuelle entre les peuples, pour sa contribution à la paix et à la tolérance, en particulier à travers ses représentations de l'Orchestre Kyiv–Classic, et pour son attachement profond aux idéaux et aux objectifs de l'Organisation.



ZARIFA MGOYAN
(ZARA)
Fédération de Russie

Le 5 décembre, la chanteuse Zarifa Mgoyan, ou Zara, a été nommée Artiste UNESCO pour la paix, pour sa contribution infatigable à la promotion de la valeur universelle de la musique comme moyen incontournable de dialogue entre les cultures. Zara est membre du conseil d'administration de la Fondation de charité « Un pas en avant » dont l'objectif est de fournir une assistance aux enfants et aux adultes handicapés. Elle est également impliquée dans les activités de la Fondation « Appel du cœur » qui aide les enfants souffrant de déficience visuelle.



KUDSI ERGÜNER
Turquie

Le musicien Kudsi Ergüner a été nommé Artiste de l'UNESCO pour la paix le 1^{er} juillet, en reconnaissance de ses efforts pour promouvoir les valeurs universelles de la musique, facteur de dialogue essentiel entre les cultures, pour sa contribution à la protection du patrimoine musical, son soutien à la Décennie internationale du rapprochement des cultures (2013-2022) et son infatigable dévouement aux idéaux de l'Organisation.

ORCHESTRA H2O SOUNDS OF EARTH Paraguay



L'Orchestre H2O – Sons de la Terre a été nommé Artiste UNESCO pour la paix le 6 décembre. La formation musicale, avec ses 50 orchestres composés de 2 200 enfants et 300 adultes venant de 44 communautés, sillonne le Paraguay en organisant des campagnes de sensibilisation



HERMAN MAKARENKO
Ukraine

Le 29 novembre, le chef d'orchestre et Directeur artistique de l'Orchestre Kyiv–Classic, Herman Makarenko, a été nommé Artiste UNESCO pour la paix.

à la bonne gestion de l'eau et à la nécessité de préserver l'environnement. L'Orchestre a permis à plus de 18 000 enfants et jeunes du pays d'accéder à une éducation musicale.



AHLEM
MOSTEGHANEMI
Algérie

Le 16 décembre, l'écrivain Ahlem Mosteghanemi a été nommé Artiste UNESCO pour la paix, en reconnaissance de son engagement au soutien des causes de la justice sociale et de l'éducation des jeunes affectés par un conflit, ainsi que pour son attachement aux idéaux et aux objectifs de l'Organisation.

Champions de l'UNESCO pour le sport



HRISTO STOICHKOV
Bulgarie

Hristo Stoichkov, légende du football, a été nommé Champion de l'UNESCO pour le sport le 5 mai. Cette nomination vient reconnaître les efforts de M. Stoichkov pour promouvoir le sport comme outil d'avancement de l'inclusion sociale et de la tolérance, son soutien à l'éducation physique chez les personnes handicapées, son engagement dans la lutte contre le racisme et la violence dans le sport, et son dévouement aux idéaux et valeurs de l'Organisation.

11. Nominations de personnalités éminentes

Ambassadeurs de bonne volonté de l'UNESCO

MAHA EL-KHALIL CHALABI Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO, Liban
17/02/2016

VERA MICHALSKI-HOFFMANN Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO, Suisse
14/10/2016

DEEYAH KHAN Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO pour la liberté artistique et la créativité, Norvège 21/11/2016

Artistes de l'UNESCO pour la paix

SIDAHMED ALPHADI SEIDNALY (ALPHADI)
Niger 25/01/2016

MARKO POGAČNIK Slovénie 05/02/2016

URSZULA DUDZIAK Pologne 19/02/2016

VIOLETA URMANA Lituanie 07/03/2016

KUDSI ERGÜNER Turquie 10/07/2016

HERMAN MAKARENKO Ukraine 29/11/2016

ZARIFA MGOYAN (ZARA) Fédération de Russie
05/12/2016

ORCHESTRA H2O SONS DE LA TERRE
Paraguay 06/12/2016

AHLEM MOSTEGHANEMI Algérie 16/12/2016

Champion de l'UNESCO pour le sport

HRISTO STOICHKOV Bulgarie 18/05/2016

12. Principaux partenariats signés en 2016

JANVIER

- Les **Flandres (Belgique)** ont convenu de soutenir les deux projets suivants, via le Fonds-en-dépôt UNESCO/Flandres pour la culture et le patrimoine naturel : Renforcement de la coopération sous-régionale et des capacités nationales dans sept pays du sud de l'Afrique pour la mise en œuvre de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (250 000 dollars des États-Unis) ; et Accroissement de la conservation des sites marins de la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (3 100 000 \$).
- L'**Union européenne** a soutenu le projet Favoriser la contribution du patrimoine mondial au développement durable et au renforcement des capacités pour la protection et la conservation des sites paléontologiques d'Éthiopie (0,4 million €).
- Programme **ONUSIDA-UBRAF** pour le Sida et l'éducation à la santé (3 100 000 \$).
- Programme du **PNUD** Haïti d'Alphabétisation fonctionnelle en faveur des jeunes et des femmes et du renforcement des centres de formation professionnelle (799 000 \$).

- Soutien technique du **PNUJ** au groupe de travail de l'IPBES sur les systèmes de connaissances autochtones et locaux (Programme de travail de l'IPBES 2014-2018) (477 884 \$).

FÉVRIER

- **PNUD/MPTF** (Fonds Uruguay Une seule ONU) : Renforcement institutionnel du ministère de l'Industrie, de l'énergie et des mines, ainsi que du ministère du Logement, de la gestion de la terre et de l'environnement pour un développement minier exhaustif en Uruguay (220 000 \$).
- Interventions vitales du **PNUD** : Préparation aux catastrophes et réduction des risques sismiques et de tsunamis sur la côte sud de la province de San Cristóbal, République dominicaine (163 537 \$).
- **PNUD** : Amélioration de l'état de préparation aux séismes et aux tsunamis dans une sélection d'écoles grâce à la formation à partir d'exercices de simulation (240 276 \$).
- **UNOPS** : Amélioration complète de l'interprétation du patrimoine culturel à travers la conception d'un plan muséologique pour le futur Musée national archéologique du Pérou, district de Lurin, Lima (320 684 \$).

MARS

- L'**Allemagne** a signé un accord en vue de réduire l'infection au VIH et d'améliorer les résultats de santé sexuelle et reproductive pour les jeunes en Afrique australe et orientale (0,15 million €).
- Le **Japon** a renouvelé son Fonds-en-dépôt pour la promotion de l'éducation et de la science dans la région Asie Pacifique (0,6 million \$).
- La **Malaisie** a accepté de soutenir, dans le cadre du Programme de coopération Malaisie-UNESCO (MUCP), 9 projets supplémentaires (montant total : 2,2 millions \$).
- Accord entre l'UNESCO et le **Maroc** pour le projet Les changements climatiques et la préservation et la valorisation du patrimoine culturel immatériel lié à l'artisanat (1 million MAD).
- Accord entre l'UNESCO et le **Maroc** pour le projet Le nexus eau-énergie-agriculture et valorisation du patrimoine culturel comme approche innovante de développement durable et d'amélioration de la résilience aux changements climatiques dans la réserve de biosphère de l'Arganaie au Maroc (1 million MAD).

- L'**Union européenne** a contribué au projet UNESCO de mise en œuvre du Programme de compétences et d'éducation technique, STEP, au Malawi (9 millions €).
- Le **ministère mexicain de l'Environnement de l'État de Coahuila** a contribué au projet Avenir durable dans le désert (0,15 million \$).
- **Nations Unies/Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine** : Augmenter la résilience aux catastrophes en Haïti ; Intégration du DDR dans le système d'éducation formel (514 672 \$).
- **PNUD** – Eaux internationales : Réseaux internationaux d'apprentissage, d'échange et de ressources (3 987 500 \$).
- **PNUD** – LME:LEARN : Renforcement de la gouvernance mondiale des grands écosystèmes marins et de leurs côtes grâce à un meilleur partage et une meilleure application des outils de connaissance et d'information LME/ICM/MPA (2 500 000 \$).
- **UNICEF** : Formation au leadership pour les enseignants et les écoles dans l'éducation formelle pour les enfants déscolarisés en Somalie (2 385 774 \$).

AVRIL

- L'**Australie** a renouvelé son engagement en faveur du Rapport mondial de suivi de l'éducation (1,5 million AUS).
- À travers son programme Horizon 2020, l'**Union européenne** a soutenu le projet d'amélioration de la résilience aux urgences grâce à des cyber technologies avancées (0,35 million €) et contribué à la construction de communautés résilientes et de systèmes d'alerte précoce pour les tsunamis et les autres risques océaniques liés en Amérique centrale (0,55 million €).
- L'**Allemagne** a signé un accord de renforcement des capacités pour la conservation de l'ensemble du temple de Borobudur, dans un cadre de réduction des risques de catastrophes (0,1 million \$).
- Le **Japon** a signé des accords pour le Fonds-en-dépôt pour la promotion du Programme d'action mondial pour l'éducation au développement durable (EDD) (1,4 million \$).

MAI

- La **Suisse** a approuvé la seconde phase de la remarquable initiative de Gouvernance des ressources en eaux souterraines dans les aquifères transfrontaliers (GGRETA) (1,9 million CHF).
- La **périphérie de la ville de Mexico** (La Secretaria de Desarrollo Social del Gobierno de la Ciudad de Mexico de los Estados Unidos Mexicanos) a contribué au cadre de la recommandation de l'UNESCO sur le Paysage urbain historique (2,8 millions MXN).
- **Programme joint** (fonds commun soutenu par **ONU Femmes** et par les **Pays-Bas**) : Autonomiser les femmes rurales du gouvernorat de Mafraq grâce à la gestion et la préservation du site archéologique jordanien d'Umm el-Jimal comme activité génératrice de revenus (422 486 \$).

JUIN

- La **Chine** a signé un accord pour soutenir les activités de l'UNESCO en faveur du développement de l'éducation en Afrique pour la période 2017-2018, permettant d'ajouter deux nouveaux pays africains à l'excellent projet CFIT (4 millions \$).
- La **Finlande** a signé un accord de 2 millions d'euros pour le soutien au Programme d'amélioration de l'alphabétisation en Afghanistan.
- Le **Mexique** (La Secretaria de Cultura de la Ciudad de Mexico de los Estados Unidos Mexicanos) a apporté une contribution au projet Promotion de la culture pour le développement à Mexico (2,9 millions MXN).
- La **Norvège** a signé un accord de 4 millions de NOK pour le soutien au projet Construire la responsabilisation en matière de genre en Palestine.
- La **République de Corée** a soutenu le projet Autonomiser les adolescentes et les jeunes femmes par l'éducation au Mali, en Tanzanie et au Népal (15 millions \$), en contribution au programme commun des Nations Unies lancé par l'UNESCO, ONU Femmes et le FNUAP.
- La **Turquie** a contribué au compte spécial du Centre du patrimoine mondial pour l'organisation du 40^e Comité du patrimoine mondial (0,75 million \$).

- La **Fondation Drossos** a signé un accord pour soutenir la seconde phase du projet Autonomiser les femmes et augmenter la résilience dans la vallée du Jourdain (0,6 million \$).
- Le **Groupe de développement de la culture et du tourisme de Chengdu LLC** a signé un cadre pour soutenir les activités de l'UNESCO en éducation, culture, sciences humaines et sociales, ainsi que les relations extérieures et l'information du public (1 million \$).

JUILLET

- L'**Italie** a contribué en 2016 au compte spécial du Programme d'évaluation des ressources en eau, WWAP (1,6 million €).
- La **République de Corée** a soutenu le projet Éducation technique et professionnelle pour les Syriens et pour la jeunesse syrienne vulnérable (1 million \$).

AOÛT

- Les **Flandres (Belgique)** ont accepté de contribuer au Fonds-en-dépôt de soutien au projet scientifique Approche intégrée des écosystèmes marins pour une croissance durable bleue dans le Pacifique du Sud-Est (SPINCAM III) (549 000 \$).
- La **Hongrie** a signé un accord-cadre pour le patrimoine culturel dans les zones de crise (0,2 million €).
- L'**Union européenne** a signé un accord NEPAD-Réseau africain de centres d'excellence pour les sciences et les technologies de l'eau, phase II (2,4 millions €).
- La **Fondation David et Lucile Packard** a contribué à un projet sur l'éducation sexuelle complète en Éthiopie (0,8 million \$).
- **Nations Unies/Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine** : Construire la résilience des communautés affectées par le désastre de la mer d'Aral grâce à un fonds multilatéral pour la sécurité humaine en mer d'Aral (180 000 \$).
- **PNUD** : Renforcement des capacités de la Radio citoyenne des jeunes au Congo (130 000 \$).

- **PNUD/Partenariat des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées** : Promotion des droits à une éducation de qualité pour les enfants handicapés (150 000 \$).
- **ONU Femmes** : Alphabétisation fonctionnelle numérique et promotion du genre à l'extrême nord et au centre du Cameroun (113 441 \$).

SEPTEMBRE

- La **Chine** a renouvelé sa contribution à l'initiative Culture et développement urbain (0,4 million \$).
- La **Chine** a signé un accord visant à faire renaître l'emblématique *Courier de l'UNESCO* (5,6 millions \$).
- L'**Allemagne** a signé un accord pour le Rapport mondial de suivi de l'éducation (GEM) (0,15 million €).
- **Dubaï Cares** a signé un accord de partenariat stratégique pour contribuer aux progrès vers l'Agenda Éducation 2030 (3 millions \$).
- La **Fondation MISK** a signé un accord-cadre pour soutenir toute la gamme de l'expertise de l'UNESCO, avec une attention particulière pour la jeunesse (5 millions \$).
- **FAO** : Renforcement des connaissances et de l'éducation pour des moyens d'existence pastoraux résilients au Soudan du Sud (1 075 210 \$).
- **UNICEF** : Projet d'appui à la restauration du système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) et au renforcement des capacités statistiques du ministère de l'Éducation nationale de la République centrafricaine (314 568 \$).
- **ONUSIDA** : Programme de coopération régionale, phase II : renforcement de la prévention du VIH/Sida en EECA (197 647 \$).
- Le **Fonds de développement du Qatar** a signé un accord pour augmenter le soutien au Bureau de Doha (275 000 \$ par an).

OCTOBRE

- Les **Pays-Bas** ont signé une contribution affectée à une fin spécifique dans le cadre du Fonds du patrimoine culturel immatériel (1 million \$).

- La **Norvège** a signé un nouvel accord-cadre et un nouveau programme de coopération pour l'année 2016 (11 millions \$).
- **PNUD/Fonds pour la consolidation de la paix** : Institutions démocratiques intègres, représentatives et crédibles (502 472 \$).
- **UNOPS** : Développement d'un rapport de synthèse sur l'ODD 6 (288 381 \$).
- Le **Prix Hamdan Bin Rashid Al-Maktoum pour la performance académique** a versé une seconde tranche d'1 million d'euros au Projet de restauration et d'amélioration de la Salle I, auquel il avait déjà contribué pour 5 millions de dollars en 2015.

NOVEMBRE

- La **Japon** a signé un accord visant à numériser la mémoire institutionnelle de l'UNESCO (3 millions \$) et a relancé son fonds-en-dépôt pour la promotion du programme mondial d'action sur l'éducation au développement durable (EDD), et l'éducation et la science dans la région Asie Pacifique (1,6 million \$).
- La **Finlande** a signé deux accords, l'un pour soutenir le rapport GEM (100 000 €) et l'autre pour soutenir le PIDC (200 000 €).
- La **Suède** a signé trois lettres d'accord pour soutenir la protection du patrimoine dans des situations de conflit et de postconflit, particulièrement dans la région arabe. La contribution, de 4 500 000 SEK (490 000 \$) augmentera les capacités humaines de trois conventions de l'UNESCO.
- La **Suède** a signé un accord pour apporter une contribution supplémentaire de 19 millions de SEK pour l'année 2016, pour mettre en œuvre le projet Renforcement de la santé sexuelle et reproductive et prévention du VIH auprès des enfants et des jeunes grâce à la promotion d'une éducation sexuelle complète en Afrique orientale et australe.
- La **Suisse** a signé un accord pour la Sauvegarde de la gestion appliquée des ressources en eau dans la région autonome du Kurdistan iraquien, SAMoWar (1 million \$).

- L'**Italie** a contribué au projet Promotion du développement humain et des qualités civiques auprès des communautés rurales soudanaises : soutien à la radio rurale dans les États de l'Est. (0,3 million \$).

DÉCEMBRE

- La **Finlande** a signé un accord de soutien à CapED pour 1 million de dollars.
- La **Finlande** a signé un accord de 3 250 000 € pour soutenir la mise en œuvre du projet Renforcement de la formation initiale des enseignants au Myanmar (STEM).
- L'**Allemagne** a signé un accord pour le programme international UNESCO-UNEVOC sur la formation technique et professionnelle, TVET (0,8 million €).
- Le **Japon** a relancé son Fonds-en-dépôt pour la préservation du patrimoine culturel mondial, pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et pour le renforcement des compétences en ressources humaines (1,6 million \$).
- La **Norvège** a signé un accord de 3,5 millions de NOK pour soutenir la mise en œuvre du musée palestinien Riwaya à Bethléem (finalisation de la phase III : achèvement de la rénovation de l'espace du musée).
- La **République de Corée** a accepté de soutenir la phase II du projet Une meilleure éducation pour l'essor de l'Afrique, BEAR (10 millions \$).
- La **République de Corée** a accepté de soutenir la phase II du projet Centre culturel de Bamiyan (1,9 million \$).
- La **Suède** a signé un accord pour soutenir le Renforcement des normes et des savoirs pour le développement des médias grâce aux recherches fondées sur les indicateurs du PIDC et aux projets de terrain qui soutiennent la liberté d'expression (3 millions SEK, soit environ 330 000 \$).
- La **Suisse** a accepté de soutenir la mobilisation des chaires UNESCO pour l'action politique en faveur de l'Agenda 2030 (0,2 million \$).

- **L'Union européenne** a signé un accord pour l'Accès à une éducation inclusive primaire et secondaire de qualité pour les déplacés et les réfugiés dans les zones affectées par la crise en Iraq (12,6 millions €).
- **L'Italie** a contribué au projet Soutenir les universités du Sénégal dans l'offre de services à la société, Éducation à la citoyenneté et formation au métier du patrimoine culturel au Sénégal (0,5 million €).
- **PNUD** : Haïti, Renforcement des capacités institutionnelles de prévention des tsunamis (156 000 \$).
- **PNUD/Programme conjoint avec le ministère de l'Éducation et des sports de l'Ouganda** : Réponse de prévention du VIH dans les écoles grâce au programme commun des Nations Unies de soutien à la lutte contre le VIH et le Sida (250 000 \$).
- **UNICEF** : Soutien aux interventions en faveur des enfants déscolarisés et mise à jour de l'étude de 2013 sur les enfants déscolarisés dans le cadre du CPEP au Soudan du Sud (1 090,000 \$).
- La **Fondation du Sultan Bin Abdulaziz Al-Saud** a signé un accord de 5,5 millions de dollars pour soutenir le renforcement de la langue arabe au sein de l'UNESCO.

13. Organisations non gouvernementales accréditées par l'UNESCO en 2016

ASSOCIATION DES COMITÉS NATIONAUX OLYMPIQUES (ACNO) Suisse (janvier)

FONDATION ÉCOLOGIQUE NON GOUVERNEMENTALE V.I. VERNADSKY Fédération de Russie (janvier)

INSTITUT LIBÉRAL POUR L'ANALYSE POLITIQUE Bulgarie (février)

ORGANISATION INTERNATIONALE DES JEUNES ET DES ÉTUDIANTS LESBIENS, GAYS, BISEXUELS, TRANSGENRES, QUEERS ET INTERSEXUÉS Belgique (mars)

COMITÉ DES INDES OCCIDENTALES Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (avril)

SOCIÉTÉ POUR LA CONSERVATION DE LA VIE SAUVAGE États-Unis d'Amérique (avril)

ASSOCIATION W-SMART France (avril)

CONSEIL AUSTRALIEN POUR LA RECHERCHE EN ÉDUCATION Australie (juillet)

APPRENDRE POUR UN AVENIR DURABLE Canada (novembre)

SOCIÉTÉ POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE SAOUDIEN Arabie saoudite (décembre)

14. Condamnations de meurtres de journalistes

Les journalistes sont répertoriés sous le nom du pays où ils ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions.

AFGHANISTAN

- Mohammad Ali Mohammadi
- Mohammad Hussain Khaksar
- Mohammad Jawad Hussaini
- Mohammad Hussain Amini
- Mehri Azizi
- Mariam Ibrahim
- Zainab Mirzaee
- Haji Mohammad Zubair Khaksar
- David Gilkey

- Zabihullah Tamanna
- Yaqoub Sharafat
- Nematullah Zahir
- Mohammad Nasir Mudasar

BANGLADESH

- Nazimuddin Samad
- Xulhaz Mannan

BRÉSIL

- João Valdecir de Borba
- Manoel Messias Pereira

- João Miranda do Carmo
- Mauricio Campos Rosa
- Jairo de Oliveira Silva

BURKINA FASO

- Leila Alaoui

EL SALVADOR

- Nicolás Humberto García

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

- Jacinto Hernández Torres

FINLANDE

- Anne Vihavainen
- Katri Ikävalko

GUATEMALA

- Mario Roberto Salazar Barahona
- Winston Leonardo Cano Túnchez
- Diego Salomón Esteban Gaspar
- Víctor Hugo Valdez Cardona
- Álvaro Alfredo Aceituno López
- Felipe David Munguía Jiménez
- Hamilton Hernández Vásquez

GUINÉE

- El Hadj Mohamed Diallo

HONDURAS

- Marlon David Martínez Caballero

INDE

- Karun Misra
- Akhilesh Pratap Singh
- Rajdev Ranjan
- Kishore Dave
- Dharmendra Singh

IRAQ

- Hassan al-Anbaki
- Saif Talal
- Ali Mahmud
- Widad Hussein Ali
- Mustafa Saeed
- Ali Ghani
- Ahmet Haceröğlü
- Ali Resan
- Mohammed Thabet al-Obeidi

JORDANIE

- Nahed Hattar

LIBYE

- Khaled al-Zintani
- Abdelqadir Fassouk
- Jeroen Oerlemans

MEXIQUE

- Marcos Hernández Bautista
- Reinel Martínez Cerqueda
- Anabel Flores Salazar
- Moisés Dagdug Lutzow
- Francisco Pacheco Beltrán
- Manuel Santiago Torres González
- Elidio Ramos Zárate
- Zamira Esther Bautista
- Salvador Olmos García
- Pedro Tamayo Rosas
- Agustin Pavia Pavia
- Aurelio Cabrera Campos
- Jesús Adrián Rodríguez Samaniego

MYANMAR

- Soe Moe Tun

PAKISTAN

- Muhammad Umar
- Khurram Zaki
- Mehmood Khan
- Shehzad Ahmed

PÉROU

- Hernán Choquepata Ordoñez

PHILIPPINES

- Elvis Ordaniza
- Larry Que

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

- Marcel Lubala

SERBIE

- Luka Popov

SOMALIE

- Sagal Salad Osman
- Abdiaziz Mohamed Ali
- Mahad Ali Mohamed

SOUDAN DU SUD

- Isaac Vuni

SYRIE

- Majid Dirani
- Osama Jumaa
- Khalid al Issa
- Ibrahim Omar
- Mustafa Mohammed
- Abdullah Mohammad Ghannam
- Mohammed Sayyed Hassan
- Mohsen Khazaei

TURQUIE

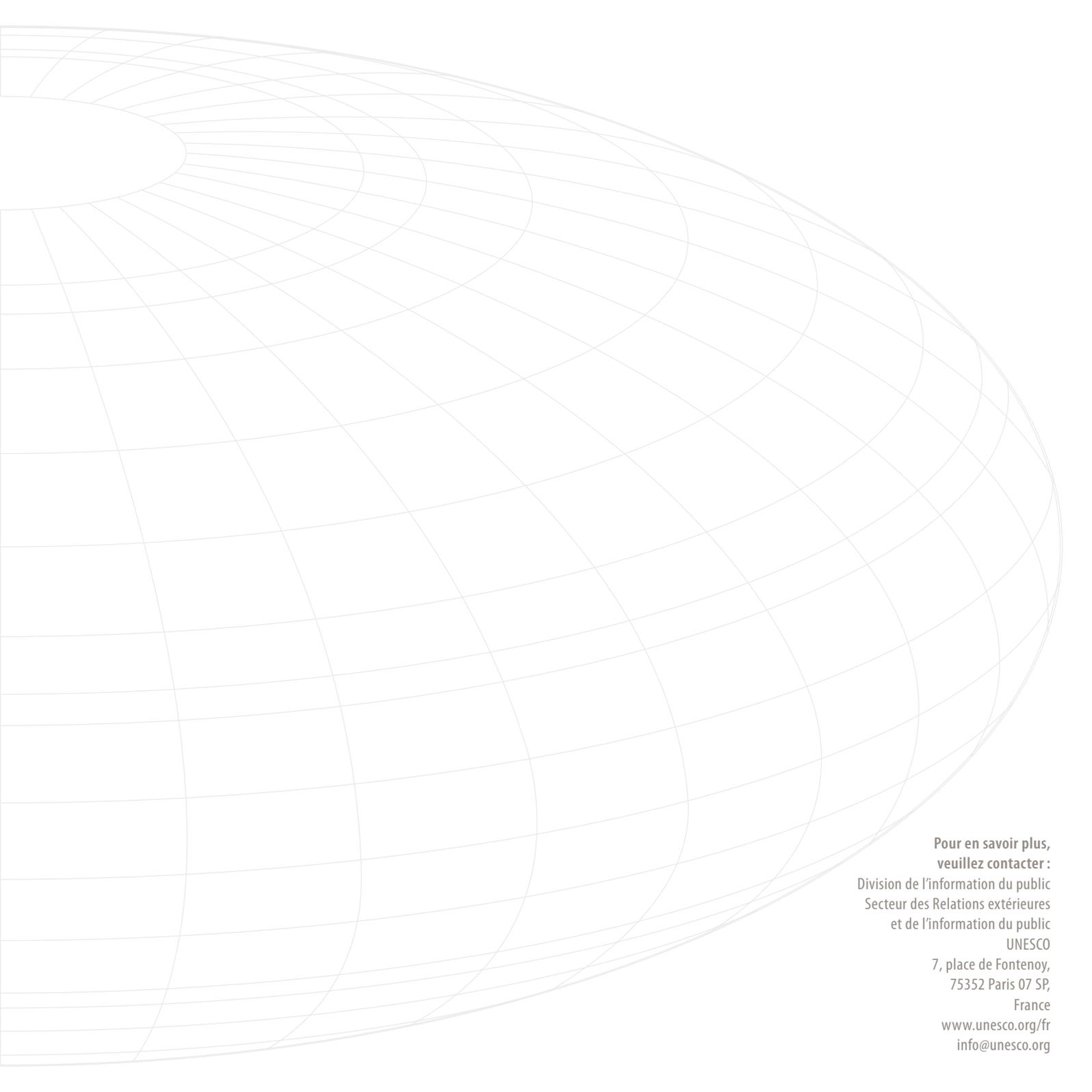
- Rohat Aktaş
- Zaher al-Shurqat
- Mustafa Cambaz

UKRAINE

- Pavel Sheremet

YÉMEN

- Almgidad Mojalli
- Hashem Al Hamran
- Suad Hujaira
- Munir al-Hakimi
- Ahmed Al-Shaibani
- Mohammed al-Yemeni
- Abdullah Azizan
- Abdulkarim Al-Jerbani
- Mubarak Al-Abadi
- Awab Al-Zubairi



**Pour en savoir plus,
veuillez contacter :**

Division de l'information du public
Secteur des Relations extérieures
et de l'information du public
UNESCO

7, place de Fontenoy,
75352 Paris 07 SP,
France

www.unesco.org/fr
info@unesco.org



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

*Construire la paix
dans l'esprit des femmes
et des hommes*

unesco.org